

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
PROTECTION LÉGALE
DES
TRAVAILLEURS AGRICOLES
EN ITALIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 30 avril 1913, à 3 heures

PAR

Léon AUDOLY

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. FERNAND FAURE, professeur.} \\ \text{HITIER, professeur.} \end{array} \right.$

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, V.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
PROTECTION LÉGALE
DES
TRAVAILLEURS AGRICOLES
EN ITALIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 30 avril 1913, à 3 heures



PAR

Léon AUDOLY

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. FERNAND FAURE, professeur.} \\ \text{HITIER, professeur.} \end{array} \right.$

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, V.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREFACE

Dans la plupart des pays, en Italie en particulier, le bienfait des lois ouvrières, votées souvent, bien moins dans un esprit de justice, que sous la poussée du prolétariat de mieux en mieux organisé et chaque jour plus conscient de sa force, de ses droits et de son importance économique, est exclusivement réservé aux travailleurs de l'industrie.

Certes, en leur faveur une protection s'imposait. Il s'est fait au xix^e siècle une transformation complète dans l'organisation du travail. Autrefois, les grandes usines étaient rares et les règlements des métiers ne permettaient à chaque patron que d'employer trois ou quatre ouvriers. Ces compagnons, comme on les appelait, travaillaient dans l'atelier, côte à côte avec leur patron. Ils étaient unis par de multiples liens d'association et si leur sort n'était pas brillant, ils avaient au moins la sécurité du lendemain.

De nos jours, la grande industrie, rendue possible par le développement du machinisme et la facilité des communications, s'est créée.

La distinction s'est faite de plus en plus profonde entre le capital et le travail ; on en est arrivé à considérer la main-d'œuvre comme une marchandise, comme un simple élément du « coût de production », soumis à la libre loi de l'offre et de la demande.

Encouragés par les déductions de l'école libérale, se basant sur la théorie de la liberté du travail, les patrons, contraints souvent par la concurrence, d'ailleurs indifférents au sort de leurs ouvriers qu'ils ne connaissent pas, ont fait tous leurs efforts pour diminuer leur prix de revient en réduisant au minimum les frais de « main-d'œuvre ».

Le salaire de l'homme a fini par ne plus suffire aux besoins de la famille, et les travaux étant devenus plus simples et moins pénibles grâce aux machines, les femmes et les enfants ont pris le chemin de l'usine. Le foyer s'est trouvé désorganisé, ce qui au point de vue moral comme au point de vue social, ne pouvait manquer d'amener des conséquences désastreuses.

Pour augmenter la productivité de ce matériel vivant on augmenta la durée de la journée de travail, on diminua le nombre des jours de repos, on abaissa l'âge minimum d'admission au travail.

Il se produisit de tels abus qu'on en arriva à maudire ce progrès,

Qui se sert d'un enfant ainsi que d'un outil !
Progrès dont on demande ; où va-t-il ? que veut-il ?
Qui brise la jeunesse en fleur ! qui donne, en somme,
Une âme à la machine et la retire à l'homme !

VICTOR HUGO. *Les Contemplations* (Melancholia).

On a pu constater que la réglementation du travail laissée à la libre discussion des patrons et des ouvriers aboutit fatalement à l'asservissement de ces derniers. Cela s'explique aisément, l'ouvrier qui n'a que son travail pour vivre est obligé de passer par les conditions qu'on lui impose.

En de telles circonstances, l'État doit intervenir, et ce ne peut être qu'en faveur du plus faible et du plus utile, c'est-à-dire de l'ouvrier qui, ne possédant rien, ne peut résister, et qui pourtant amasse sans en profiter les richesses de l'humanité.

Le travail n'est pas une marchandise, une valeur régie par des lois économiques, c'est un acte humain et social, qui a des conséquences morales pour l'individu et pour la famille.

Le cardinal Manning écrivait : « Si la vie domestique d'un peuple est la vraie vie, si la paix et l'honneur du foyer, si l'éducation des enfants, les devoirs d'épouse et de mère, les devoirs de mari et de père, sont écrits dans une loi naturelle autrement importante que toute loi économique, si toutes ces choses sont autrement sacrées que toutes celles qu'on vend

au marché, alors, je le déclare, il faut agir en conséquence. Mais si, dans certains cas, la non-réglementation du travail conduit à la destruction de la vie domestique, à la négligence des enfants, si elle transforme les femmes et les mères en machines vivantes, les pères et les époux (qu'on me pardonne le mot !) en bêtes de somme, qui se lèvent avant le soleil et retournent au gîte le soir, épuisés de fatigue, et n'ayant plus la force que de prendre un morceau de pain et de se jeter sur un grabat pour dormir, la vie de famille n'existe plus et nous ne pouvons continuer de ce pas (1).»

Les législateurs modernes s'en sont rendu compte, Les ouvriers des villes fortement organisés, capables de faire entendre leur voix et d'intimider au besoin les gouvernements ont profité de nombreuses lois votées en leur faveur.

Les ouvriers agricoles attendent encore. Leur situation n'est pourtant pas meilleure que celle de leurs camarades des villes ; elle est même probablement plus mauvaise puisque, dans la plupart des pays, on signale comme une calamité, l'exode continu des paysans vers la ville.

On a fait remarquer que la réglementation est plus difficile dans l'agriculture, à cause du caractère sai-

1. V. de Marolles, *Le cardinal Manning*, p. 29 (publication de l'Action populaire).

sonnier des travaux, exigeant dans des périodes déterminées des efforts beaucoup plus grands que dans d'autres, et que la surveillance par l'inspection du travail serait presque impossible à organiser, l'ouvrier agricole travaillant généralement isolé.

Il est évident que les caractères particuliers de l'agriculture nécessiteraient des mesures spéciales et que l'extension pure et simple des lois ouvrières aux travailleurs de la terre pourrait donner lieu à de grandes difficultés d'application.

C'est en s'inspirant des conditions particulières à l'agriculture que les législateurs doivent entreprendre la protection des ouvriers des champs.

Quelques pays, l'Italie entre autres, sont entrés dans cette voie.

C'est là un exemple que d'autres devraient suivre c'est en même temps une expérience dont ils pourraient profiter.

Nous avons cru qu'à ce point de vue notre étude aurait quelque utilité; c'est pourquoi nous l'avons entreprise.

L'Italie n'est pas seulement une terre historique, connue surtout par les grands souvenirs qu'évoque son nom, et par les merveilles de l'art qui font sa gloire, c'est un vaste pays d'économie surtout agricole, où des millions de travailleurs des champs subissent depuis des siècles des souffrances imméritées.

Depuis quelques années l'État s'occupe de trouver des remèdes à leurs misères.

Le but de cette étude sera de voir ce que le législateur italien a fait ou se propose de faire pour l'amélioration du sort des ouvriers agricoles.

Nous diviserons notre ouvrage en quatre parties précédées d'une introduction qui sera consacrée à l'examen de la condition des ouvriers agricoles en Italie.

Dans la première partie nous nous occuperons de la loi en faveur des ouvriers des rizières, loi très importante à cause des points de vue multiples et importants qu'elle considère.

Dans la deuxième nous étudierons les mesures d'hygiène sociale.

La troisième partie s'appliquera à mettre en relief les efforts du législateur pour diminuer, et même supprimer si possible, la crise du chômage qui sévit très durement en Italie.

Enfin, dans la quatrième nous nous occuperons de divers projets intéressant le contrat de travail dans l'agriculture.

LA

PROTECTION LÉGALE

DES TRAVAILLEURS AGRICOLES

EN ITALIE

INTRODUCTION

La condition des travailleurs agricoles en Italie

L'Italie est un pays essentiellement agricole où la grande propriété domine.

Les propriétaires, en général absentéistes, louent leurs terres ou les confient à des régisseurs qui emploient aux travaux de la culture soit des ouvriers engagés à l'année (obbligati), soit des journaliers (braccianti).

Le nombre de ces travailleurs est très élevé. On comptait en 1901 (1) :

1. Stéphane Piot. Deux années d'agitation agraire en Italie, *Annales des sciences politiques*, 15 mai 1903.

2.815.012 obbligati ;

2.561.669 braccianti et

1.325.875 propriétaires cultivant eux-mêmes leurs terres. Ces derniers ne possèdent souvent que quelques lopins de terre insuffisants à les faire vivre, et ils sont obligés de chercher un supplément de ressources, en s'employant comme braccianti, au moins à certaines époques de l'année.

Le sort des travailleurs agricoles a toujours été très misérable en Italie : esclaves sous l'empire romain, puis serfs de la glèbe, puis libres mais soumis à toutes sortes de vexations de la part des petits potentats de campagne, ils espéraient, l'unité de la patrie une fois constituée, améliorer enfin leur situation. Cependant jusqu'à présent si, sur bien des points leur condition est devenue moins triste, elle est encore loin d'être enviable. Les salaires sont toujours très bas et les chômages toujours fréquents. Aussi beaucoup de travailleurs sont annuellement obligés de s'expatrier, et l'émigration a atteint d'énormes proportions (782.000 émigrants en 1907) (1).

L'organisation de la grande propriété qui n'est pas la même dans toutes les provinces explique en grande partie les conditions du travail. Nous examinerons donc la situation des ouvriers agricoles dans les différentes régions de l'Italie. Nous passerons briève-

1. Voir plus loin le chapitre consacré à l'émigration.

ment sur certains faits auxquels dans la suite nous réserverons des développements plus importants en étudiant les lois ou projets de lois qui les concernent.

L'Italie agricole se divise en deux parties bien distinctes : L'Italie du nord avec une superficie de 147.783 kilomètres carrés et une population rurale de 9.910.322 habitants, et l'Italie du sud avec une superficie de 138.899 kilomètres carrés et une population rurale de 6.926.229 habitants (1).

Dans l'Italie septentrionale, on trouve des types des trois formes les plus anciennes de propriété terrienne : la grande propriété cultivée par des ouvriers avec engagements temporaires, la petite propriété cultivée par le propriétaire lui-même et par sa famille, enfin le métayage qui, même dans l'ampleur d'un vaste domaine subdivisé, offre toujours une unité de culture de proportions moyennes.

Dans les basses terres irriguées du Piémont et de la Lombardie, dans les rizières de la province de Vérone, dans les vallées linicoles de la Ligurie et de l'Émilie, dans les terres à céréales et à betteraves de la Romagne, existent de grands domaines cultivés selon des méthodes tout inspirées de la culture scientifique. La Toscane est le pays par excellence du

1. *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia* (vol. VII) p. 113.

métayage, et le Piémont la région de l'Italie où la petite propriété est le plus répandue et le mieux organisée.

L'Italie méridionale qui comprend outre les provinces du sud, l'agro romano, les Maremmes de Toscane et les îles a conservé à travers les vicissitudes de l'histoire les grands fiefs d'origine seigneuriale, établis sur des terres pauvres que l'inertie des possesseurs a laissées s'appauvrir encore plus.

Le métayage y est très peu répandu et la petite propriété, lorsqu'elle existe est tellement fragmentée qu'elle n'est d'aucune utilité pour le paysan qui souvent la vend pour se procurer l'argent pour émigrer.

Nous ne nous occuperons pas des petits propriétaires, bien qu'ils soient souvent obligés de s'employer dans les grands domaines comme journaliers, mais nous ferons une brève étude du métayage. Sous sa forme parfaite, ce contrat implique la fourniture de tout le capital de la part du patron et de tout le travail de la part du métayer, avec partage par moitié des produits. La situation des métayers est, en général, meilleure que celle des autres ouvriers agricoles, aussi est-ce dans les régions où cette forme de contrat domine que les grèves agricoles sont le moins nombreuses (1).

Le type parfait du métayage a été conservé prin-

1. Voir Joly. *L'Italie contemporaine*, p. 89.

cipalement en Toscane, l'exploitation est divisée en petites parcelles, parcelles à blé, à maïs, à chanvre, etc., la maison est entourée d'un potager, le paysan vit sur sa terre qui lui fournit tout ce qui est nécessaire à l'existence, il n'achète rien ou presque rien ; on distingue les « podere » (1) d'après le nombre des personnes qu'ils peuvent nourrir. Grâce à l'organisation équitable du métayage, bien des familles toscanes, tout en vivant sans aucun luxe, mais sans autres privations que celles dont elles s'accommodent facilement, parviennent à faire des économies. Le plus souvent ces économies se présentent sous la forme de comptes courants chez le propriétaire transformé en une sorte de banquier. Sur 34 familles étudiées au Val d'Elsa (nord-est de Florence), 28 avaient ensemble un compte courant de 45.527 francs bien que 4 fussent ensemble débitrices de 1.422 francs (2).

Il n'en est pas partout ainsi. Souvent les propriétaires ont aggravé les anciens contrats, violé les usages traditionnels en augmentant les charges de leurs métayers ou en réduisant leur part dans les produits. Ils ont, dans bien des cas, imposé aux métayers un supplément pour l'habitation, pour l'impôt, pour l'amortissement du bétail. Aussi des grèves ont-elles éclaté parmi ces derniers en 1902 et en 1906. Ils ob-

1. Nom donné au domaine confié au métayer.

2. Joly, *op. cit.*, p. 93.

tinrent partiellement gain de cause, les contrats furent révisés. Les fournitures que le métayer faisait à son maître en nature, c'est-à-dire en fruits et en volailles, furent supprimées. Les salaires des jours de travail supplémentaires furent élevés aux taux des salaires usité dans le pays.

C'est principalement dans les terres soumises au régime de la grande propriété intensive, que l'on trouve le véritable travailleur agricole, engagé pour une durée déterminée, souvent même à la journée, et recevant un salaire fixe, en espèces ou en nature.

Autour de Crémone, de Verceil, de Parme, de Modène, de Plaisance, dans la partie occidentale des territoires de Bologne et de Ferrare, existent les « vieilles terres » ainsi appelées par opposition aux terres de bonification, conquises sur les eaux. Ces terres très fertiles (1), soumises à la culture intensive, sont confiées à des gérants ou conducteurs de travaux, qui cherchent à augmenter leurs revenus en payant les ouvriers le moins cher possible. Dans cette région, on trouve un paysan lourdaud, absolument ignorant, mal habillé, lamentablement logé, sans esprit d'épargne et presque sans possibilité d'épargner.

Au moment des grèves qui éclatèrent en 1902,

1. Dans certains endroits les prés produisent jusqu'à 10 coupes par an. Comte de Rocquigny. *Lignes et grèves de paysans*, p. 250.

Mgr Bonomelli, évêque de Crémone, signalait les tristes conditions de vie des paysans, dans une lettre pastorale restée célèbre. « On leur fait, disait-il, payer la semence de ver à soie au double de sa valeur, on les contraint de se servir uniquement du moulin du propriétaire, on ne les paie pas toujours au jour convenu, ou bien on les paie en grains avariés et on ne leur permet pas de vérifier leurs comptes ; on vend chèrement à de pauvres femmes, par des obligations fatigantes, le misérable droit de glaner dans les champs après la récolte ou de se reposer dans les étables pendant l'hiver ; on force les ouvriers à travailler les jours de fête, on les loge dans des taudis humides, privés de lumière et d'air, si étroits que les sexes et les âges y sont mêlés honteusement ; lorsqu'on engage un homme il est obligatoire que sa femme soit engagée par cela même, sans qu'on ait pris la peine de la consulter, comme l'exigerait le sentiment de la dignité personnelle. » La circulaire épiscopale ne craignait pas de reprocher ensuite aux employeurs de donner l'exemple de la violation des engagements et de mettre tout d'un coup l'ouvrier dans l'alternative de subir des conditions plus dures ou de s'en aller sans ressources.

Le salaire moyen était, avant les grèves de 1908, de 0 fr. 75 à 0 fr. 90, et il n'a monté depuis qu'à une moyenne de 1 fr. 50. Les journées de chômage sont nombreuses et elles tendent à se multiplier à cause

de l'emploi des machines ; d'ailleurs, pour faire face à la hausse des salaires, les fermiers ou les patrons diminuent les travaux à exécuter. Les ouvriers sont obligés à de fréquents déplacements pour trouver du travail, ils ne s'attachent nulle part et sont prêts à suivre aveuglément tous ceux qui promettent de s'occuper d'eux. C'est dans leurs rangs que le socialisme s'est surtout recruté.

Beaucoup de familles de paysans, pour échapper à l'insécurité, acceptent la condition d'obbligati (qu'on appelle aussi schiavandari). Le logement est fourni par le propriétaire ou le fermier, il est en général déplorable, inférieur à celui que l'on réserve pour le bétail ; avec cette habitation la famille reçoit quelques hectolitres de maïs ou de riz, un peu de bois de chauffage et un salaire annuel de 400 à 500 francs, moyennant quoi, l'homme doit sans réserve tout son travail et celui de ses enfants de plus de 14 ans. Si le nombre de ces derniers dépasse la moyenne, il peut intervenir des stipulations spéciales. La femme n'est pas tenue de donner son travail, mais quand elle le donne, elle a droit au tiers du salaire courant des travailleurs libres.

Dans les terres de « bonification » situées près des embouchures du Pô, des efforts pour une culture rationnelle ont été faits soit par de grandes sociétés (par ex. la société de Lodi), soit par de grands capitalistes (par ex. prince Torlonia).

Pendant la période du défrichement, on eut besoin d'ouvriers venus d'autres régions, qui, les travaux exécutés restèrent sur place. Les propriétaires ne purent les occuper tous, et le chômage et la misère sévirent parmi eux.

Dans les rizières piémontaises et lombardes, le travail saisonnier a une très grande importance. A certaines époques de l'année, des milliers d'émigrants venus des provinces voisines sont employés, ainsi que tous les ouvriers locaux, aux divers travaux de la culture du riz. Les équipes de travailleurs, recrutés par des intermédiaires ou caporaux, sont surtout occupés à arracher les mauvaises herbes qui naissent avec le riz. Ce travail particulièrement malsain, car c'est sous une couche d'eau de 20 à 25 centimètres, qu'il faut chercher les herbes à extirper, est rendu plus dangereux encore par la malaria, qui sévit dans les marécages que forment les rizières, et par la façon vraiment indigne de toute civilisation, dont on loge et nourrit les ouvriers. Une loi récente, que nous étudierons en détail, et les efforts des organisations ouvrières, ont heureusement contribué à adoucir un peu ces tristes conditions d'existence.

Dans le pays mantouan la grande propriété s'est surtout formée aux dépens de la petite, grâce à de nombreuses expropriations judiciaires (1) qui ont

1. Bourgin, La question agraire en Italie, *Revue d'économie politi-*

abouti à la prolétarianisation des anciens détenteurs. Les travailleurs se répartissent en *spesiati* ou *obbligati*, engagés à l'année, eux et leurs familles, pour un salaire qui n'atteint pas 400 francs en moyenne et *bracchianti* qui touchent moins de 300 francs pour 220 jours de travail. Comme il faut au moins 500 francs pour nourrir une famille, il résulte un déficit, qui est au moins partiellement comblé par la culture en métayage d'un petit champ ou le travail saisonnier dans les rizières. La situation de l'*obbligato* est des plus précaires et le patron en profite pour lui imposer des corvées supplémentaires. Celle du journalier est plus incertaine encore. Beaucoup émigrent de cette terre qui ne peut les nourrir, et de 1876 à 1898, 42.948 individus du Mantouan sont partis pour l'Amérique. Les autres se révoltèrent, et des agitations agraires très importantes ont abouti à la création de contrats collectifs de travail.

Dans la partie orientale de la plaine du Pô, dans la Romagne en particulier, la question agraire devient plus complexe.

Trois classes sont en contact : les propriétaires, les journaliers et les métayers. Les intérêts des deux dernières sont à la fois convergents, puisque toutes deux voudraient obtenir des concessions des propriétaires, et divergents, car les *bracchianti* sont surtout

que (mars-avril 1912). Il y a eu de 1874 à 1879, 4.700 expropriations judiciaires.

attachés au problème de la répartition, tandis que les métayers considèrent en outre la production.

Le sort des métayers est certainement assez bon : en 1910 sur 10 millions déposés à la caisse d'épargne de Ravenne, la moitié appartenait aux métayers (1). Ceux-ci ont cependant formé des ligues à l'exemple des *bracchianti*.

Les grèves avaient fait hausser les salaires des journaliers et les métayers ont voulu participer aux améliorations, sans se rendre compte de la différence qu'il y avait entre une situation assurée contre la leur, et celle, si incertaine, des journaliers. Ceux-ci, pour diminuer les chômages, ont demandé l'abolition du *scambio delle opere* (échange de travail) : en effet au moment des gros travaux, les métayers s'aident mutuellement et les *bracchianti* restent inoccupés. Ils l'ont obtenu dans la plaine de Ravenne, de Ciséne, de Forli et dans une partie des pays d'Imola et de Faenza. D'autres conflits se sont élevés entre métayers et *bracchianti* au sujet des machines agraires. Certaines ligues régionales en ont acquis pour leur compte, et prétendent en imposer l'usage, à un tarif fixé par elles, à tous les propriétaires de la région. Ce sont les machines rouges ou socialistes, car les métayers ont acquis eux aussi des machines, dites républicaines (d'après l'opinion politique dominante

1. Joly. *L'Italie contemporaine*, p. 100.

parmi les métayers), et ils entendent avoir le droit de s'en servir, droit que contestent les rouges, qui sont allés jusqu'à envahir les exploitations des métayers pour faire le battage de la récolte, opération qu'ils se faisaient payer ensuite (1).

Dans le sud de l'Italie, les Marennas de la Toscane, l'Agro Romano et les îles, c'est la grande propriété à culture extensive: le *latifundium*, qui domine.

Il en est ainsi dans la campagne romaine, malgré le nombre considérable de petits propriétaires, qui sont particulièrement répandus dans les montagnes et les régions viticoles. Les latifondistes font valoir leurs terres par l'intermédiaire de fermiers généraux (*mercanti di campagna*), ou de pasteurs transhumants. Les bergers, recrutés dans les montagnes des alentours vivent presque comme des sauvages; ils touchent un salaire de 24 francs par mois, plus la nourriture surtout composée de pain et de laitage. Pendant leur absence, les femmes restées seules au pays cultivent les petites propriétés très morcelées que ces bergers possèdent généralement.

Quelques parties de l'Agro romano sont cultivées en froment par des journaliers venus des autres régions de l'Italie, embrigadés par des caporaux. Leur condition est pire encore que celle des travailleurs

1. Voir M. Pernod, le socialisme agraire et le métayage en Italie. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} janvier 1911.

des rizières. Le caporal tient les ouvriers par les avances qu'il leur a faits l'hiver et par les dettes qu'ils contractent au jour le jour, car il a le monopole des fournitures dans cette immense région dépourvue de boutiques et d'auberges.

Sur certains domaines, le propriétaire a installé des cantines et participe aux bénéfices qu'elles réalisent. Les salaires varient de 1 fr. 20 pour les besoins d'hiver à 4 francs pour celles de juillet ; les ouvriers fixes touchent de 1 fr. 83 à 2 fr. 50, les femmes de 1 fr. 40 à 2 fr. 50. Ils habitent dans des huttes de paille, de roseaux et d'herbe sèche, parfois dans des ruines antiques ou dans des grottes creusées dans le sol, parfois groupés à raison de 150 personnes sous le même toit ; l'été, on dort en plein champ, sous une couverture tendue par des piquets.

La malaria fait dans cette population des ravages considérables, heureusement atténués depuis quelques années, grâce aux efforts de la Croix Rouge italienne, et aux résultats obtenus par les lois imposant des distributions quotidiennes de quinine aux travailleurs. C'est l'insalubrité de la région, qui a empêché jusqu'ici de réussir, tous les essais de culture intensive tentés aux environs de Rome. On peut espérer qu'une fois la malaria disparue, les conditions de vie des travailleurs deviendront meilleures.

Dans le midi de l'Italie, la situation des ouvriers agricoles est plus triste encore que dans les autres

régions. Cette infériorité du paysan du midi est un produit historique. Là où la vie locale, et c'est le cas pour tout le nord (Toscane, Marches et Ombrie comprises), a pu se développer plus librement au moyen-âge et à l'époque de la Renaissance, l'importance du colon a été nécessairement reconnue par les classes supérieures. La salubrité des terres permettaient aux riches d'y résider une partie de l'année, et le contact avec la population rurale dont ils tiraient richesse et puissance, même pour les luttes citadines, les poussait à se la rendre bienveillante, ou au moins à éviter son hostilité.

Il n'en fut pas de même dans le midi, où la malaria, les incursions des pirates barbaresques et le brigandage n'ont jamais permis de vie sociale que dans les villes.

Il y avait, en 1901, dans le midi de l'Italie, 4.449 travailleurs agricoles sur 10.000 habitants âgés de plus de 9 ans ; ils constituaient la grande majorité de la classe ouvrière (1).

Beaucoup de ces travailleurs possèdent un lopin de terre et une mesure que souvent ils vendent pour émigrer. Ils habitent en général dans les villes, à une grande distance des terres qu'ils cultivent. Beaucoup partent à deux heures du matin pour se rendre à leur travail ; un grand nombre partent pour huit,

1. *Inchiesta Parlamentare*, etc., p. 26.

quinze, vingt jours, pour le temps enfin que dure leur travail. Dans ce cas, ils ont pour résidence temporaire une cabane, une remise, un chenil où ils vivent comme ils peuvent.

Les conditions du logement sont déplorables. Les paysans logent généralement dans les rez-de-chaussée ou des demi-sous-sols, pêle-mêle avec les animaux, s'ils en ont, dans une pièce unique. Les privilégiés seuls ont une cheminée. Dans la Basilicate, c'est encore pis ; à Potenza, une même pièce sert parfois à plusieurs familles (1) ; à Matera, des milliers de personnes vivent dans des cavernes (*sassi*) creusées au flanc de la montagne, grottes humides, sans air et sans lumière qui constituent une honte indigne d'un peuple civilisé (2).

Les salaires sont très bas. Le prix courant a été longtemps de 0 fr. 50 par jour, avec un supplément de quelques fèves ou d'un peu de pain. Il est aujourd'hui de 2 francs par jour, mais bien entendu, quand il y a du travail.

En Sicile et en Sardaigne, la situation des paysans n'est pas meilleure que sur le continent. Les terres sont souvent affermées à des « *gabellotti* », qui les fractionnent et les sous-louent à des malheureux, qui arrivent difficilement à vivre, ou les font cultiver par

1. *Inchiesta...*, p. 37.

2. *Inchiesta...*, p. 38.

des ouvriers salariés, *uomini ad anno* qui touchent un peu moins de 100 francs par an, non compris la nourriture, qui se compose de pain, de soupe, d'escargots, de vin aigre et de viande d'animaux morts d'accident ou de maladie (1).

Depuis une vingtaine d'années, la condition des ouvriers agricoles du Midi s'est beaucoup améliorée, à cause d'une nouvelle force sociale qui est entrée en jeu : celle des émigrants.

Les paysans du Midi qui ne voulaient pas se résigner à la misère, n'avaient que deux moyens d'y échapper : se révolter ou émigrer.

Dans les Pouilles, les masses rurales sont restées augmentant sans cesse ; elles ont eu recours à l'association et à la lutte des classes. Elles ont obtenu une amélioration des salaires, mais au prix de conflits parfois sanglants, et sans réussir à supprimer le chômage.

Dans les autres régions, les paysans ont préféré émigrer, il en est parti ainsi :

327.950 en 1907

180.274 en 1908

315.883 en 1909 (2).

Beaucoup ne reviennent plus. D'autres retournent dans leur village, après avoir amassé un petit pé-

1. Bourgin. La question agraire en Italie. *Revue d'Économie politique*, mai-juin, 1912.

2. Joly, *op. cit.*, p. 257.

cule, et achètent une maison et un lopin de terre qu'ils cultivent aux-mêmes, à moins qu'ils ne préfèrent vivre de l'usure ou du petit commerce.

Certains villages sont presque déserts à cause de l'émigration ; il n'y reste que les vieux, les femmes et les enfants qui essayent sans trop de résultats de mettre le sol en valeur. Les émigrants de retour sont une aristocratie dans le monde des travailleurs, et dans bien des centres les maisons des « americani » (1) contrastent par leur aspect propre et coquet, quoique simple, avec les masures qu'habitent encore ceux qui n'ont jamais quitté le pays.

Grâce à l'émigration, il se constitue en ce moment une classe moyenne, plus énergique, plus instruite et disposant de plus de capitaux mobiles que les anciennes catégories de petits ou moyens propriétaires — et c'est peut-être d'elle que viendra le salut pour l'Italie méridionale.

Les ouvriers ruraux sont organisés en Italie beaucoup plus sérieusement que dans les autres pays de l'Europe.

Il y avait en :

1908	1809	ligues avec	425.983	adhérents
1909	1774	—	405.749	—
1910	1524	—	378.150 (2)	—

1. C'est le nom donné aux émigrants de retour.

2. Bourgin, p. 295.

Ce sont ces ligues qui ont organisé la plupart des grèves agricoles, nombreuses surtout dans l'Italie du Nord, et qui ont souvent abouti à la conclusion de contrats collectifs de travail.

Il y a eu en 1906, 350 grèves agricoles, dont 270 dans le Nord, avec 117.595 grévistes. Leur nombre a depuis, baissé chaque année ; il n'y en a plus eu en 1910 que 87 avec 23.375 grévistes.

La plupart de ces grèves ont réussi et la condition des travailleurs s'est trouvée améliorée. Elles ont eu un autre résultat, celui d'attirer l'attention du gouvernement à cause des nombreux troubles auxquels elles ont donné lieu.

L'État a compris qu'il était de son devoir de contribuer à la solution de la question sociale des campagnes et qu'il devait enfin chercher les moyens de permettre aux travailleurs de mener une vie plus digne et moins misérable.

Des lois ont été votées, des projets sont en suspens, toute une législation protectrice des travailleurs agricoles se prépare, et on peut espérer que dans un avenir prochain la situation si lamentable des ouvriers agricoles italiens ne sera plus qu'un souvenir.

PREMIÈRE PARTIE

LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS EMPLOYÉS A LA CULTURE DU RIZ

La seule loi italienne concernant uniquement les travailleurs agricoles est celle du 16 juin 1907 sur la riziculture. Elle ne s'adresse d'ailleurs qu'à une catégorie spéciale de travailleurs répandue surtout dans les provinces du Nord : Piémont, Lombardie, Vénétie, Émilie.

Il est vrai que d'une part, le nombre des ouvriers et ouvrières employés à cette culture dépasse plusieurs centaines de mille, et que, d'autre part, ils forment dans le prolétariat agricole italien, dont le sort est en général très misérable, une des catégories les plus mal partagées.

Si la culture du riz est en général très rémunératrice, elle est malheureusement accompagnée d'inconvénients très graves, tant pour la santé publique que pour celle des travailleurs.

Ces derniers ont en outre à souffrir de certaines formes de contrat de travail habituelles dans la rizi-

culture. Enfin la culture du riz donne lieu à des migrations périodiques intérieures, ce qui constitue un fait social très important.

Avant d'étudier en détail les dispositions législatives sur la question, nous examinerons brièvement les conditions de la culture et ses inconvénients, et nous ferons l'historique des efforts tentés de tout temps par le législateur pour éviter certains abus.

CHAPITRE PREMIER

Le travail dans les rizières

§ 1.¹— LA CULTURE DU RIZ.

La culture du riz autrefois répandue un peu dans toute l'Italie n'est plus pratiquée aujourd'hui que dans les provinces du Nord.

La superficie cultivée diminue sans cesse ; cela tient tout d'abord à l'amélioration du sol qui permet des assolements et des cultures plus rémunératrices. De nombreuses grèves ont aussi contribué à ce résultat à cause de la hausse des salaires qui s'en est suivie, hausse telle que dans certaines terres particulièrement peu privilégiées, on ne produisait plus qu'à perte.

La production moyenne qui était de 9.738.000 hectolitres pour la période 1870-1878 est tombée à 5.620.000 hectolitres pour la période 1894-1898. Elle fut en 1907 de 4.753.000 quintaux et en 1910 de

4.379.000 quintaux (1). La superficie cultivée est d'environ 143.860 hectares (2).

Le riz peut être cultivé toujours dans le même terrain, et la rizière, dans ce cas, est dite stable. Parfois la culture est alternante, la périodicité varie de deux à quatre ans.

Ce dernier système est le plus avantageux tant au point de vue économique qu'au point de vue hygiénique. Une même plante cultivée plusieurs années de suite dans un terrain, finit par l'épuiser, il faut y remédier par une fumure abondante mais alors trop coûteuse. D'autre part les rizières alternantes sont beaucoup plus salubres que les rizières stables qui diffèrent souvent fort peu de vrais marécages.

§ 2. — LE TRAVAIL DANS LES RIZIÈRES.

Il faut considérer trois phases dans le travail des rizières : 1° préparation et semailles ; 2° mondature

1. Bachi. *L'Italia Economica*, p. 81. Ercolani. *La Malaria et le riz in Italia*, p. 51.

2. Voici les données du *Bulletin de statistique agricole* publié par l'Institut international d'agriculture de Rome (décembre 1912).

Superficie cultivée ; 1912 : 145.500 hectares ; 1911 : 144.500 hectares.

Production totale 1912 : 4.400.000 quintaux ; 1911 : 4.792.220 quintaux.

Production à l'hectare ; 1912 : 30 qx 2 , 1911 : 33 qx 2.

(sarclage) 3^e moisson. La mondature est la phase la plus active.

Les premiers travaux consistent dans la préparation du terrain et les semailles.

Le riz devant rester immergé pendant la plus grande partie de la durée de son développement, il importe que le terrain soit aménagé de telle sorte qu'il puisse recevoir, retenir et, quand c'est nécessaire, laisser écouler l'eau.

Celle-ci est d'autant meilleure qu'elle est moins froide : aussi les propriétaires ont-ils intérêt à la rendre stagnante.

On commence par bêcher ou labourer la terre, puis on l'égalise. On construit ensuite des digues de 30 à 40 centimètres de haut qui séparent les rizières des autres cultures ou les différents niveaux de terrains, on édifie ensuite des digues de moindre importance destinées à faciliter la répartition des eaux dans les divers bassins ainsi formés, et aussi à rendre possible l'accès des divers points de la rizière. Les digues les plus importantes sont fixes. Les autres sont détruites et refaites chaque année.

Ces travaux ont lieu au printemps. Les travailleurs locaux y suffisent. Le labourage est peu profond. Tous les six ou huit mètres on creuse des fossés plus profonds pour faciliter l'écoulement des eaux. On fait ensuite arriver l'eau dans la rizière ; quelques centimètres de profondeur suffisent. On agite l'eau et l'on

fait les semailles. Les grains de riz tombent au fond, la terre en suspension dans l'eau se déposant les recouvre, la germination se produit, mais en même temps des plantes de toutes sortes poussent et étoufferaient le riz si on ne les arrachait.

C'est à ce dernier travail, qui constitue la deuxième phase et la période la plus intense de la culture que se livrent les mondateurs et les mondatrices (1). Il commence vers le mois de juin et dure environ six semaines. On fait plusieurs fois le sarclage surtout lorsque la rizière est récente. Les ouvriers travaillent dans l'eau qui atteint une hauteur de 20 à 25 centimètres. Les herbes arrachées sont rarement déposées sur les digues ; on les laisse flotter sur l'eau où elles se putréfient infectant l'atmosphère sous une température torride.

Les ouvriers locaux ne suffisent pas pour ce travail. Chaque année il arrive des autres régions de l'Italie des milliers d'émigrants pour faire la mondatrice.

Les divers sarclages achevés, on met à sec la rizière pendant quelques jours pour augmenter la chaleur et hâter ainsi la végétation de la plante, et aussi pour tuer les animaux aquatiques qui pourraient nuire à

1. Nous nous servons de ces mots, traduction directe de l'Italien pour désigner les ouvriers occupés au travail si caractéristique du sarclage du riz.

son développement. La troisième phase de la culture est constituée par les travaux d'automne. De nouvelles migrations ouvrières, moins importantes toutefois que pour la mondature, se produisent encore dans le but de suppléer à l'insuffisance de la main-d'œuvre locale. C'est vers la fin de septembre ou le début d'octobre qu'a lieu la moisson : on fait alors écouler l'eau pour rendre le terrain accessible aux chariots. Le riz une fois fauché et battu est étendu, exposé à l'air et au soleil pour lui permettre de sécher. Des équipes de travailleurs se succèdent continuellement pour faciliter le séchage et être prêts à parer aux intempéries.

Souvent le riz est livré au commerce simplement séché. Parfois on lui fait subir d'autres opérations en particulier le décortissage qui rend le riz comestible. Les habitants du pays n'en consomment pas d'autre.

Pour l'exportation ou pour des consommateurs plus délicats le riz est blanchi et poli. Ces deux dernières opérations se font dans des établissements spéciaux et jamais dans l'exploitation agricole.

§ 3. — SORT MISÉRABLE DES TRAVAILLEURS.

La condition des ouvriers employés aux divers travaux que nous venons d'énumérer est des plus misérables.

Au point de vue de l'hygiène plusieurs dangers les menacent. La malaria, d'abord, qui peut frapper tous ceux qui habitent la rizière ou les environs et, plus particulièrement, ceux qui y travaillent. Elle est propagée par un genre spécial de moustique, appelé anophèle, qui vit aux abords des marécages et des eaux stagnantes, dont les rizières diffèrent peu.

La position anormale des ouvriers qui restent toute une journée courbés en deux, les mains et les pieds dans l'eau, tandis que le soleil ardent leur brûle le dos est évidemment très défavorable à leur santé. Qu'on songe surtout que les femmes et les enfants constituent la plus grande partie des travailleurs ! Ces derniers risquent en outre à chaque instant d'être piqués par un insecte ou de se couper à une herbe en marchant dans l'eau.

Ils sont, en général, logés dans des dortoirs mal fermés, couchant sur de la paille rarement renouvelée, souvent pêle-mêle avec des individus atteints de maladies contagieuses. Ces dortoirs servent à la fois pour les hommes et pour les femmes, ce qui est dangereux au point de vue de la morale. Les travailleurs sont loin d'avoir la nourriture forte et saine qui leur serait nécessaire. Le plus souvent, elle est fournie par les patrons ou les intermédiaires qui la donnent toujours de mauvaise qualité, trop uniforme et trop volumineuse. L'eau potable fait souvent défaut et les ouvriers se contentent de celle des fossés.

Nous examinerons en détail ces excès et d'autres encore en étudiant les moyens que la loi a employés pour y remédier.

Au point de vue économique, le travail des rizières est excessif et mal rémunéré. Un intermédiaire, le caporal, engage les ouvriers et trafique sur leurs salaires.

Le sort des émigrants est en général plus misérable que celui des travailleurs locaux, ce sont ceux qui ont le plus à souffrir de l'intermédiaire, leur nombre est pourtant très élevé : 48.000 pour la mondaturation et 25.000 pour les travaux d'automne (1). Pour la mondaturation, on emploie surtout des femmes et des enfants. Les salaires sont variés mais bas (2) de 0 fr. 75 à 1 fr. 25 pour les enfants, 1 fr. 25 à 2 fr. 60 pour les femmes en 1903. Depuis l'action des ligues les a fait monter (3).

Les contrats en usage sont extrêmement variés : individuels ou collectifs, avec paiement en espèces

1. En 1904 d'après l'enquête de l'Office du travail il y a eu 47.261 émigrants pour la mondaturation et 28.427 pour les travaux d'automne (p. 152 et 211).

2. Lorenzoni, *I lavoratori delle risaie*, p. 72 et suiv.

3. En 1912 de nombreuses grèves ont éclaté dans la province de Pavie pour l'augmentation des salaires. A Sartirana les ouvriers réclamaient 2 fr. 50 pour 8 heures de travail au lieu de 10. A Zerbolo ils demandaient 2 fr. 40 au lieu de 2 fr. 20 par journée de 8 heures. A Rosasco ils demandaient 0 fr. 50 de l'heure au lieu de 0 fr. 30. (*Bollettino dell'Ufficio del lavoro*, décembre 1912, p. 686.)

ou en nature, soit partie en espèces et partie en nature.

Nous n'avons voulu donner qu'un aperçu de la situation, pour montrer combien une loi en faveur des travailleurs des rizières s'imposait. En examinant les prescriptions de cette loi nous verrons plus en détail les causes qui les ont motivées.

De tout temps d'ailleurs le législateur s'est occupé de la question, aussi une étude au moins rapide des précédents législatifs nous paraît-elle nécessaire.

CHAPITRE II

Efforts législatifs

§ 1. — HISTORIQUE DE LA LÉGISLATION.

Les inconvénients de la culture du riz ont apparu dès les débuts de son introduction en Italie. Aussi de tout temps le législateur a dû s'en occuper et les règlements qu'il a édictés sur cette culture sont les premiers documents qui nous permettent de fixer approximativement la date de l'introduction des rizières en Italie.

Les premières mesures législatives remontent à François I^{er} Sforza (1453) et à Ludovico More (1495-1496 qui interdirent l'exportation du riz de l'État de Milan(1).

Très rapidement les effets désastreux des rizières s'affirmant de plus en plus, des règlements tendirent à en limiter l'extension, à déterminer leur distance des centres de population et à régler la distribution des eaux.

La culture s'étend cependant toujours. On trouve

1. Ercolani, *op. cit.*, p. 72.

alors des dispositions interdisant l'extension ultérieure des rizières ou même en ordonnant directement la destruction. Nous pouvons citer à ce sujet un décret du marquis d'Agamont, gouverneur espagnol de Milan, une ordonnance du marquis de Saluzzo (1523), un décret de 1595 de Mgr Bendini prolégat à Bologne (1).

Avant l'Unité de l'Italie des règlements et lois, variant avec les états, s'occupaient de la question, uniquement d'ailleurs au point de vue de l'hygiène publique.

En 1866, une loi de 12 juin unifia la législation en ce qui concerne les rizières. La protection de la santé publique était son unique objet. Elle subordonnait l'autorisation de la culture à des conditions qui devaient varier avec les localités et que des règlements provinciaux étaient chargés de fixer (2).

Des règlements de ce genre furent édictés dans toutes les provinces, même dans celles où la culture du riz est aujourd'hui abandonnée. Ils contiennent

1. Ercolani, *op. cit.*, p. 73.

2. La loi du 12 juin 1866 « sur la culture du riz » comprend sept articles dont six s'occupent uniquement de la partie bureaucratique, l'art. 1^{er} le seul qui nous intéresse dit que : « La culture du riz est autorisée aux distances des agglomérations et sous les conditions prescrites dans l'intérêt de l'hygiène publique par des règlements spéciaux qui, les conseils communaux et sanitaires des provinces entendus, seront délibérés par les conseils provinciaux et approuvés par le roi, après avis du Conseil supérieur de santé et du Conseil d'État. »

des prescriptions disparates, souvent inutiles et parfois inapplicables.

Certains d'entre eux (Abruzzes, Ancone) ordonnaient de brûler la paille une fois la moisson terminée. Or la paille n'est en rien propagatrice de maladies et personne n'a jamais songé à la brûler, on l'utilise dans les étables pour le bétail (1).

Beaucoup d'autres règlements (Pavie, Alexandrie, Crémone, Plaisance, Palerme, etc.), imposaient de transporter les herbes sarclées en terrain sec et de les étendre de manière à éviter leur putréfaction. Cette disposition était aussi coûteuse qu'inutile. Il eût fallu, pour l'appliquer, laisser à sec et incultes de vastes espaces. Or, même dans les pays où l'on se livre aux deux sortes de cultures, à sec et immergées, il n'est pas de terrain où la récolte soit faite en juin. Des études ont démontré qu'il n'y a pas, au point de vue hygiénique, de danger à jeter les herbes dans les canaux intérieurs des bassins (2).

De nombreux règlements contenaient des mesures d'hygiène générale qui auraient été plus à leur place dans les règlements sanitaires.

Ces difficultés d'application s'ajoutant à l'indifférence des pouvoirs publics et l'ignorance des ou-

1. Relations du sénateur Charles Cerruti. *Ufficio del lavoro. Atti del consiglio superiore del lavoro* mars 1904, p. 6 (2^e partie).

2. Relation Cerruti, p. 7.

vriers firent rapidement tomber en désuétude tous ces règlements à tel point qu'on finit par en oublier presque l'existence.

Ce furent les études et les campagnes organisées pour combattre la malaria qui les mirent de nouveau à l'ordre du jour. Les rizières ayant une grande influence pour la propagation du fléau les dispositions oubliées furent retablies, ce qui parut une innovation malfaisante aux propriétaires.

Poursuivis et condamnés, ces derniers réduisirent les salaires dans la mesure où la loi leur imposait de plus importants sacrifices, aux vives protestations des ouvriers. Les patrons furent acquittés, car ils démontraient que c'étaient les travailleurs qui rendaient la loi inapplicable de peur de voir la culture diminuer.

La loi du 2 novembre 1901, prescrivant la distribution gratuite de la quinine aux malades atteints par la malaria, s'appliquait uniquement aux terrains déclarés malariques. Or les terrains de rizière étaient à peu près tous compris dans cette dernière catégorie. C'est à cette occasion que l'on rappela les mesures législatives oubliées.

Le 23 avril 1903, une circulaire du ministre de l'Agriculture prescrivit aux préfets de veiller à l'observation des règlements, quitte à les faire transformer au besoin. Certaines mesures générales étaient même ordonnées. Les propriétaires protestèrent en

faisant remarquer que la culture serait impossible, si certaines prescriptions devenaient obligatoires. En fait aucun règlement ne fut révisé.

Le 14 septembre 1903, le Conseil supérieur du travail eût à s'occuper des travailleurs des rizières à propos de la loi du 19 juin 1902 sur le travail des femmes et des enfants. Certaines industries sont interdites aux enfants au-dessous de 15 ans et aux femmes mineures, certaines autres ne sont permises que sous certaines conditions. Les ouvriers des rizières furent laissés en dehors du domaine d'application de la loi. On sentit que le législateur devait s'en occuper spécialement. L'opinion publique dans les pays de rizières l'imposait. De nombreuses grèves éclatèrent. Des enquêtes furent publiées par l'*Umanitaria* de Milan (1904) (1), et le Conseil supérieur du travail (1906). Des organisations patronales même comme les associations agraires de Verceil et de Novare émirent des vœux en faveur de la réglementation.

Un projet de loi avait été discuté en 1904 au Conseil supérieur du travail, il fut modifié et étendu par le Parlement et devint la loi du 16 juin 1907 qui va faire l'objet de nos études.

1. Confiée au professeur Lorenzoni.

§ 2. — LOI DU 16 JUIN 1907.

Cette loi très complète contient une foule de prescriptions les plus diverses non seulement sur l'hygiène mais encore sur le contrat de travail. Elle comprend trois chapitres : le premier s'occupe des mesures d'hygiène (conditions à remplir pour exploiter une rizière, hygiène des habitations, eaux potables, nourriture des travailleurs) ; le deuxième contient les dispositions sur le contrat de travail (condition d'admission des femmes et des enfants, heures de travail, repos, contrats individuels et collectifs, intermédiaires, commissions de conciliation) ; le troisième renferme des dispositions transitoires et indique les sanctions.

Les dispositions de cette loi au sujet des commissions de conciliation étaient telles que ces commissions ne purent se former. Aussi une nouvelle loi du 17 juillet 1910 a-t-elle modifié les articles 27 et 28 de celle du 16 juin 1907.

La loi ne peut fixer que des règles générales, les détails d'application sont déterminés par des règlements. La loi que nous examinons comprend cependant un certain nombre de dispositions assez explicites pour ne pas nécessiter d'autres éclaircissements.

Elle prévoit deux sortes de règlements :

1° Des règlements généraux s'appliquant à toutes les provinces où se fait la culture du riz. Il en existe deux :

a) Le règlement du 29 mars 1908. Il s'occupe surtout de la partie hygiénique de la loi, et contient en outre quelques dispositions simplement explicatives de certains articles se rapportant au contrat de travail.

b) Le règlement du 5 janvier 1911 sur l'élection, la nomination et le fonctionnement des commissions de conciliation. Il a remplacé, après le vote de la loi du 17 juillet 1910, un règlement précédent qui portait la date du 29 mars 1908 et s'appliquait aux anciens articles 27 et 28 de la loi de 1907, que celle de 1910 a abrogés.

2° Des règlements provinciaux :

Leur opportunité est évidente, vu la variété des conditions de lieu et de travail dans les diverses provinces, de telle sorte qu'on ne peut imposer à chacune les mêmes mesures.

De nombreux articles de la loi s'y réfèrent, par exemple en ce qui concerne la fixation de la distance minima des habitations aux rizières, le régime des eaux, la durée et la distribution des moments de repos, etc.

L'article 3 de la loi indique la façon dont ces règlements sont promulgués. Ils sont proposés par le

conseil provincial de santé, après avis des conseils communaux des lieux où se pratique la culture et délimités par le conseil provincial. Ils sont approuvés par décret royal rendu sur la proposition des ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture, le Conseil supérieur de santé, le Conseil supérieur du travail et le Conseil d'État entendus.

Ont déjà été publiés et approuvés les règlements des provinces de Novare, de Pavie et de Vérone (tous trois du 24 avril 1910), de Bologne, de Vicence et de Venise (du 7 juillet 1910), de Brescia, de Padoue et de Mantoue (du 9 août 1910) (1).

1. *Ufficio dellavoro Atti del consiglio superiore dellavoro*, juin 1909, fév. 1910.

CHAPITRE III

Dispositions d'hygiène générale

Les rizières constituent pour l'anophèle, insecte propagateur de la malaria, un milieu de développement des plus favorables. La loi s'est tout d'abord occupée de soumettre à certaines autorisations la création de nouvelles rizières et de réglementer le droit de continuer la culture du riz dans les terrains qui y sont déjà soumis.

On a remarqué en effet que la création de nouvelles rizières est toujours accompagnée d'une recrudescence de malaria dans les localités déjà frappées et de retour de l'épidémie dans les localités d'où elle avait disparu (1).

Il serait difficile de trouver des conditions plus propres au développement de l'anophèle que celles que

1. Dans le territoire de Cossignano on avait tenté la culture du riz en utilisant pour l'irrigation l'eau d'un torrent, le Tesino. L'épidémie de malaria qui s'en suivit fut telle que sous la pression populaire, les propriétaires durent détruire la rizière à peine établie, aussitôt la maladie disparut (Ercolani, *op. cit.*, note, p. 71).

présentent les rizières qui peuvent être considérées « comme des « viviers perpétuels de moustiques malariques ».

Les eaux presque stagnantes des rizières sont les lieux préférés de ces insectes pour y déposer leurs œufs. La vie des larves se développe grâce aux plantes aquatiques qui leur fournissent la nourriture et une protection ; elles n'ont même pas à craindre les poissons ou autres animaux aquatiques qui peuvent en partie les détruire dans les canaux, rivières ou étangs.

La mise à sec des rizières, quoique relativement fréquente, n'est pas un obstacle à l'existence des anophèles, leurs larves peuvent en terrain humide résister six ou sept jours, ce qui est plus que suffisant pour leur permettre d'attendre une nouvelle immersion.

La loi et le règlement général ne fixent que les grandes lignes en ce qui concerne les conditions physiques auxquelles doivent correspondre les rizières. C'est aux règlements provinciaux qu'incombe, d'après l'article 2 de la loi, la tâche :

1° De déterminer la distance minima des rizières aux groupes d'habitations ou maisons isolées ;

2° De déterminer les prescriptions relatives au courant et à l'écoulement des eaux ;

3° D'établir des dispositions de tolérance au sujet de la distance des lieux habités en faveur des terrains

de nature marécageux où la culture du riz est seule possible ;

4° D'établir les conditions toutes spéciales auxquelles il faut soumettre l'autorisation de créer de nouvelles rizières en tenant compte cependant des articles 4 et 5 de la loi.

Ces mesures, bien que ne s'appliquant pas spécialement aux travailleurs et tendant à protéger la santé publique en général, profitent cependant surtout aux ouvriers des rizières, car ils sont le plus exposés, étant ceux qui vivent le plus près de ce foyer d'insalubrité que le législateur a essayé de rendre le moins dangereux possible, quitte à interdire la culture si le mal est trop grave.

Nous allons étudier en détail ces diverses prescriptions.

§ 1. — DISTANCE DES HABITATIONS.

Le voisinage des rizières constituant une cause d'insalubrité, il était nécessaire de n'en pas pas permettre l'établissement trop à proximité des centres de population.

La loi a sagement laissé aux conseils provinciaux le soin de fixer la distance minima des rizières aux lieux habités. En cette matière, les conditions spéciales des diverses localités doivent seules être prises en considération. Elles constituent l'élément princi-

pal du problème, car il faut non seulement tenir compte de la malaria et de sa plus ou moins grande gravité, mais aussi de l'état du sol et du sous-sol, de l'écoulement des eaux, du relief du terrain, etc.

Le règlement général (article 2) indique certains points que les règlements provinciaux ne devront pas négliger. Il leur laisse le soin de fixer la distance minima des rizières aux habitations isolées, la zone de protection autour des centres importants de population, la distance minima des cimetières.

Théoriquement, il faudrait interdire la culture du riz partout où elle peut être nuisible, dans ce cas cela reviendrait à la supprimer.

Les règlements des provinces établissent des distances qui varient avec l'importance des agglomérations. Parfois assez importantes pour les grands centres, ces distances deviennent dérisoires pour les habitations isolées ou les petits groupes de population. Ainsi à Pavie 10 mètres suffisent pour les groupes de moins de 150 habitants.

Il y a des règlements qui, comme ceux de Novare et d'Alexandrie, indiquent un certain nombre de communes dans lesquelles la culture du riz est totalement ou partiellement interdite. Le maximum des distances prescrites est de 5 kilomètres dans la province de Bologne pour les villes de plus de 50.000 habitants et de 4 kilomètres dans la province de Brescia. La distance des cimetières est aussi très di-

versement fixée. En cette matière, il semble que la législation ordinaire eût été suffisante. En vertu de celle-ci, en effet, le sol du cimetière doit toujours être élevé de 2 m. 50 au moins au-dessus du niveau maximum des eaux souterraines. Les distances imposées varient de 50 mètres (Pavie) à 500 mètres (Ferrare). M. Fabris, membre du Conseil supérieur du travail, faisait remarquer que l'on semblait avoir plus d'égard pour la santé des morts que pour celle des vivants (1), puisque souvent la distance minima des cimetières est inférieure à celle imposée pour les centres de population les moins importants.

Il est bien évident en tout cas, que la vie des habitants des hameaux, a autant de valeur que celle des habitants des villes les plus importantes. Il faut remarquer cependant, que les premiers, nés sur les lieux, déjà sélectionnés par la maladie résistent mieux que les seconds.

§ 2. — RÉGIME DES EAUX.

Le grand effort de la loi et des règlements qui s'y rapportent est d'empêcher par une réglementation précise et variant avec les conditions physiques et la nature des différentes localités, qu'en aucune façon

1. *Atti del consiglio superiore del lavoro*, juin 1909, p. 22. (Discussion du règlement de Pavie.)

les rizières puissent se transformer directement ou indirectement en marécages.

L'article 3 du règlement général fixe certaines prescriptions auxquelles devront nécessairement se conformer les règlements provinciaux, quelles que soient les conditions locales. Partout, il faudra veiller à ce que les eaux d'irrigation soient en quantité suffisante pour chaque partie du terrain. On veut de cette façon assurer l'écoulement continu des eaux et éviter la formation de mares stagnantes.

Toute forme de culture à bassins fermés ou à réservoirs d'eau non courante est interdite.

Cette nécessité d'assurer le renouvellement continu des eaux s'impose à tel point, que toutes les dispositions législatives depuis les plus anciennes jusqu'aux plus récentes l'ont toujours exigé.

Le règlement du 30 mars 1902 pour l'application de la loi du 2 novembre 1901, pour diminuer les causes de la malaria, accorde des prix et des encouragements aux propriétaires des rizières qui chercheront les méthodes les plus propres à assurer le libre écoulement des eaux.

Les eaux courantes sont, en effet, comme nous l'avons déjà dit, un obstacle au développement des anophèles. Ces insectes qui déposent de préférence leurs œufs dans les eaux stagnantes, rencontrent là un empêchement au premier acte de leur reproduction. D'autre part le courant, même faible, entraîne

les larves dans les canaux d'écoulement ou les rivières et rend ainsi impossible leur vie ultérieure. Le renouvellement de l'eau l'empêche aussi de se réchauffer au point le plus favorable pour le rapide développement des phases de la vie aquatique du moustique.

Il existe dans certains terrains des dépressions où, par infiltration des rizières avoisinantes, des marécages peuvent se former. Plusieurs règlements, entre autres ceux de Pavie, Novare, Alexandrie, Bologne, obligent les propriétaires à combler ces dépressions ou à assurer l'évacuation des eaux, sous peine de se voir supprimer l'autorisation d'exploiter la rizière.

Novare exige qu'au moment de la mise à sec les digues soient profondément entaillées pour faciliter l'accès des eaux vers les canaux colateurs.

Les règlements de Mantoue et d'Alexandrie disposent que les canaux d'écoulement devront être nettoyés et débarrassés des herbes arrachées afin de ne pas arrêter le courant.

Brescia et Venise fixent à 60 centimètres la profondeur minima des canaux colateurs pour que l'opération de la mise à sec puisse être rapidement exécutée ; à Padoue et à Vicence, il faut même transporter les herbes arrachées en lieu sec où elles seront desséchées. A part quelques différences de détails, les divers règlements se copient les uns les autres. L'exécution de ces dispositions trop minutieuses paraît

bien difficile à assurer, à moins que les ligues ouvrières ne soient assez puissantes pour l'exiger.

§ 3. — DISPOSITIONS DE TOLÉRANCE EN CE QUI
CONCERNE LES TERRAINS MARÉCAGEUX.

Pour les terrains de nature marécageuse, qui ne pourraient être utilisés à aucune autre culture que celle du riz, il était nécessaire d'exiger moins de conditions de façon à ne pas les rendre complètement inutilisables. D'ailleurs la culture du riz améliore peu à peu le sol et s'il est dangereux pour les ouvriers de travailler dans un milieu aussi peu hygiénique, du moins y trouvent-ils un remède contre le chômage.

Les règlements en général se contentent de conférer à certaines autorités ou conseils sanitaires le droit d'autoriser la culture du riz à des distances des habitations inférieures à celles prescrites.

Le règlement d'Alexandrie donne cependant une liste de terres sur lesquelles les propriétaires pourront créer des rizières à des distances réduites des centres de population.

§ 4. — CRÉATION DE NOUVELLES RIZIÈRES.

Le meilleur moyen de se rendre compte que les conditions physiques seront remplies, c'est d'exiger une autorisation pour cultiver le riz là où cette cul-

ture n'était pas encore pratiquée, et pour l'étendre au delà des limites anciennes.

Les articles 4, 5 et 6 de la loi indiquent la procédure à suivre pour obtenir cette autorisation, ils fixent un délai pour la réponse et les recours à exercer en cas de refus injustifié.

Les rizières créées ou étendues sans autorisation ou à l'encontre des distances interdites seront détruites aux frais des contrevenants.

Le préfet peut, après avoir pris l'avis des divers conseils sanitaires ou administratifs, interdire la culture s'il en résulte des inconvénients trop graves pour la santé publique. Dans ce cas, la révocation de l'autorisation ne donne lieu à aucune indemnité.

L'article 4 du règlement général charge les conseils provinciaux d'établir, dans les règlements qu'ils élaborent, des modèles de demandes d'autorisation, et d'indiquer les documents qui devront les accompagner. Tous les règlements contiennent à ce sujet plusieurs articles renfermant des détails d'importance purement bureaucratique en dehors du sujet de notre travail.

CHAPITRE IV

Prescriptions relatives à l'hygiène des travailleurs

Ce sont eux qui ont le plus à souffrir des conditions sanitaires déplorables, dues autant à l'insalubrité même des rizières, qu'à la dureté du travail, dont la facilité même est un danger, puisqu'on en profite pour le faire exécuter par des femmes ou des enfants trop faibles pour le supporter (1). On en voit qui y travaillent dès l'âge de 10 ans. La misère même des travailleurs, mal logés, mal nourris, vivant côte à côte avec des individus atteints de maladies contagieuses en fait la proie facile de la maladie. Nous examinerons dans ce chapitre les dispositions de la loi en ce qui concerne :

La protection contre la malaria ;

L'assistance médicale ;

1. Avant le mouvement d'opinion qui a abouti au vote de la loi, dans les pays de rizières tous les enfants après l'âge de 6 à 7 ans allaient travailler aux rizières. Paul Ghio : *notes sur l'Italie contemporaine*, p. 122.

L'isolement des malades ;

L'hygiène des habitations ;

Les eaux potables ;

La nourriture des ouvriers.

Nous verrons, à propos du contrat de travail, des prescriptions qui concernent le travail des femmes et des enfants qu'un but d'hygiène a inspiré.

§ 1. — PROTECTION CONTRE LA MALARIA (1)

La malaria fait parmi les ouvriers de très grands ravages. La rizière n'est pourtant qu'un foyer indirect de cette épidémie qui a deux agents de transmission : l'anophèle et les hommes déjà atteints. Les lois sanitaires devraient donc empêcher que dans une région se trouvent et des anophèles et des hommes malariques. A moins de supprimer les rizières, il paraît pour le moment impossible d'appliquer le premier remède, mais il est possible de préserver et de guérir les malades à qui il faut éviter les rechutes et avant leur guérison les piqûres des moustiques.

Les distributions de quinine ont pour but d'éviter les rechutes. Ce précieux remède a de telles qualités qu'il préserve de la contagion ceux qui n'en ont ja-

1. Plusieurs lois ont été votées pour diminuer en Italie les causes de la malaria. Nous leur consacrerons plus loin une étude spéciale, dans ce paragraphe nous nous bornerons à l'examen des prescriptions concernant les rizières.

mais été atteints. Aussi les diverses lois édictées pour diminuer les causes de la malaria ordonnent-elles des distributions gratuites de quinine à tous les travailleurs des zones malariques.

La loi sur la riziculture (art. 7) étend cette mesure à toutes les terres cultivées en riz qu'elles soient ou non comprises dans les zones déclarées malariques. Les officiers de santé doivent veiller à ce que ces règles ne soient pas transgressées. La commune a droit au remboursement des dépenses effectuées en les mettant soit à la charge de tous les propriétaires, si la rizière est située en zone malarique, soit à la charge des seuls propriétaires des rizières dans le cas contraire (art. 7). Ces derniers peuvent d'ailleurs obtenir de l'État la quinine à prix de faveur pour la distribution gratuite. La détermination des dépenses à inscrire au bilan de la commune pour l'acquisition de la quinine se fera en tenant compte du mouvement annuel des travailleurs émigrant pour la récolte et la mondature du riz (art. 7 du Règlement général).

§ 2. — ASSISTANCE MÉDICALE.

La malaria n'est pas le seul fléau qui frappe les travailleurs des rizières, ils sont aussi sujets à des troubles gastriques dus à la mauvaise qualité de la nourriture et à des maladies de la peau que cause une immersion trop prolongée. La température de

l'eau varié de 18 à 35 degrés et les piqûres d'herbes ou d'insectes sont à craindre.

L'hygiène des femmes enceintes et des enfants en bas âge est déplorable (1). Les conditions du logement toujours insuffisant rendent facile la transmission des maladies contagieuses.

L'article 8 de la loi oblige les communes ou une émigration temporaire de travailleurs de passage pour la mondature ou la récolte du riz se vérifie, à leur assurer l'assistance médicale et pharmaceutique. Cette assistance devra être au moins aussi large que celle que la loi du 25 février 1904 rend obligatoire en faveur des indigents de toutes les communes (art. 8 du Règlement général) (2).

1. La mortalité des enfants en bas âge est, dans certaines localités, épouvantable. Sur 96 décès qui se sont produits à San-Giorgio en 1900, 57 étaient de petits enfants morts d'épuisement : soit 24 morts, 19 morts pendant la période de l'allaitement, les autres à des âges qui varient entre 14 mois et 5 ans.

Paul Ghio. *Notes sur l'Italie contemporaine*, p. 123.

2. L'organisation sanitaire italienne telle qu'elle résulte de la loi du 22 décembre 1880, véritable Code de l'hygiène, est peut-être la plus complète et la plus méthodiquement conçue de toutes les législations similaires. Non seulement elle étend son action à toutes les portions du territoire, grâce à ses agents hiérarchisés, du chef du bureau sanitaire au ministère de l'Intérieur, aux offices sanitaires communaux en passant par les échelons intermédiaires du médecin provincial assistant du préfet et du médecin de district assistant du sous-préfet, agents assistés par autant de conseils : Conseil supérieur de santé et conseils sanitaires provinciaux.

Pic. *Traité de législation industrielle*. Les lois ouvrières, p. 473.

Les règlements provinciaux, qui sont chargés par la loi de fixer les limites de cette assistance, se contentent d'assimiler les émigrants aux indigents de la commune où ils se trouvent, et à obliger les médecins à déclarer les maladies contagieuses.

Certaines provinces, Vérone en particulier, prévoient le cas où le service médical ordinaire serait insuffisant à cause de l'afflux des émigrants. Si leur nombre dépasse mille, un médecin spécial devra être nommé.

Bologne exige que le médecin chargé de l'assistance des émigrants, veille à ce que les mesures d'hygiène imposées par la loi soient respectées.

Mantoue fixe à 0 fr. 40 par émigrant la rémunération à accorder aux médecins chargés de l'assistance médicale.

Les dépenses nécessitées par ce service spécial sont à la charge des propriétaires des rizières. La commune fera les avances et en poursuivra le recouvrement en se prévalant au besoin des privilèges fiscaux.

Pour éviter la négligence des communes, la loi autorise le préfet à prendre d'urgence les mesures sanitaires nécessaires. Les dépenses seront alors à la charge de la commune qui les répartira entre les divers propriétaires des rizières. Ces derniers auront le droit (Règlement général, art. 8) d'attaquer le maire ou le conseil municipal négligeant et de se faire

rembourser la dépense supplémentaire que les mesures d'urgence auront occasionnées.

§ 3. — Isolement des malades.

Les travaux des rizières attirent des foules considérables et la promiscuité de tous ces ouvriers venus souvent de régions très diverses peut être une cause de propagation de certaines maladies.

La loi a pris des mesures pour éviter la diffusion des maladies contagieuses. Tous les émigrants devront être munis d'une déclaration de l'officier de santé de la commune d'où ils émigrent, constatant qu'ils ne sont atteints d'aucune maladie contagieuse (art. 11).

Le Règlement général donne une liste de ces maladies dans son article 13. On a voulu éviter ainsi que les ouvriers qui n'ont que leur travail pour vivre n'en soient pas privés arbitrairement.

La malaria se transmettant d'homme à homme par l'intermédiaire des moustiques, il est indispensable, pour que les mesures prises dans le but d'en empêcher la diffusion ne soient pas vaines, que les malades soient isolés dans des locaux salubres et protégés par des treillages contre la pénétration des anophèles.

Aussi dans son dernier alinéa l'article 9 de la loi oblige-t-il les propriétaires à aménager des locaux

de ce genre. Les fiévreux ne devront pas rester dans les dortoirs ordinaires.

L'article 11, § 2, du Règlement général laisse aux règlements provinciaux le soin de fixer les conditions auxquelles devront correspondre les locaux pour l'isolement provisoire des malades. La plupart des règlements se contentent d'indiquer la nécessité d'aménager un local de ce genre, et de le munir de toutes les ressources nécessaires pour être utilisable. Certains cependant, par exemple ceux de Pavie, Novare, Vicence, fixent des règles de cubature : 60 mètres cubes pour une superficie de rizières inférieure à 100 hectares et 90 mètres cubes pour plus de 100 hectares.

Quelques règlements rappellent la nécessité de munir les ouvertures de treillages.

Brescia interdit d'affecter à cet usage : hangars, portiques, préaux et en général tout local ouvert.

§ 4. — L'HYGIÈNE DES HABITATIONS.

Les conditions dans lesquelles sont logés les travailleurs continuellement employés ou les émigrants de passage sont des plus défectueuses.

Les fermes des propriétaires servent d'habitation. Elles sont généralement situées en plein champ et soumises à toutes les influences néfastes de la rizière : humidité, anophèles, etc.

Rarement elles sont construites d'une façon hygiénique : mal cimentées, au niveau même du sol, les puits mal défendus contre les infiltrations, les ouvertures libres à tous les vents, les latrines non couvertes, elles ne constituent pas un abri contre le danger des rizières. L'économie ou souvent l'avarice sordide ont présidé à leur construction et on n'a tenu aucun compte de l'hygiène.

Tous les habitants de la ferme vivent dans un état de malpropreté et dans un mépris de l'hygiène tout à fait alarmants.

Les émigrants y sont logés de la façon la plus déplorable dans des dortoirs de fortune constitués de granges, de cabanes ou d'abris plus primitifs encore (1). La paille sur laquelle ils couchent est rarement renouvelée.

Les hommes et les femmes n'ont presque jamais des dortoirs séparés, aussi la moralité dans les rizières est-elle déplorable.

La grande promiscuité présente un autre danger surtout dans la saison de la mondature, la plus chaude de l'année, c'est la facilité avec laquelle se transmettent les maladies contagieuses.

1. Les dortoirs sont ce qu'il y a de plus horrible, ne répondant à aucune loi d'hygiène ou de morale. La promiscuité est absolue ; quand les mondateurs sont malades on les laisse habituellement dans les dortoirs sur la paille. Enquête de l'Umanitaria. Lorenzoni, *op. cit.*, p. 119.

Les dispositions de la loi au sujet des habitations sont très nombreuses. Occupons-nous d'abord des conditions d'hygiène que doivent présenter les demeures rurales, c'est-à-dire situées en pleine campagne.

Celles-ci, qu'elles soient destinées aux travailleurs locaux ou aux ouvriers de passage, doivent avoir les conditions de cubature, d'habitabilité et d'ameublement qui seront déterminées par les règlements provinciaux (art. 9).

Les conditions minima sont celles de l'article 71 des lois sanitaires qui obligent les propriétaires à maintenir ces locaux dans un état hygiénique suffisant, mesure assez vague, les officiers de santé sont seuls juges. Tous les trois ans ils font une tournée après laquelle ils feront un rapport et des propositions. Les autorités communales pourront inviter les propriétaires à faire les réparations jugées nécessaires. En cas de refus, le Conseil provincial pourra décider qu'elles seront exécutées d'office aux frais du propriétaire. C'est d'ailleurs la législation commune en ce qui concerne les habitations rurales.

L'article 9 du Règlement général prescrit certaines règles en faveur du logement des travailleurs locaux. Leurs habitations doivent :

1° Être défendues contre les infiltrations des eaux des rizières ;

2° Avoir le rez-de-chaussée au-dessus du niveau du sol et imperméable ;

3° Avoir les parois internes peintes en blanc.

Cette mesure a été prise pour permettre aux habitants de voir les moustiques qui viendraient se poser sur les murs et de les détruire pendant le jour ;

4° Avoir la cour et les trottoirs immédiatement attenants construits de façon à permettre l'écoulement rapide des eaux de pluie.

Le texte du règlement a tenu à donner une définition du lieu destiné à la culture du riz où ces dispositions sont seules applicables : on doit entendre par là, non seulement les fonds destinés à la culture elle-même, mais aussi tous ceux où existent des bâtiments destinés par le propriétaire des terrains cultivés en riz, au logement des ouvriers employés à cette culture.

Mais les travailleurs locaux habitant en plein champ sont rares. La plupart habitent le village ou la ville voisine et ne considèrent le travail des rizières que comme un supplément à leurs travaux habituels.

Les émigrants sont certainement ceux dont le logement laisse le plus à désirer ; aussi l'article 10 du Règlement général exige-t-il que les locaux destinés à les abriter répondent à toutes les conditions que nous avons énumérées plus haut.

En outre, dans le but de remédier à l'immoralité

toujours possible, il exige qu'il y ait des salles séparées et ne communiquant pas entre elles pour le logement des hommes et des femmes.

Vu l'état arriéré de ces travailleurs ils ont été les premiers à protester contre cette mesure, les femmes elles-mêmes ont fait entendre leurs plaintes, et pourtant elles sont toujours les victimes. Jeunes, loin de la surveillance et aussi de l'affection de la famille, exténuées par un travail inhumain et le climat malsain, elles cherchent avec les jeunes gens qui, avec elles, forment l'immense majorité des travailleurs des rizières, des distractions qui parfois dépassent les limites permises.

Les ouvriers préfèrent les locaux ouverts, qui les mettent à l'abri de la chaleur et de l'odeur fétide que dégagent des quantités de gens malpropres et toujours en sueur.

Le Règlement général, toujours dans son article 9, exige cependant que tous les locaux soient préservés de l'humidité et des influences climatériques. Il interdit d'employer comme dortoirs des hangars, préaux, cabanes couvertes d'herbes ou de paille et en général tout local ouvert.

Les habitations et dortoirs dont nous venons de parler devront avoir toutes leurs ouvertures munies de grillages métalliques, pour empêcher la pénétration des moustiques. C'est l'application aux locaux situés dans les rizières de la loi du 2 novembre 1901

sur la malaria. Mais les articles de cette loi, qui se rapportent à la protection mécanique des habitations ne sont obligatoires que pour les habitations de certains fonctionnaires ou employés d'administrations ou sociétés dépendant plus ou moins directement de l'État.

L'article 9 de la loi sur la riziculture contient donc une extension des dispositions de la loi du 2 novembre 1901. Le règlement du 12 juin 1902 donne des indications sur la protection mécanique des habitations. La protection est applicable non seulement aux portes et fenêtres, mais aussi à toutes les ouvertures constituant une communication quelconque avec l'extérieur : lucarnes, cheminées, soupiraux. Les mailles des grillages ne peuvent avoir plus de 2 millimètres de côté. Les grillages mobiles ne seront tolérés qu'exceptionnellement, l'entrée devra être protégée par une double porte à fermeture automatique. La protection des cheminées fait l'objet de dispositions spéciales permettant de donner plus de largeur aux mailles et ordonnant le nettoyage fréquent.

Dans tous les cas le règlement s'occupe d'assurer la bonne conservation et la propreté des grillages. La protection n'est évidemment obligatoire que pendant la période des moustiques, de juin à décembre.

Les travailleurs peu instruits n'approuvent pas toujours ces mesures et se plaignent que les grillages

empêchent l'air de passer. Pourtant c'est là une des mesures de protection les plus efficaces.

La plupart des règlements provinciaux se bornent à rappeler les prescriptions de la loi et à indiquer les autorités qui doivent veiller à leur application. Quelques-uns ajoutent des conditions spéciales. Ainsi Novare, Pavie et Padoue exigent pour les habitations de travailleurs à demeure que les chambres à coucher aient 30 mètres cubes avec une hauteur de 2 m. 80. Pavie et Novare tolèrent 2 m. 20 de hauteur de plafond pour les habitations déjà construites au moment de l'apparition du règlement, tout en exigeant toujours 30 mètres cubes.

Ces trois règlements contiennent aussi diverses dispositions au sujet des plafonds.

Pour les dortoirs d'émigrants il faut 8 mètres cubes d'air par personne à Novare, Pavie, Padoue, Venise, etc.

Vicence, dans l'article 16 de son règlement, multiplie les prescriptions au sujet de ces dortoirs. A défaut de locaux spéciaux il faudra de préférence réserver à cet usage des magasins pavés, bien préservés des agents externes et débarrassés de tout produit. Pourront aussi servir les baraques provisoires ayant les murs et la couverture en maçonnerie de façon à défendre l'intérieur contre la pluie et les excès de température, et le parquet plus élevé que la terrain environnant et défendu des eaux avoisinantes par un fossé circulaire externe.

Quelques règlements comme ceux de Pavie et de Novare exigent un lit suspendu et une chaise pour chaque émigrant ; c'est là un minimum de confort que tous sont loin d'avoir actuellement.

§ 5. — EAUX POTABLES

L'eau est un des éléments qui ont le plus d'influence au point de vue sanitaire. Aussi la loi s'occupe-t-elle d'assurer aux ouvriers la possibilité d'user d'eaux potables.

Il arrive souvent que l'eau de puits naturellement bonne est souillée par les infiltrations à travers une maçonnerie insuffisante, les puits tubulaires à pompe étant loin d'être généralement répandus.

Les travailleurs s'approvisionnent en général dans les canaux.

L'usage de l'eau bouillie ou filtrée est inconnu.

L'article 10 de la loi oblige les propriétaires à fournir de l'eau potable de bonne qualité et en quantité suffisante aux travailleurs et aux émigrants.

Les règlements provinciaux doivent contenir des prescriptions de détail ayant trait principalement à la protection des puits existants ainsi qu'à la construction et à la protection des puits nouveaux, parmi lesquels les puits tubulaires sont spécialement recommandés.

Les fonctionnaires chargés de l'exécution de la loi

pourront toujours prendre des échantillons de l'eau distribuée aux cultivateurs pour la faire analyser.

La plupart des règlements se réfèrent aux instructions détaillées du ministère de l'Intérieur contenues dans la circulaire du 6 juin 1908 sur les distributions d'eaux potables aux ouvriers des rizières. Quelques-uns donnent cette circulaire en annexe, d'autres la font entrer dans le corps du règlement en l'abrégeant au besoin. Nous allons donner une brève analyse de cette circulaire. Elle s'occupe d'abord des puits à construire qui devront être le plus possible en amont des habitations, à une distance suffisante des écuries, latrines, abreuvoirs, égoûts, etc. et en général de toute cause d'infection. L'autorité sanitaire déterminera la distance pour chaque cas. Le nettoyage périodique est imposé.

Pour les puits existants, l'autorité sanitaire jugera si les conditions de salubrité sont suffisantes pour qu'on puisse les tolérer.

Suivent les explications techniques sur la valeur comparée des divers genres de puits.

Les citernes pourront, faute de mieux, être utilisées. Elles devront être munies d'un filtre à sable et d'un puits spécial que les eaux traverseront avant d'atteindre la chambre de la citerne. Les conduits devront être imperméables, parfaitement joints et ne pas être en plomb ou en matière contenant du plomb. L'eau sera puisée au moyen d'une pompe ou d'un seau fixe.

Le cas de capture de sources voisines est prévu et des conditions de salubrité sont imposées.

Les travailleurs ont, pendant le travail, besoin parfois de se désaltérer, la chaleur étant très grande et les périodes de repas assez espacées. L'eau qui leur est distribuée dans ce but dans la rizière devra être de provenance sûre, contenue dans des récipients propres et munis de robinets. Il faudra avoir soin de la renouveler fréquemment. Les récipients à couvercle mobile dans lesquels l'on puise avec un gobelet ou un verre sont interdits.

Toutes ces prescriptions tendent à empêcher que les travailleurs ne boivent l'eau même des fossés, pour s'éviter d'aller chercher trop loin une eau plus potable.

§ 6. — L'ALIMENTATION

Le problème de l'alimentation des travailleurs agricoles s'impose d'autant plus que la lutte pour la vie exige aujourd'hui une dépense de forces très grande, qui doit être compensée par une nourriture appropriée. Or, à ce point de vue, le paysan lombard est très arriéré et dans les rizières, c'est encore pis, surtout pour les émigrants.

La nourriture est simple et uniforme ; elle consiste en un pain moitié froment, moitié farine de maïs, que l'on mange moitié pour déjeuner à 8 heures,

moitié pour goûter à 4 heures et de deux soupes de riz, pâtes et haricots dont l'une se prend à midi et l'autre le soir vers 7 h. 1/2. On fait rarement cuire la polenta ou des pâtes. Cette nourriture a divers inconvénients : elle est trop volumineuse, trop pauvre d'éléments nutritifs et trop uniforme (1). Elle est souvent composée de produits avariés, surtout lorsqu'elle est à la charge des intermédiaires.

Ces derniers comptent souvent la nourriture dans le salaire et augmentent leurs profits en la donnant de qualité inférieure.

L'article 10 de la loi charge les autorités sanitaires de veiller à ce que la nourriture distribuée aux ouvriers quand elle fait partie du salaire, soit saine et suffisante.

Cette mesure s'imposait. Les ouvriers pourront au moins réclamer si on les nourrit d'une façon trop defectueuse, et leurs ligues agiront si l'effort individuel risque d'être inutile.

1. Un des enquêteurs de 1903 rapporte avoir vu mettre du vinaigre dans la soupe de riz pour lui donner un goût différent de l'ordinaire de façon à la rendre mangeable. Lorenzoni, *op. cit.*, p. 115.

CHAPITRE V

Conditions du travail

Les diverses enquêtes parlementaires et privées ont démontré combien étaient dures les conditions imposées aux travailleurs des rizières.

Les mesures d'hygiène proprement dites resteraient inefficaces si une législation protectrice ne venait pas empêcher l'ouvrier de fournir un travail au-dessus de ses forces.

L'organisme humain ne peut fournir plus d'un certain effort sans en ressentir des conséquences néfastes. On peut évidemment s'adapter aux conditions les plus dures, mais toujours aux dépens de sa santé. L'ouvrier exténué par un labeur trop intense s'épuise et vieillit avant l'âge. Il est donc nécessaire d'imposer certaines conditions que ni les propriétaires ni les travailleurs ne pourront transgresser.

La protection doit aller d'abord aux plus faibles : les enfants et les femmes. Il faut ensuite penser aux adultes. Nous examinerons en six paragraphes les prescriptions de la loi en faveur des diverses catégories de travailleurs.

§ 1. — TRAVAIL DES ENFANTS

Il est inutile de s'étendre beaucoup sur les dangers qu'un travail précoce présente pour des jeunes organismes encore en plein développement et ayant ainsi besoin de toutes leurs forces pour ne pas arrêter leur croissance.

Les inconvénients sont encore accrus par les conditions antihygiénique du travail. Il est évidemment honteux de forcer des pauvres petits êtres de 10 à 14 ans, à rester courbés en deux toute la journée, les pieds et les mains dans l'eau putride et tiède des rizières (1).

D'après les résultats de l'enquête Lorenzoni 6,44 % des ouvriers sont des enfants de moins de 14 ans. Ces enfants sont pour la plupart des fils d'émigrants, les travailleurs locaux hésitant, à moins d'extrême misère, à envoyer leur fils à la mondature.

La loi (art. 11) se borne à interdire le travail dans les rizières aux enfants de moins de 14 ans.

1. L'âge d'admission des enfants au travail est de 12 ans (loi 19 juin 1902). Une loi précédente du 11 février 1886 admettait, dès l'âge de 9 ans, les enfants dans les fabriques. Évidemment la loi ne s'applique pas à l'agriculture. A ce point de vue l'Italie du moyen âge était plus avancée. Il y avait à Venise au xiv^e siècle, un magistrat spécial chargé de la protection des ouvriers, et les enfants au-dessous de 13 ans ne pouvaient être employés à aucun travail.

Les employeurs pourraient prétendre avoir été trompés sur l'âge de leurs ouvriers. Aussi le même article leur impose d'exiger l'acte de naissance de tous les enfants de moins de 16 ans et des femmes de moins de 21 ans, qui veulent se livrer au travail de la mondature.

§ 2. — TRAVAIL DES FEMMES

Elles composent la grande majorité des travailleurs employés à la mondature et plus que quiconque elles doivent être protégées.

Leur constitution organique et certaines fonctions physiologiques comme la grossesse, l'accouchement, l'allaitement ne leur permettent pas de supporter, sans les plus graves conséquences, un travail excessif.

Les résultats de l'enquête Lorenzoni ont relevé que 75 % des travailleurs étaient des femmes. Une protection spéciale leur était due. C'est souvent en leur faveur que les réglementations ont été faites. Cela s'explique vu leur grand nombre. Pour empêcher des fraudes, dans bien des cas, on a étendu à tous les travailleurs des dispositions dont seuls les femmes et les enfants auraient dû bénéficier.

La loi s'occupe d'abord des femmes qui sont ou qui vont être mères. Elle leur interdit (art. 11) le tra-

vail de la mondature durant le dernier mois de leur grossesse et le premier mois qui suit leur accouchement.

Pendant cette période la position courbée que doivent prendre les mondatrices a pour les femmes les conséquences les plus graves, et leur faiblesse les rend davantage prédisposées aux maladies contagieuses.

Les femmes qui émigrent devront se faire délivrer un certificat médical attestant l'époque de leur grossesse. Ce certificat leur sera d'ailleurs remis gratuitement.

En faveur des femmes allaitant leurs enfants, des dispositions spéciales sont prises. Elles auront droit à un ou plusieurs repos supplémentaires pendant la journée et le temps ainsi passé à l'allaitement ne sera pas déduit de la journée de travail (article 13). Grâce à cette disposition très humanitaire, les femmes n'auront pas à rattraper les quelques instants pris par leurs devoirs de mères. Cette disposition ne profite pas aux femmes allaitant d'autres enfants que les leurs.

Le Règlement général, article 14, fixe à une demi-heure au moins la durée de ce repos et les règlements provinciaux augmentent encore parfois ce délai.

On espère en augmentant les difficultés empêcher les propriétaires d'employer des jeunes mères à leur service.

Les règlements de Mantoue et de Vérone exigent qu'il soit accordé aux femmes allaitant, trois périodes de repos d'une demi-heure chacune.

Brescia leur accorde deux périodes d'une demi-heure et Vicence une heure en deux fois aux moments qui leur conviendront le mieux.

Dans tous ces cas, les heures ainsi passées comptent comme heures de travail.

§ 3. — DURÉE DU TRAVAIL

C'est une question qui a beaucoup ému les employeurs, aussi ont-ils élevé contre la limite de la journée de travail les protestations les plus véhémentes. La durée du travail est, en moyenne, de neuf à dix heures pour les travailleurs locaux et de dix heures et demie à douze heures pour les émigrants. Mais, en dehors des heures exigées par les contrats, les caporaux ne se gênent guère pour imposer des suppléments, sous un prétexte quelconque ou par ruse. Les horloges des clochers de village se sont parfois rendues complices de semblables agissements.

En tenant compte de la durée du trajet pour se rendre à la rizière, durée qui varie d'une demi-heure à deux heures parfois entre l'aller et le retour, et si l'on songe que plus de 80 % des travailleurs sont des enfants ou des femmes on conviendra facilement

qu'en général la journée de travail est trop longue.

Ce n'est qu'apparemment que les ouvriers locaux travaillent moins longtemps, car leur journée à la rizière achevée, ils vont ensuite s'employer chez d'autres propriétaires où ils vont se livrer chez eux à leurs occupations habituelles.

C'est pour éviter certains excès que la loi a fixé des heures précises pour la durée du travail. D'après l'article 12, le travail de la mondature ne peut commencer qu'une heure après le lever du soleil et doit finir une heure avant son coucher.

Cette disposition, que des raisons d'hygiène suffiraient à expliquer, permet aussi de faciliter le contrôle de la loi.

Les limites extrêmes du travail étant fixées il sera difficile de tourner la loi. Il est relativement commode de se rendre compte qu'on ne travaille pas aux heures interdites, tandis qu'il ne serait pas toujours aisé de vérifier si chaque ouvrier ne dépasse pas un certain nombre d'heures ; d'autant plus que la loi édictant des repos intermédiaires fixés par les règlements provinciaux il sera assez difficile de violer ses prescriptions, même au simple point de vue de la durée du travail.

Une autre raison peut aussi expliquer cette mesure. Beaucoup de mondatrices habitent à une ou deux heures du lieu de leur travail. On se demande à quelle heure elles seraient obligées de se lever pour

s'occuper des soins domestiques indispensables si le travail pouvait commencer avec le jour.

Les dispositions à prendre contre la malaria seraient suffisantes pour nécessiter cette mesure qui se trouve d'ailleurs déjà dans les règlements qui existaient en application de la loi de 1866.

La lumière du jour aveugle l'anophèle; il faut, pour ne pas exposer les hommes à ses piqures, interdire le travail aux heures où l'insecte sort.

Le même article 12 de la loi fixe à neuf heures la durée maximum de la journée des travailleurs qui, n'ayant pas leur résidence fixe là où se fait la mondaturation, n'y passent pas la nuit, et à dix heures la journée des travailleurs passant la nuit dans les fonds où se fait la mondaturation.

Autrefois on ne tenait aucun compte du trajet à parcourir dans la fixation de la durée de la journée et il arrivait qu'aux plus grandes distances ne correspondaient pas toujours les heures les moins nombreuses.

Les conducteurs de rizières ont fait de nombreuses objections à cette fixation des heures du travail. Quelques-unes n'ont pas beaucoup de valeur, entre autres, celles tirées de l'augmentation des dépenses ou de la difficulté de recruter la main-d'œuvre.

L'augmentation du prix des produits permet aisément aux exploitants de supporter une certaine majoration des salaires et les conditions économiques

de l'Italie démontrent aisément que si quelque chose fait défaut dans le pays, ce n'est pas la main-d'œuvre, surtout celles des ouvriers sans capacité spéciale.

Une objection plus grave est la suivante : nous employons pour la mondature, disent les résiculateurs, tous les travailleurs locaux plus un certain nombre d'émigrants. Le travail doit durer de fin mai au commencement juillet, il s'étend dans une période de cinq ou six semaines. Dans ce délai le travail doit être accompli, sans cela la plante souffre et il en résulte une diminution de la récolte, ce qui cause un dommage aussi bien au propriétaire qu'au travailleur et à l'essor économique du pays en général.

Si par hasard, le travail doit être suspendu pendant quelques jours à cause du mauvais temps, il sera impossible de rattraper ce temps perdu, car on ne peut ni augmenter la main-d'œuvre, il n'y en a plus sur place, ni augmenter la durée du travail puisque la loi l'interdit.

L'objection est sérieuse. La loi l'a prévue et a autorisé à porter à un maximum de dix heures la durée de la journée de travail des ouvriers qui voudraient, avec l'agrément de leur patron, récupérer les heures perdues à cause du mauvais temps.

Un dernier alinéa de cet article 12 interdit d'employer les ouvriers ayant achevé leur journée à d'autres travaux de mondature.

Cette mesure était nécessaire pour empêcher les

intermédiaires de tourner la loi, augmentant arbitrairement la durée de la journée convenue (1).

§ 4. — REPOS PENDANT LE TRAVAIL

D'après l'article 13, la journée de travail devra toujours être interrompue par des périodes de repos dont le nombre et la durée seront déterminés par les règlements provinciaux.

Le temps de repos ainsi prescrit ne sera pas compris dans le calcul des heures de travail, il en sera de même pour la durée du trajet jusqu'à la rizière. Il n'y a d'exception que pour les repos supplémentaires accordés aux mères allaitant leurs propres enfants. Les repos ont été fixés surtout pour éviter que les ouvriers ne fassent d'un trait toutes leurs heures de travail, afin de recommencer ensuite à s'occuper dans d'autres rizières.

La loi a été à ce point du vue très combattue. Les femmes préfèrent dans certains cas travailler de quatre heures du matin à midi et rentrer ensuite chez elles s'occuper des soins du ménage ou d'autres travaux.

Avec l'obligation du repos intermédiaire cela leur

1. Il arrivait souvent que les caporaux faisaient un contrat de onze heures par jour avec les propriétaires et de douze heures avec les ouvriers, empochant la différence (Lorenzoni, *op. cit.*, p. 62).

devient impossible et alors ces femmes seront ou privées de leur gagne pain ou obligées à renoncer à s'occuper, après leur travail.

On a fait remarquer aussi, que dans les rizières les ombrages manquent, le soleil est très fort faisant monter la température de l'eau jusqu'à 45°, et qu'alors les ouvriers, pour éviter cela, essaient de terminer, le plus rapidement possible, leur journée (1).

Il a paru, malgré tout, préférable d'empêcher l'excès de fatigue qui résulterait de huit ou dix heures de travail successif dans les conditions particulièrement anormales exigées pour la mondature. Les règlements régionaux fixent d'ailleurs la durée et la distribution des repos à accorder non seulement pour la mondature, mais aussi pour les autres travaux de la culture : battage et moisson en particulier.

A Novare les heures de repos à accorder pour la mondature sont fixées à deux heures en deux fois pour une journée de neuf heures ou plus, et à une heure et demie en une ou deux fois si la journée ne doit durer que de six à neuf heures. Pour les journées de moins de six heures un repos d'une heure sera suffisant.

Ces instants de repos devront avoir lieu de préférence aux heures les plus chaudes de la journée.

Pour la moisson, les ouvriers devront prendre trois

1. *Atti del Consiglio superiore del lavoro*, mars 1904, p. 46.

repos d'une durée totale de trois heures en août et septembre. Ce sont les mois les plus chauds et ceux où les journées sont les plus longues. Deux repos de deux heures en tout suffiront en octobre. Pour le battage, il faudra accorder une heure de repos pour six heures de travail. Les ouvriers formeront deux équipes alternantes de façon à ce qu'ils aient chaque nuit un repos continu d'au moins sept heures.

Le tableau fixant les heures de repos, même celui des femmes allaitant, devra être affiché en un endroit visible à l'entrée des habitations des travailleurs, et notifié à la mairie.

Mantoue fait moins de distinctions. Son règlement fixe à une heure la durée du repos si la journée est de huit heures ; pour la mondature si le travail dure plus de huit heures, il sera accordé aux travailleurs une heure de repos supplémentaire par trois heures d'excédent ; pour la moisson et le battage, les ouvriers auront droit à un autre repos de deux heures.

Tout travail doit, à moins d'intempérie, cesser de 9 heures du soir à 5 heures du matin.

Les autres règlements diffèrent peu de ces deux types. Brescia et Venise fixent pour la mondature deux repos de trois heures en tout. Brescia limite la journée à neuf heures pour tous les travailleurs.

Padoue exige deux heures et demie en deux fois — une heure pour déjeuner et une heure et demie pour dîner, pour les journées de neuf à dix heures ; pour

les journées moins longues une heure et demie en une ou deux fois, selon les usages.

§ 5. — REPOS HEBDOMADAIRE

Le travail devra être interrompu chaque semaine pendant vingt-quatre heures consécutives (art. 14). Les travailleurs locaux bénéficiaient déjà avant la loi du repos hebdomadaire, mais les émigrants travaillaient tous les jours. Les intermédiaires profitaient seuls de ce travail, et même là où l'on chôrait le dimanche, l'intermédiaire arrivait généralement à faire récupérer au moins en partie ce jour d'arrêt, en imposant des heures supplémentaires.

Il existe bien en Italie une loi du 7 juillet 1907 sur le repos hebdomadaire, mais, comme la plupart des lois ouvrières, elle ne s'applique pas à l'agriculture.

Le repos devra être de préférence accordé le dimanche (art. 15 du Règlement général), à moins que les conditions atmosphériques n'aient obligé à l'accorder un autre jour. La pluie et le mauvais temps interrompent le travail des champs. Il serait inutile d'obliger au repos du dimanche ceux qui contraints par le mauvais temps se sont reposés pendant la semaine. Mais il était utile d'imposer un jour fixe afin d'éviter des échappatoires pour tourner la loi. Ce jour-là ne pouvait être que le dimanche.

Le règlement ajoute que le repos doit courir d'une aube à l'autre ; comme le travail de nuit est interdit cela donne aux ouvriers un repos de trente-six heures de suite, repos bien gagné si l'on songe à l'âge et au sexe de la plus grande partie des travailleurs.

§ 6. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Il fallait empêcher que le manque de culture et l'inexpérience des travailleurs ne permissent de leur imposer des conditions plus dures en les leur faisant accepter par contrat.

Dans ce but, la loi (art. 14) prononce la nullité de toute convention fixant des journées de travail dont les horaires ne respecteraient pas les conditions que nous venons d'étudier.

Les agents de la force publique et ceux de l'assistance médicale sont chargés de veiller à l'observation des dispositions de la loi concernant la durée et les conditions du travail (art. 15).

Les personnes attachées à l'assistance médicale sont, de par leur mission, bien placées pour constater les infractions, il était utile de les en charger.

CHAPITRE VI

Dispositions juridiques au sujet de contrat de travail

Le contrat de travail peut être conclu directement entre le propriétaire et le travailleur, mais il arrive en général qu'un intermédiaire vient s'interposer.

Les contrats étaient avant la loi rarement rédigés par écrit aussi leur exécution, surtout dans les cas où un intermédiaire était intervenu, donnait lieu à des abus, dont les ouvriers étaient généralement les victimes.

A mesure que nous passerons en revue les dispositions de la loi pour assurer la loyale exécution des contrats, nous rappellerons les abus qu'elle vise. Nous diviserons ce chapitre en quatre paragraphes.

- 1° Formation du contrat ;
- 2° Les intermédiaires ;
- 3° Rupture du contrat ;
- 4° Garanties d'exécution.

§ 1. — FORMATION DU CONTRAT

Le mode de preuve le plus usuel au sujet des stipulations d'un contract est certainement la production d'un écrit signé des parties.

Si cette formalité peut être parfois négligée, c'est lorsque l'intérêt engagé est minime.

La loi a fixé un certain nombre de cas, où la rédaction d'un écrit est nécessaire, et, pour que les parties n'aient pas l'excuse de frais à éviter, elle dispense dans tous les cas ces contrats de droits de timbre et d'enregistrement (art. 7). Pour juger de l'importance d'un contrat on peut s'inspirer de deux points de vue :

1° Sa durée ;

2° Le nombre d'intéressés.

C'est ce qu'a fait le législateur de 1907.

Si le nombre d'intéressés est peu important, un seul même (art. 17), mais que la durée s'étende à toute la période de la mondature ou d'une des autres opérations de la culture un écrit sera exigé sous peine de nullité du contrat.

Le patron ou le chef des travaux devra en donner un copie signée par lui au travailleur.

Les contrats qui ne sont pas conclus pour toute la durée des travaux peuvent être oraux, mais s'ils ne stipulent aucune limitation de durée, ils sont censés

faits jusqu'à la fin des travaux envisagés et doivent être écrits.

Les mineurs étant très nombreux dans les rizières, il fallait les relever de leur incapacité et leur permettre de contracter valablement en ce qui concerne leur travail et de toucher eux-mêmes leurs salaires. C'est ce que fait l'article 17 dans son dernier alinéa, mais, pour avoir ce droit, le mineur doit avoir plus de 14 ans, âge au-dessous duquel tout travail lui est interdit dans les rizières.

Beaucoup d'ouvriers ne savent pas signer, ce qui constitue un obstacle à la rédaction des contrats. Pour y remédier, l'article 18 permet aux travailleurs de remplacer leur signature par une croix ; dans ce cas le contrat doit être passé en présence de deux témoins connus de certaines notabilités qu'énumère l'article 18. Toutes ces personnes devront alors signer après lecture du contrat aux parties intéressées.

Si le contrat intéresse plus de vingt ouvriers, la signature pourra être conférée à trois d'entre eux délégués par les autres. L'identité des personnes contractantes ou chargées de la signature sera certifiée par deux témoins de la même façon que dans le cas où l'une des parties ne sait pas écrire.

Une copie de ces contrats devra être déposée au greffe de la justice de paix ou au secrétariat de la commune (art. 18).

La loi a voulu, grâce à ces mesures, permettre aux

ouvriers, qui se présentent en groupe, de déléguer sans procuration ou autres actes le droit de conclure le contrat pour leur compte à des personnes ayant leur confiance. Ce sont là des dispositions très utiles, bien que dérogeant au droit commun, elles donnent aux ouvriers le moyen de s'engager en groupe sans intermédiaires.

Cette forme directe de contrat est en général employée avec les travailleurs locaux. Ces derniers s'engagent soit à la semaine, soit pour toute la durée des travaux. Dans le premier cas les salaires sont plus variables et le respect du contrat plus incertain.

Il arrive en effet que, pour cause de mauvais temps ou de maladie, le travail est en retard. On demande alors des travailleurs supplémentaires, ce sont les gens du pays qui s'offrent dans ce cas, exigeant des salaires plus élevés et ne s'engageant qu'à la semaine. Parfois, les salaires continuant à monter les ouvriers quittent, au mépris de la parole donnée, un patron pour aller chez un autre. Si le supplément de salaire est assez important, ils désertent même au milieu de la semaine, perdant ainsi la rémunération des premiers jours de travail chez leur précédent patron. Il faut ajouter, à l'honneur des travailleurs que ce dernier cas est assez rare.

Avec les émigrants, on traite par groupes. Dans ce cas, le contrat direct est rare. Il est difficile au patron d'engager lui-même des équipes de travailleurs,

de les rassembler et de les surveiller. C'est alors que les intermédiaires entrent en jeu.

§ 2. — INTERMÉDIAIRES

Ce sont des entrepreneurs qui achètent et vendent, à leurs propres risques, le travail des ouvriers. Ils se chargent en outre du recrutement, du transport, de la surveillance et du ravitaillement des travailleurs.

Il existe plusieurs types d'intermédiaires, variant avec l'importance de leurs entreprises.

Au sommet de l'échelle, sont de véritables spéculateurs, ayant sous leurs ordres des sous-entrepreneurs, chefs d'équipe qui sont d'anciens ouvriers ; ces chefs d'équipe reçoivent un salaire fixe qu'ils augmentent en extorquant à ceux qu'ils surveillent des heures supplémentaires, ou en touchant une prime s'ils ont fait avancer rapidement le travail. Ces spéculateurs augmentent souvent leurs bénéfices en se chargeant de l'entreprise du ravitaillement des ouvriers.

Il existe pourtant des intermédiaires qui n'ont pas d'autre fonction que de recruter des équipes aux patrons, leur salaire consiste généralement dans l'obligation de prendre chez eux ou chez des commerçants désignés par eux les denrées nécessaires à la nourriture des ouvriers.

Le type le plus fréquent d'intermédiaire est celui qui rassemble et surveille les ouvriers.

Ces intermédiaires, à quelque type qu'ils appartiennent, sont le plus souvent de véritables usuriers qui font des avances aux travailleurs, paient les frais de voyage et augmentent par tous les moyens leurs bénéfices.

La loi a voulu, pour empêcher certains abus, frapper de nullité les clauses des contrats qui les permettaient.

L'article 19 considère les intermédiaires comme mandataires du conducteur des rizières, si ce dernier a accepté les contrats qu'ils ont conclus.

Le salaire dû par le patron aux travailleurs devra leur être payé en entier sans retenue d'aucune sorte de la part et au profit de l'intermédiaire (art. 20). Avant la loi, l'entrepreneur traitait d'une part avec le patron, de l'autre avec les ouvriers. Il recevait du premier un salaire déterminé, égal pour chaque travailleur, mais il faisait aux ouvriers d'autres conditions, établissant des échelles de salaires variant avec leur habileté. On a évalué à 6 francs en moyenne par ouvrier la retenue effectuée par l'intermédiaire (1).

Il fallait empêcher aussi les détournements que n'auraient pas manqué de faire les entrepreneurs, s'ils avaient été seuls chargés de payer les ouvriers. Ces derniers peuvent (art. 20, al. 3) réclamer directement au chef des travaux le paiement de leurs sa-

1. Lorenzoni, *op.cit.*, p. 48.

lares. Celui-ci doit les payer, soit directement aux travailleurs eux-mêmes, soit à leur mandataire, qui ne pourra être ni l'intermédiaire, ni une personne dépendant du chef des travaux.

Toute convention contraire est nulle (art 20 al. 4).

L'intermédiaire a droit cependant à être rétribué pour ses peines et ses risques.

Avant la loi, il touchait un salaire personnel double de celui d'un ouvrier et, de plus, il augmentait ses revenus par des journées ou heures supplémentaires à son profit, par des retenues sur les salaires, et par la spéculation sur la nourriture.

L'enquête de 1903 estime à 0 fr. 34 le coût moyen de la nourriture d'un ouvrier.

Le législateur de 1907 a reconnu la légitimité d'un salaire payé à l'intermédiaire, mais ce salaire devra être convenu par écrit et d'une façon distincte de celui des ouvriers (art. 21). L'idéal eût été de supprimer purement et simplement l'intermédiaire, mais, actuellement, aucune institution n'existe qui puisse les remplacer. Nous étudierons plus loin le projet de loi sur les offices interrégionaux de placement et nous verrons qu'il y aurait là une solution qui permettrait, non de supprimer les intermédiaires, mais de les rendre progressivement inutiles, de façon à ce qu'ils disparaissent d'eux-mêmes (1).

1. Lorenzoni, *op. cit.*, p. 167, consacre un chapitre à la question des bureaux de placement pour les riziculteurs.

Tout l'effort de la loi, qui malgré tout est encore peu appliquée, s'est borné à rendre leur action plus restreinte et plus facile à contrôler.

§ 3. — RÉSOLUTION DU CONTRAT

Le contrat se rompt d'après les conventions des parties ou les habitudes locales, sur lesquelles on se base aussi pour les délais de préavis (art. 22).

Les articles 23 et 24 donnent les règles à suivre là où les conventions et les habitudes locales manquent. Les causes de dissolution sont les causes générales de résolution des contrats : arrivée du terme fixé, fin des travaux pour lesquels le contrat a été conclu, force majeure.

Ces cas de force majeure seront appréciés par les commissions de conciliation dont l'étude fera l'objet du chapitre suivant, ou par les autorités judiciaires régulières.

La partie qui a occasionné la rupture du contrat avant le terme ou en dehors d'un des motifs admis, est tenue de payer à l'autre une somme égale à la rétribution d'un mois, si le contrat est conclu pour un an, ou d'une semaine, si la durée du contrat est moins grande.

Cette disposition s'applique aussi bien à l'ouvrier qu'au patron et dans n'importe quel cas de rupture du contrat, pourvu que cette rupture soit reconnue par le patron ou par le juge.

La mort de l'ouvrier est une des causes de rupture du contrat, mais non la mort du propriétaire ou du chef des travaux.

En cas de mort du travailleur, le chef des travaux doit payer à ses héritiers, en plus du salaire déjà gagné, une indemnité égale au salaire de quinze jours de travail, indemnité qui sera calculée et payée en espèces, même si le salaire est stipulé partie en espèces, partie en nature.

Lorsqu'il s'agit d'un travailleur obligé par contrat annuel la détermination de l'indemnité est faite d'après le total du salaire annuel divisé par le nombre de jours de travail (art. 16 du Règlement général).

C'est là une disposition en faveur de la famille du défunt, qui peut se trouver gênée par les frais funéraires. En outre, il est à présumer que si l'ouvrier meurt au cours des travaux, ceux-ci ont contribué pour une bonne part à hâter son décès

§ 4. — GARANTIE D'EXÉCUTION

La loi a adopté une importante nouveauté. Elle permet aux employeurs de retenir une partie du salaire dû aux ouvriers (20 % au maximum) en garantie de l'exécution du contrat (art. 25).

C'est en général le seul moyen d'empêcher la violation des contrats, les mesures prises par la loi ris-

quant d'être illusoires, puisque la plupart du temps l'ouvrier ne possède rien. Là où le conducteur des travaux se prévaut de cette faculté, il doit déposer dans les lieux et aux termes qui seront fixés par les règlements provinciaux, le montant des retenues, plus une somme égale ; de cette façon, les droits des ouvriers à l'égard des patrons seront également garantis.

Ces sommes restent en dépôt jusqu'à la fin des travaux. Elles sont alors retirées par les parties, sauf dans les cas de contestations, ou de décisions prises par les commissions de conciliation ou les juges ordinaires.

Le patron a le droit d'obliger l'ouvrier à cette retenue de 20 %, l'ouvrier ne peut y obliger le patron, qui peut renoncer à cette garantie uniquement créée en sa faveur (art. 25).

L'article 26 assimile à un délit le fait de ne pas payer sans raison le salaire, ou de faire obstacle au remboursement du dépôt dont on vient de parler, ou le retard dans le paiement du salaire, ou le paiement d'un salaire diminué. Ce délit est puni d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 100 francs par travailleur lésé, et cela, sans préjudice de l'action civile en réparation du dommage. Ce délit qui, dans la circonstance, vient de l'inexécution d'un contrat a été créé justement pour augmenter les garanties d'exécution.

CHAPITRE VII

Commissions de conciliation

L'observation des contrats de travail dans les rizières, entraîne de nombreux conflits non seulement individuels, mais aussi collectifs. Parmi les grèves agricoles, pourtant très nombreuses en Italie, celles des riziculteurs figurent pour près de moitié. Aussi le législateur fut-il bien inspiré en instituant par les articles 27 et suivants de la loi des commissions de conciliation pour juger les conflits de caractère individuel ou collectif pouvant naître à propos de l'exécution des contrats de travail dans les rizières.

Les prescriptions que nous allons étudier n'ont qu'un caractère transitoire. Elles constituent un premier pas vers l'institution de tribunaux d'arbitrage qui seraient créés dans le but de solutionner les conflits économiques.

Le vote d'une loi sur les prud'hommes agricoles généraliserait l'institution et les commissions spécia-

les pour la riziculture n'auraient plus de raison d'être (1).

Nous allons examiner successivement :

Les raisons qui ont fait modifier la loi de 1907 ;

Le but des commissions ; l'étendue de leur ressort, leur composition ;

La formation des listes et les conditions exigées pour être électeur ;

Les élections ;

La procédure devant les commissions et leur fonctionnement.

§ 1. — LE RÉGIME DE LA LOI DE 1907

La loi de 1907 et le règlement sur les commissions étaient rédigés de telle sorte que, le peu de popularité de l'institution aidant les commissions ne purent se former nulle part.

L'article 25 établissait que le nombre de délégués composant la Commission serait de cinq, dont deux représentant les ouvriers et deux représentant les patrons, et ces quatre en nommant un cinquième qui était leur président.

Une difficulté se présenta aussitôt :

Si les délégués sont nommés avant le début des

1. Voir le chapitre consacré aux projets de loi sur l'institution des prud'hommes pour l'agriculture.

travaux, ce qui est logique ; les émigrants ne seront pas représentés parmi les délégués ouvriers.

D'autre part si les commissions se forment après l'arrivée des émigrants, ceux d'entre eux qui seraient élus partant à la fin des travaux, il faudrait à chaque phase de la culture les renouveler, et en plus un grave inconvénient se produirait, les intérêts des travailleurs locaux n'étant pas identiques à ceux des émigrants. A ces difficultés venant de la loi s'en ajoutaient d'autres plus graves encore venant du règlement du 29 mars 1908 spécial aux commissions.

C'est surtout en ce qui concerne l'inscription des travailleurs sur les listes que les difficultés se présentaient. L'article 4 du règlement subordonnait l'inscription à l'existence de contrats écrits, antérieurs au 16 mars de l'année pour laquelle ils étaient faits, et d'une durée d'un mois au moins pour les travailleurs locaux, d'une phase entière de la culture pour les émigrants. Les contrats avec les émigrants devaient être écrits, ceux conclus avec les travailleurs locaux pouvaient ne pas l'être si leur durée n'était pas déterminée ou ne s'étendait pas sur toute la période des travaux.

Il fallait, en outre, d'après l'article 9, pour être inscrit faire une demande appuyée de pièces justificatives et déposer les contrats au secrétariat de la mairie. L'obligation de se plier à ces conditions rendait pour ainsi dire impossible la formation des listes.

Les contrats ne sont pas toujours faits avant le 16 mars, l'accord n'intervenant souvent qu'au dernier moment. Beaucoup d'ouvriers préfèrent courir le risque de n'être pas occupés et attendre qu'une hausse des salaires se produise, les ligues d'ailleurs les poussent à agir ainsi.

D'autre part, les contrats sont souvent à la semaine ou à la journée. Les contrats collectifs se contentent souvent d'indiquer le nombre de travailleurs engagés sans indiquer leurs noms. En dernier lieu les contrats écrits sont rares. Les travailleurs craignent de se compromettre en les signant, et les patrons, qui sont liés par ces contrats trouvent qu'ils ne leur donnent que fort peu de garanties. L'habitude de s'adresser à des caporaux n'est pas encore perdue.

La nécessité du dépôt et de la déclaration des contrats créait déjà par là même un obstacle. La nouvelle institution n'était pas encore entrée dans les mœurs et les ouvriers ont une certaine répugnance pour les formalités administratives et les pertes de temps, qui en résultent.

Le préfet de Novare avait essayé de former d'office des listes ; celles des patrons étaient faciles à établir et dans celles des ouvriers on n'avait compris que ceux qui sont employés à demeure dans les exploitations.

Bien que la prépondérance morale des patrons fût assurée dans tous les cas, les travailleurs à demeure

étant sous leur complète dépendance, et malgré des convocations successives après avis personnels et écrits, personne ne se présenta.

Instruit par l'expérience, le législateur a voulu faire tomber sinon les obstacles qui venaient de l'impopularité de l'institution, du moins ceux résultaient des dispositions légales ou réglementaires touchant à son fonctionnement.

§ 2. — BUT DES COMMISSIONS, L'ÉTENDUE DE LEUR RESSORT, LEUR COMPOSITION

La loi du 17 juillet 1910 a modifié les articles 27 et 28 de la loi de 1907 et le règlement du 5 janvier 1911 a remplacé celui du 29 mars 1908.

Ce sont ces nouvelles dispositions que nous allons rapidement passer en revue. Elles constituent un essai d'institution d'arbitrage des conflits agricoles susceptible de rendre d'utiles services, une fois que l'éducation des ouvriers et patrons sera faite à ce point de vue.

Les commissions sont instituées pour juger tous les conflits de caractère individuel ou collectif entre ouvriers et patrons ou ouvriers locaux et émigrants (art. 27 de la loi), à condition que ces conflits soient nés à l'occasion de l'exécution du contrat de travail ou bien de l'observation des usages courants là où il

faut en tenir compte. Il doit y avoir une Commission par commune. Dans certains cas, le ressort d'une Commission pourra comprendre tout un canton (art. 27). Il y a, en effet, des communes où la culture du riz est peu développée, et où le nombre de travailleurs n'est pas assez important pour nécessiter la création d'une Commission de conciliation.

La Commission se compose de neuf membres, dont quatre (deux titulaires et deux suppléants) sont élus par les propriétaires, quatre autres (deux titulaires et deux suppléants) sont élus par les ouvriers, et le neuvième qui est le président, est élu par les membres de la Commission.

Les émigrants élisent de leur côté au début de chacune des périodes de travaux quatre délégués, toujours deux titulaires et deux suppléants, qui feront partie de la Commission pendant toute la durée des travaux, ils éliront donc successivement des délégués pour la mondature, pour la moisson et pour le battage du riz.

§ 3. — FORMATION ET COMPOSITION DES LISTES

Figureront sur la liste des patrons :

1° Les propriétaires, usufruitiers ou possesseurs à quelque titre que ce soit des fonds, s'occupant directement de la culture ;

2° Les locataires des fonds cultivés en riz.

Le propriétaire non résidant pourra déléguer à l'exercice de son droit électoral celui qui dirige en son nom l'exploitation.

Ne sont pas inscrits les propriétaires cultivant eux-mêmes avec l'aide de leur famille ni les intermédiaires qui cherchent des travailleurs pour la culture.

Les tuteurs et curateurs figurent sur les listes à la place des mineurs ou interdits qui seraient possesseurs de fonds. Pour les sociétés on inscrit un administrateur, un gérant ou un mandataire spécial.

Sont inscrits sur la liste des ouvriers :

1° Les travailleurs qui résident dans la commune depuis au moins trois mois accomplis au 31 octobre de l'année précédente ;

2° Les travailleurs résidant dans des communes situées même dans d'autres provinces, qui par des contrats individuels ou collectifs, mais écrits, ont loué leur travail pour toute une période de travaux à accomplir dans la commune.

Pour faciliter la formation des listes d'émigrants la municipalité doit, par avis à publier du 1^{er} au 31 mai et du 1^{er} août au 15 septembre, inviter les régisseurs à déposer au secrétariat de la mairie, dans les vingt-quatre heures de l'arrivée des équipes, le nom des travailleurs qui les composent.

Les listes des émigrants sont affichées pendant vingt-quatre heures à la mairie. Passé ce délai, les réclamations ne sont plus permises, et cinq jours

après le commencement des travaux les listes définitives sont publiées.

Si la commune ne pourvoit pas elle-même à la confection des listes, le préfet en ordonne l'exécution immédiate par une Commission spéciale et aux frais de la commune.

Pour être inscrits dans l'une ou l'autre liste il faut :

1° Avoir 21 ans si on est patron, ou 14 ans si on est ouvrier ;

2° Être Italien ;

3° Ne pas être frappé de certaines incapacités électorales ordinaires.

Les femmes peuvent être inscrites, mais non les intermédiaires (art. 6 du règlement).

A partir du 1^{er} janvier de chaque année la municipalité s'occupe de la formation des listes des patrons et des travailleurs locaux. Ils sont invités à se faire inscrire avant le 15. Les listes sont définitives à la fin janvier, ceux qui, étant dans les conditions requises, n'ont fait aucune demande, sont inscrits d'office. Pendant sept jours les listes sont publiées au tableau de la mairie.

Les réclamations sont admises pendant ce délai, il sera statué avant le 15 février et les listes définitives seront publiées une deuxième fois du 17 au 22 février (art. 9, 10, 11 du règlement).

§ 4. — ÉLECTIONS

La convocation des inscrits sur les listes patronales a lieu le premier dimanche de février, celle des ouvriers locaux le premier dimanche de mars, et celle des émigrants le premier dimanche qui suit la publication de la liste (art. 13 du règlement). Dans ce dernier cas, l'élection a donc lieu après le commencement des travaux.

Les électeurs sont avisés par un manifeste de la municipalité au moins cinq jours avant la date de l'élection. Le scrutin est présidé par un bureau composé du maire ou d'un conseiller municipal et de deux électeurs. Le vote a lieu à bulletin secret dans deux urnes, l'une pour les délégués titulaires, l'autre pour les suppléants (art. 14, 15 du règlement).

Sont éligibles les électeurs qui ont plus de 25 ans et qui savent lire et écrire (art. 7 du règlement), sont élus ceux qui ont obtenu le plus de voix (art. 16 du règlement).

Si personne ne se présentait au scrutin, ou bien si tous ou quelques-uns des élus refusaient d'accepter, les électeurs seraient convoqués pour le dimanche suivant, s'il s'agit de patrons ou ouvriers locaux, pour le mardi suivant, s'il s'agit d'émigrants.

Dans le cas où au deuxième scrutin, personne ne se présenterait, ou si personne ne voulait accepter

d'être délégué, le juge de paix du canton compléterait d'office les commissions (art. 28 de la loi).

Les délégués des patrons et des ouvriers locaux doivent prêter serment le dimanche qui suit leur élection (art. 18 du règlement). Ils sont réunis pour cela dans la salle de la mairie par le maire. Cette solennité accomplie, ils sont invités à élire leur président, qui peut être choisi même en dehors des listes électorales (art. 7 du règlement).

Si les délégués ne s'accordent pas pour la nomination du président, celle-ci est faite par le juge de paix.

Les membres des commissions sont rééligibles.

§ 5. — PROCÉDURE ET FONCTIONNEMENT

La requête est faite au président, au maire ou au bureau municipal de vive voix ou par écrit.

Le président doit alors convoquer la Commission dans le plus bref délai possible (art. 29 de la loi, 23 du règlement).

La Commission, la requête entendue, invite les parties à se présenter ensemble, fixant le jour, l'heure et le lieu pour l'examen du différend. Les notifications aux parties sont faites par l'huissier de la Commission ou si les parties sont nombreuses par proclamation publique (art. 24, règlement).

La loi est très sévère pour ceux qui refuseraient sans raison valable de soumettre aux commissions les différends de leur compétence. La partie, qui ne voudrait pas passer par la Commission, ne pourrait faire valoir ses droits devant l'autorité judiciaire. De plus, l'adversaire peut, de ce fait, obtenir la condamnation de celui qu'il attaque, non seulement à la réparation des dommages et aux dépens, mais encore à la perte de tout ou partie du dépôt fait en garantie de l'exécution du contrat de travail (art. 33).

La Commission examine le différend, elle peut entendre des témoins et des experts (art. 25 règl.). La Commission formule, en termes précis, dans son procès-verbal la question en litige, indique les raisons données par les parties et prononce la sentence (art. 30).

La Commission ne peut fonctionner qu'avec la présence de cinq membres (art. 21 règlement).

Le président appelle à siéger les délégués des groupes que concerne le conflit : délégués patronaux et des travailleurs locaux si le conflit est entre patrons et travailleurs locaux, délégués patronaux et d'émigrants si le conflit est entre patrons et émigrants, délégués des travailleurs locaux et des émigrants si le conflit est entre travailleurs ; enfin délégués de toutes classes, si toutes sont parties au débat (art. 21 règlement).

Les délégués titulaires siègent seuls, en cas d'ab-

sence, les suppléants les remplacent. Le président doit assister à toutes les séances. Dans certains cas les parties peuvent récuser un ou plusieurs membres de la Commission. La sentence prononcée, les parties sont avisées (art. 27 règ. et 31 loi). Le jugement est déposé au greffe de la justice de paix, et si le conflit a un caractère de généralité le procès-verbal des débats est envoyé au Conseil supérieur du travail.

La sentence a la valeur de toute décision arbitrale. Le juge de paix la rend exécutoire, et, si elle a été prise à l'unanimité, aucun recours n'est admis, sauf pour vice de forme (art. 32).

Si la décision n'est pas prononcée à l'unanimité on peut en appeler au tribunal civil.

Les fonctions de membres de la Commission sont gratuites.

Les frais pour la formation des listes et autres dépenses sont à la charge de la commune.

Pour empêcher que la mauvaise volonté ou l'incurie des membres de la Commission n'en rende le fonctionnement impossible, l'article 34 de la loi établit que les commissaires élus qui, ayant accepté leur nomination, se refusent sans juste motif, abandonnent leurs fonctions ou ne participent pas à la sentence, seront punis d'une amende pouvant aller jusqu'à 1.000 francs.

CHAPITRE VIII

Sanctions et dispositions transitoires

§ 1. — SANCTIONS

Des amendes variant avec le nombre des personnes ayant contrevenu à la loi sont établies par les articles 36 et 37.

Les peines pécuniaires peuvent s'élever jusqu'à 5.000 francs. Elles s'appliquent parfois aux ouvriers lorsque ceux-ci ont violé la loi à l'insu de leur patron ou même contre les ordres de ce dernier. Ainsi, ne sera pas en contravention celui qui se présente pour le travail des rizières, sans être muni de l'acte de naissance ou des autres documents nécessaires, parce que c'est l'employeur qui doit veiller à l'observation de la loi.

Mais si le chef des travaux donne des ordres conformes aux prescriptions de la loi, et que ces ordres ne soient pas exécutés, les coupables, même ouvriers, sont punissables.

Le législateur a voulu que la loi ne fut pas rendue

inapplicable par négligence des patrons ou mauvaise volonté des ouvriers.

Celui qui est poursuivi pour violation de la loi peut, sauf en cas de récidive, faire cesser les poursuites à condition de verser la moitié du maximum de l'amende (art.40).

Les officiers de police judiciaire, les inspecteurs de l'agriculture et de l'industrie, et les personnes chargées de l'assistance sanitaire exercent, dans les limites de leur compétence respective, la vigilance nécessaire pour faire observer la loi. Dans ce but ils ont libre accès dans les rizières, dans les habitations, dortoirs, lieux d'isolement et de refuge des travailleurs (art. 41).

Le produit des amendes sera attribué à diverses institutions d'assistance suivant l'ordre indiqué à l'article 19 du Règlement général :

1° Institutions communales ou provinciales ayant pour but de donner abri et aide aux ouvriers agricoles incapables de travailler.

2° Institutions communales ou intercommunales de secours en faveur des ouvriers agricoles pauvres ou infirmes et de leurs familles ;

3° Institutions communales destinées à secourir les enfants des agriculteurs pauvres ;

4° Congrégations de charité.

Là où il existe des œuvres créées pour venir en aide aux ouvriers locaux ou de passage employés à

la culture du riz, elles seront les premières à profiter du produit des amendes.

Les règlements provinciaux donnent la liste des établissements qui, dans chaque commune, auront droit à percevoir le montant des amendes.

§ 2. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Des travaux importants étaient parfois nécessaires pour se conformer à la loi. Un délai de trois ans a donc été donné aux propriétaires sauf en ce qui concerne la protection des ouvertures des habitations par des grillages métalliques. Pour l'exécution de ce travail les propriétaires n'ont qu'un an (art. 43). D'ailleurs pour la distance des habitations, les conditions de fait existant au moment de la promulgation de la loi seront tolérées, pourvu qu'elles ne soient pas nuisibles à la salubrité publique, ni contraires aux règlements provinciaux alors en vigueur.

CONCLUSION

Aucun effort législatif aussi important n'avait encore été fait en faveur des travailleurs des rizières.

La loi actuelle sera-t-elle plus sérieusement appliquée que les précédentes ?

On peut l'espérer, car une force nouvelle s'est développée : celle des ligues, qui, mieux que les fonctionnaires salariés ou les propriétaires sans scrupules, veilleront à ce que la santé et la dignité des travailleurs soient plus respectées (1).

1. De nombreuses grèves ont encore éclaté en 1912 parmi les travailleurs des rizières, dans le but d'obtenir soit une diminution des heures de travail, soit une augmentation des salaires, soit la certitude d'être occupés pendant un nombre de jours fixé d'avance.

Nous citerons quelques exemples empruntés au *bolletino dell' Ufficio del lavoro* de décembre 1912.

A Veggio (province de Pavie), le salaire des mondatrices était de 2 fr. 50 par jour pour une journée de dix heures, elles se mirent en grève le 20 mai pour obtenir la journée de huit heures sans diminution de salaire, elles obtinrent la journée de huit heures, mais le salaire fut réduit à 2 fr. 30.

A Zerbolo (province de Pavie), une grève éclate le 20 mai ; les tra-

En tout cas, un pas est fait vers une législation spéciale aux diverses catégories de travailleurs dont les intérêts varient parfois, mais méritent toujours d'être soutenus.

vailleurs employés à la mondature réclament 2 fr. 40 par jour au lieu de 2 fr. 20, ils obtiennent 2 fr. 30 et la grève cesse le 24.

A Costanzana (province de Novare), les mondatrices se mettent en grève le 17 mai pour obtenir 1 fr. 75 par jour au lieu de 1 fr. 50, on leur accorde 1 fr. 60.

A Rive (province de Novare), le salaire résultant d'un contrat collectif était de 2 fr. 75 sans minimum de durée de l'engagement. Les mondateurs se mettent en grève le 27 mai pour obtenir que le travail leur soit assuré pendant trente-six jours et que l'on ait recours à la main-d'œuvre locale avant d'employer tout ouvrier étranger. Leur ligue dirigea la grève. Ils obtinrent gain de cause et le travail fut repris le 30 mai.

DEUXIÈME PARTIE

LES LOIS D'HYGIÈNE SOCIALE

CHAPITRE PREMIER

La lutte contre la malaria

La malaria a été de tout temps un véritable fléau pour l'Italie. Avant l'introduction des mesures prophylactiques, cette maladie causait annuellement plus de 15.000 décès. Le nombre des individus atteints chaque année s'élevait à 200.000. On se rend compte aisément des pertes énormes qui en résultaient, tant à cause du chômage, qu'à cause des dépenses nécessaires au soin des malades.

En outre, la malaria étant, dans bien des endroits, un obstacle aux travaux de bonification, il y a en Italie deux millions d'hectares de terrains incultes et pour ainsi dire improductifs, et de vastes régions comme l' « Agro romano » où la culture intensive est impossible.

L'exploitation de certaines industries minérales est empêchée par le fléau.

Des villages vivent en dehors de toute civilisation à cause des communications rendues difficiles par la malaria. On a calculé que, à cause des indemnités données au personnel par suite de l'épidémie, les dépenses d'exploitation des chemins de fer du réseau de l'Adriatique dépassaient de 750 francs par kilomètre les dépenses normales, ce qui fait, pour les 1.400 kilomètres du réseau une somme de 1.050.000 fr. par an (1).

Les administrations publiques sont obligées de donner des indemnités très élevées au personnel employé dans les régions malariques. Ces régions sont d'ailleurs, celles qui fournissent le plus fort contingent à l'émigration permanente.

Les personnes les plus atteintes sont celles qui habitent la campagne, les ouvriers agricoles en particulier. La dureté des travaux effectués par ces ouvriers ne leur permet pas toujours de prendre les précautions nécessaires pour éviter le fléau. Le manque d'hygiène, l'insalubrité des logements, l'ignorance aussi qui leur fait négliger les remèdes préventifs contribuent encore à en faire les victimes de la

1. Depuis l'application des lois contre la malaria le nombre des cas constatés dans le personnel de ce réseau est passé de 69 % avant 1902, à 15,79 % en 1908.

terrible maladie. L'État, longtemps impuissant, a pris des mesures pour parer aux ravages que nous venons de signaler, les progrès de la médecine ayant permis de découvrir les causes du mal.

Avant d'examiner en détail les lois promulguées à ce sujet nous allons étudier rapidement la malaria, ses causes et ses remèdes.

§ 1. — NATURE ET CAUSES DE LA MALARIA

Maladie souvent appelée paludisme, elle est due à l'action de microbes vivant dans le sang du malade et occasionnant des fièvres tous les jours, tous les deux jours ou tous les trois jours suivant les cas. Ces parasites peuvent rester dans le corps pendant des années et amener de fréquents accès de fièvre, de l'anémie et un développement exagéré de la rate qui peut occuper presque tout le ventre et atteindre le poids de deux kilogrammes, alors que son poids normal est de 200 grammes.

On a recherché de tout temps les causes de cette maladie. On a d'abord accusé l'air ; l'étymologie du mot malaria (mala aria mauvais air) l'indique suffisamment.

Cette idée a subsisté jusqu'au milieu du xix^e siècle. On a démontré le contraire. Des navires stationnant à quelques kilomètres des côtes malariques sont res-

tés indemnes. On a essayé de purifier l'air par des plantations d'arbres, d'eucalyptus en particulier, mais sans succès.

Le sol a paru être aussi le propagateur de la malaria ; les travaux de terrassement, de bonification entraînent en général une recrudescence du mal. On a dû renoncer à cette hypothèse. Certains ont attribué à l'eau l'origine du fléau, mais des expériences faites en ce sens n'ont donné aucun résultat.

Tous les éléments avaient été ainsi passés successivement en revue sans que la question fit de progrès appréciables.

L'ancien système de recherches fut abandonné. C'est dans le sang du malade que l'on alla chercher la cause de l'épidémie.

Tout le monde est d'accord aujourd'hui pour attribuer la maladie à un parasite, l'hématozoaire du paludisme, véhiculé par l'anophèle. Ce parasite étudié dès 1879 dans les marais de l'Italie par Klebs et Tommasi Crudeli a été isolé du sang des malariques par le savant français Laveran en 1880, il est transmis par un genre spécial de moustiques appelé anophèle (1).

L'anophèle a les germes de la maladie soit lorsqu'il

1. C'est le médecin major, Ronald Ross, qui après de longues recherches dans les Indes anglaises finit par découvrir que la malaria est transmise par certains moustiques.

est issu d'un insecte malarique, soit lorsqu'il a d'abord piqué un malade : dès lors il devient un agent actif de la propagation du fléau.

Cet agent n'est pas le seul. Il existe des localités renfermant des marais où abondent les anophèles sans que pour cela la malaria s'y développe, même s'il arrive du dehors des malariques ou s'il s'y manifeste quelque cas local de fièvre.

Les causes multiples qui prédisposent à cette épidémie sont encore obscures : marécages, chaleurs précoces, nomadisme des ouvriers, mauvaise alimentation, alcoolisme, travail excessif contribuent à son développement, mais on ne sait quelle est l'importance respective de chacun de ces éléments.

§ 2. — MOYENS DE DÉFENSE CONTRE LA MALARIA

L'anophèle étant l'élément propagateur de la maladie, on songea d'abord à détruire cet insecte en répandant du pétrole ou de l'huile de schiste sur les eaux stagnantes. Théoriquement le procédé est excellent, mais il n'est pas pratiquement applicable dans un pays où les marécages et les flaques d'eau sont innombrables. Les substances odorantes destinées à éloigner les moustiques n'ont elles-mêmes donné aucun résultat appréciable.

Le parasite du paludisme a besoin pour se développer de chaleur et d'humidité ; contre la chaleur, on

ne peut rien ; mais on peut agir à la fois contre l'humidité de l'air et contre celle du sol. Les travaux de drainage, qui empêchent les eaux de rester stagnantes, contribuent évidemment à rendre la vie difficile aux moustiques, le courant entraîne les larves et les insectes ne peuvent se développer. En s'inspirant de ces données, des travaux de bonification hydraulique ont été tentés, mais les résultats que l'on espérait n'ont pas été atteints. La culture intensive a besoin d'eau, et, quelle que soit la perfection des systèmes employés, toujours la faune anophélique se développe au milieu de l'inévitable flore paludéenne.

Il fallut donc essayer d'atténuer et même de supprimer la malaria sans toucher aux anophèles, tout simplement en les empêchant de piquer l'homme. On voulut imposer aux employés de chemins de fer, de se protéger les mains et le visage avec des masques et des gants. On ne put y réussir, et ce moyen est encore plus difficile à appliquer aux paysans qui ont sans cesse besoin de garder toute la liberté de leurs mouvements.

On voulut au moins empêcher les moustiques de pénétrer dans les habitations et l'on recommanda de protéger par des grillages métalliques à mailles ser-

1. Voir : A. Celli, la lutte contre la malaria, *Bulletin du bureau des institutions économiques et sociales de l'institut international d'agriculture*, juillet 1912, p. 188.

rées les ouvertures des habitations. C'est surtout la nuit que l'insecte exerce ses ravages ; en l'empêchant d'entrer dans les maisons on réduit de beaucoup les chances de diffusion de la maladie.

Ce moyen a donné des résultats importants. Mais c'est surtout en détruisant les parasites malariques dans le sang de l'homme que l'on a diminué d'une façon merveilleuse l'étendue du fléau.

On possède pour cela un remède souverain, la quinine. Mais on avait remarqué que quels que fussent les soins donnés aux malariques uniquement à l'aide de la quinine ou en y joignant certains reconstituants (arsenic, fer), les rechutes n'étaient pas évitées. D'autre part, les foyers de contagion sont ceux qui ont l'infection latente, sans fièvres, et qui, par conséquent, se dérobent facilement. Aussi, malgré les traitements employés pour les fiévreux d'un endroit durant l'hiver et le printemps, on ne réussissait pas à éviter l'épidémie pendant l'été et l'automne suivants.

Des études minutieuses permirent de constater que l'emploi de la quinine, tout en étant plus facile, devenait plus utile à la campagne *pour éviter plutôt que pour combattre les fièvres.*

L'usage quotidien de ce médicament préserve de la fièvre les personnes saines, et même, en prolongeant et en renforçant le traitement, amène la guérison des vieux malariques.

Il fallait donc imposer à tous les paysans habitant

les zones malariques l'usage quotidien de la quinine.

C'est à « la Cervelletta » ferme située dans la campagne romaine, que les premières expériences furent faites. Dès 1899, la société pour l'étude de la malaria y installa une station d'études dirigée par le professeur Celli. On eut beaucoup de peine à vaincre la répugnance des paysans pour la quinine. Jusqu'alors, la saveur amère, l'habitude de mélanger la quinine à certains acides qui irritaient l'estomac, les mauvaises préparations sous forme de poudres et de cachets d'un usage peu adapté à la campagne, le prix excessivement élevé, les falsifications fréquentes avaient rendu ce remède odieux au point qu'on l'absorbait toujours à contre-cœur, et seulement pour couper la fièvre, jamais pour la guérir et encore moins pour la prévenir.

Il fallut éliminer tous ces inconvénients et pour cela recourir à des préparations de quinine moins amères (euquinine) ou même nullement amère (tan-nate) et la présenter sous les formes plus agréables de dragées ou de chocolats.

Les essais faits à « la Cervelletta » donnèrent de tels résultats, que des sociétés privées la « Croix rouge Italienne » entre autres s'en firent les ardents propagandistes dans toute la campagne romaine.

Par diverses lois, la lutte contre la malaria a été étendue à toute l'Italie.

§ 3. — LES LOIS SUR LA MALARIA

Le prix élevé de la quinine et l'imperfection de sa préparation avaient rendu le remède peu accessible au peuple des campagnes. Il fallait que ce médicament fut à la portée de tous. Pour cela la loi du 23 décembre 1900 autorisa l'État à faire préparer et à vendre au public par l'intermédiaire des pharmaciens et des bureaux de tabac la quinine à des prix réduits. Les pharmaciens, qui réalisaient des bénéfices énormes sur la vente du produit, élevèrent de véhémentes protestations. Les promoteurs de la loi ne purent la faire passer que par surprise. Le projet fut élaboré dans le plus grand secret, de concert avec les ministres et proposé incidemment à la Chambre, qui le vota sans y attacher d'importance. Les pharmaciens ne connurent la loi qu'après son vote, ils voulurent empêcher le Sénat de la faire passer, mais ce corps n'étant pas électif en Italie, ne se laissa pas intimider. Grâce à ce moyen, l'intérêt général put primer l'intérêt égoïste de quelques-uns.

On fit plus encore. Une loi du 2 novembre 1901 établit le droit de tous les travailleurs à recevoir pour le traitement des fièvres, la quinine d'État, gratuitement, chez les médecins des communes, et aux frais de leurs patrons respectifs, entre lesquels le compte est réparti à la fin de l'année.

Une autre loi du 22 juin 1902 accorde la quinine

d'État à des prix de faveur aux communes, aux œuvres charitables, et à quiconque doit ou veut le distribuer gratuitement aux travailleurs.

Enfin, la loi du 19 mai 1904 rendit obligatoire le traitement préventif des travailleurs et acheva l'œuvre des deux précédentes. Ces trois dernières lois furent incorporées au texte unique sur les lois sanitaires du 1^{er} juillet 1907. Le règlement du 20 février 1907 compléta les dispositions législatives précédentes en reconnaissant la malaria comme une maladie professionnelle et en l'assimilant à un accident du travail.

La législation sur la malaria ne s'applique pas à toutes les parties du territoire, mais simplement aux zones reconnues comme malariques. Les articles 1^{er}, 2, 3, 5 du règlement et l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1901, indiquent la procédure à suivre soit pour faire déclarer malarique une région, soit pour faire révoquer le décret (art. 5 du règlement).

Les lois précédentes s'appliquent en outre à toutes les terres cultivées en riz, même si elles sont situées dans des régions non déclarées malariques. Et même, les dispositions de la loi sur la riziculture sont plus sévères, car elles imposent à tous les riziculteurs la protection des locaux contre les insectes aériens, alors que cette obligation n'existe pas pour les propriétaires de terrains ordinaires, qui sont simplement tenus de distribuer la quinine.

On donne comme motif de cette différence que les régions malariques comprennent de très vastes espaces et que la nécessité de la protection mécanique contre les moustiqués eut entraîné de trop grandes dépenses pour les propriétaires. La raison nous paraît peu sérieuse. Le nombre des propriétaires est tout simplement plus grand, mais la dépense qui en résulterait pour chacun d'eux ne serait pas proportionnellement plus élevée que pour les propriétaires de rizières. C'est plutôt leur nombre et leur puissance qui ont effrayé le législateur que les dépenses à leur imposer.

On s'est contenté de créer des prix d'encouragement pour ceux qui, de plein gré, muniraient de treillages les ouvertures des habitations de leurs ouvriers (art. 5 de la loi du 2 nov. 1901).

Aux termes de l'article 2 de la loi du 2 novembre 1901 ont droit à la distribution gratuite de la quinine : les colons ou ouvriers employés de façon permanente ou passagère, à quelque travail que ce soit, avec salaire fixe ou à la tâche. Les membres de la famille de l'ouvrier qui, d'une façon quelconque, directe ou indirecte, prennent part aux travaux de l'exploitation participent aussi aux distributions. Les petits propriétaires, cultivant eux-mêmes sans employer de main-d'œuvre étrangère, ne bénéficient pas de cette faveur ; cependant leur condition n'est souvent pas meilleure que celle des ouvriers, et en tout cas, au-

tant qu'eux ils manquent de culture et d'instruction, et ils ne se soumettent à des mesures prophylactiques que s'ils y sont, sinon contraints, du moins engagés par certaines facilités.

Les œuvres charitables officielles sont chargées de fournir la quinine à leurs frais. Si elles n'en ont pas la possibilité, la commune s'en charge et répartit ensuite les frais entre tous les propriétaires, proportionnellement à l'étendue de leurs domaines (art. 2 de la loi du 19 mai 1904 et 11, 12, 13 du règlement).

Il était difficile de fixer le nombre d'ouvriers employés par chaque propriétaire, le criterium adopté pour la répartition des frais est certainement le plus logique.

La distribution de la quinine est faite par les soins de l'officier sanitaire et des médecins communaux, quelle que soit l'autorité qui la fournit. Ces médecins doivent veiller à ce que tous les ouvriers ou colons reçoivent la dose nécessaire qui leur est portée à domicile ou qu'ils doivent venir chercher. Les articles 14, 15, 16 du règlement prescrivent de choisir pour les distributions des locaux à proximité des habitations des travailleurs et de fixer des heures commodes pour eux.

Quand un ouvrier ou colon quitte la commune comprise dans une zone malarique, il doit être muni de quinine soit pour toute la durée du voyage, soit pour les sept premiers jours après son arrivée dans la

seconde commune (art. 17 du règlement). Cette disposition n'est en vigueur que pendant la période des fièvres.

La législation contre la malaria n'est pas spécialement établie en faveur des travailleurs de la terre, bien que ce soient eux qui en profitent le plus. Les ouvriers de l'industrie et les fonctionnaires en bénéficient aussi. Ces derniers sont même tenus à des précautions particulières et une réglementation minutieuse établit divers moyens de défense contre la pénétration des moustiques dans leurs habitations. Ils se soumettent à contre-cœur à fermer par des grillages les ouvertures de leurs demeures, et cherchent à tromper la surveillance exercée sur eux. Beaucoup craignent que si la malaria disparaît, les indemnités spéciales qu'ils touchent ne soient supprimées (1).

Diverses peines sont établies pour violation de ces lois, le montant des amendes sera versé au fonds de secours pour la diminution des causes de la malaria.

La quinine permet de résister aux agents propagateurs du mal, mais il semble qu'en détruisant ces agents, les risques diminueront. On a accusé de tout temps les marais d'engendrer la malaria, et, pendant, des siècles, on tenta d'abolir les fièvres, grâce à des travaux de bonification hydraulique. Les peuples pré-

1. Ercolani, *op. cit.*, p. 132.

romains avaient déjà commencé, les romains continuèrent. Pendant la Renaissance et l'époque contemporaine de grandes bonifications furent entreprises, Depuis 1862 on a dépensé à ces travaux 262 millions 237 autres sont encore autorisés, et 150 viennent d'être votés de nouveau par la Chambre.

Les résultats obtenus au point de vue sanitaire n'ont pas été brillants, et comme souvent c'était le principal but poursuivi, il arrive que par exemple dans les Maremmes de Toscane de vastes espaces bonifiés hydrauliquement sont encore des latifundia déserts.

La bonification hydraulique ne doit donc plus être considérée comme le but en lui-même, mais comme un acheminement vers la bonification agricole. Cette bonification intensifiant la culture permettra d'améliorer la situation matérielle des ouvriers et de les rendre ainsi capables de mieux résister à la maladie.

Diverses lois (des 7 juillet 1902, 13 décembre 1903, 17 juillet 1910) accordent des subventions et des exemptions d'impôts pour des travaux de bonification dans la campagne romaine et rendent même ces travaux obligatoires sous peine d'expropriation.

§ 4. — RÉSULTATS DES EFFORTS DU LÉGISLATEUR

Ces résultats ont été des plus satisfaisants et on peut les attribuer uniquement aux lois sur la distribution obligatoire de la quinine. Le nombre des dé-

cès pour malaria a considérablement diminué, de 15.865 en 1900 il est tombé à 9.908 en 1902, 8.501 en 1904, 4.871 en 1906, 3.463 en 1908, 3.533 en 1909, 3.619 en 1910. Pendant la même période la vente de la quinine d'État est passée de 2.242 kilogrammes en 1902, à 7.234 en 1904, 20.723 en 1906, 23.635 en 1908 et 22.795 en 1910 (1). On voit que le débit de la quinine d'État s'accroît tandis que les ravages du paludisme diminuent. Il faut noter que l'industrie privée continue à fabriquer et à vendre de la quinine à l'usage des gens plus riches, la quinine d'État vient donc surtout aux mains des malheureux qui ne pouvaient l'acheter auparavant et mouraient en plus grand nombre.

La vente de la quinine procure à l'État des bénéfices qui, en 1910, ont atteint 843.312 francs.

D'autres faits démontrent combien l'usage de la quinine est bienfaisant. En 1902 le nombre de cas de malaria dans l'armée était de 27,44 %, en 1904, il est tombé à 19,21 ; en 1906 à 18,99 ; en 1908 à 8,04 ; en 1909 à 6,96, en 1910 à 2,10.

Dans la campagne romaine les résultats sont aussi très remarquables. En 1900, on admettait dans les hôpitaux de Rome 6.186 malariques, ce nombre en 1910 n'est plus que de 1.775. Dans la colonie pénale agricole de Cassiadas, en Sardaigne, les cas de ma-

1. Ces chiffres sont empruntés à l'article de A. Celli cité plus haut.

laria tombent de 92 % en 1904 à 13 % en 1908 (1).

Certains propriétaires se plaignent d'avoir à payer la quinine distribuée à leurs ouvriers, mais la dépense est assez faible pour qu'ils puissent la supporter sans murmurer.

La commune de Rome a distribué en 1908 pour 38.510 francs de quinine, ce qui, pour les 200.000 hectares de l'« agro romano », représente un peu plus de 19 centimes par hectare.

C'est un devoir du patron d'assurer une bonne hygiène du travail, c'est donc aux propriétaires que doit incomber la dépense de la quinine.

Les efforts du gouvernement secondé par l'initiative privée ont donc abouti à des résultats merveilleux ; de nouvelles régions vont pouvoir être soumises à la culture, et la quinine aura ainsi non seulement sauvé la vie à des milliers d'individus, mais permis à des milliers d'autres de gagner leur pain dans les travaux que la disparition du fléau rend possibles.

1. Paul Roux, *La latifondium romaine*, p. 221.

CHAPITRE II

La lutte contre la pellagre

§ 1. — LA PELLAGRE EN ITALIE

Bien que faisant moins de ravages que la malaria, la pellagre n'en est pas moins un des fléaux de l'Italie, fléau d'autant plus grave qu'il risque, lorsqu'il n'est pas combattu efficacement d'amener une dégénérescence de la race. Cette maladie frappe en effet des groupes de population tout entiers, et la disposition à en être atteint se transmet de père en fils. Le paysan qui en est atteint finit par se résigner à son état de dépérissement progressif, et il ne fait aucun effort pour se soustraire au sort fatal qui l'attend.

Il y avait en 1899, en Italie, 72.603 pellagres, le nombre des cas mortels a été de 3.688 en 1887 (1), de 4.303 en 1891, 3.271 en 1875, 3.788 en 1900, 2.376 en 1902, 2.024 en 1906, 1.635 en 1907, 1.334 en 1908, 1420 en 1909 (2).

1. *Anuario statistico italiano*, 1904, p. 134.

2. *Anuario statistico italiano*, 1911, p. 31.

On compte en 1908 pour 100.000 individus 9 cas mortels en Piémont, 15 en Vénétie, 6 en Émilie, 10 dans les Marches, 11 en Ombrie (1).

On peut constater qu'il y a eu dans ces dernières années une diminution sensible de cas ayant occasionné la mort.

Il est certain que les mesures législatives pour la prévention et la cure de la malaria sont en partie au moins la cause de ce progrès.

Avant d'étudier ces mesures, nous dirons en quelques mots ce qu'est la pellagre.

§ 2. — CE QU'EST LA PELLAGRE

La pellagre est une maladie causée par une substance toxique qui se trouve dans les moisissures du maïs. L'usage de la polenta, préparation à base de farine de maïs, qui constitue l'élément principal de la nourriture des paysans dans une bonne partie de l'Italie, le Nord en particulier, n'est aucunement dangereuse, si elle est faite avec du maïs, qui a mûri dans les pays chauds, a été conservé dans des endroits secs, tant dans les magasins de graines que chez les meuniers, ou chez les paysans, ou durant les transports.

Mais le maïs devient toxique lorsqu'il a été cultivé

1. Bourgin, *op. cit.*, p. 156.

dans des terrains où il n'a pu parvenir à un état de maturité parfaite, ou bien encore lorsqu'il subit des fermentations, soit dans les magasins, soit sur les navires, soit dans les wagons de chemin de fer. Il s'y forme alors des moisissures. Dans les filaments parfois à peine visibles de ces moisissures il y a un principe toxique.

L'infection passe par trois stades. Pendant la première période de la maladie, le diagnostic en est fort difficile, car les troubles digestifs par lesquels elle se manifeste, peuvent être confondus avec les troubles caractéristiques d'un certain nombre d'autres maladies chroniques. Pendant la deuxième période, l'individu qui est atteint a des altérations de la peau au dos de la main, au cou et au visage. Ce sont précisément ces manifestations qui ont autrefois fait penser que la pellagre était une maladie de la peau. La troisième période est caractérisée par des symptômes à manifestations cérébro-spinales. Les malades sentent comme un poids sur le crâne et à la nuque. C'est avec difficulté qu'ils peuvent se tenir debout et leur démarche devient vacillante. Ils ont l'impression qu'on les tire en avant et en arrière. Quelquefois même, c'est le tétanos qui se déclare. En même temps les facultés mentales perdent leur équilibre, le malade est pris de mélancolie et finit dans le marasme causé par la pellagre, quand la maladie ne l'amène pas à la folie et au suicide.

La pellagre est une maladie qui a le plus souvent un cours lent et des manifestations chroniques. C'est là une forme qui en rend l'effet fatal, car un grand nombre de personnes en sont atteintes sans le savoir. En effet, il y a des phénomènes extérieurs, tels que les érythèmes des mains, du cou et de la face que l'on considère comme les effets de l'insolation tandis que c'est de la pellagre qu'il s'agit.

La pellagre n'est pas une maladie contagieuse. Au strict sens du mot on ne peut même pas dire qu'elle soit héréditaire. Cependant, ce qui est héréditaire, c'est la prédisposition à en être atteint. En raison de l'affaiblissement organique produit chez les parents par la substance toxique du maïs avarié, les enfants des malades pellagres peuvent plus facilement être frappés eux-mêmes s'ils se nourrissent d'aliments faits avec de la farine de maïs qui ne soit pas bonne (1).

§ 3. — CAUSES DE LA PELLAGRE

Les causes de la pellagre ont un caractère essentiellement économique et social. En effet, s'il est vrai que cette maladie est due à l'usage habituel de maïs avarié, c'est en général parce qu'ils ne peuvent s'en procurer d'autre que les paysans consomment un

1. La lutte contre la pellagre en Autriche, *Bulletin des institutions éc. et soc. de l'inst. intern. d'agr. de Rome*, août 1912.

maïs de qualité inférieure. Et encore il est mal préparé et peu salé, à cause du prix élevé du sel en Italie, où l'État en a le monopole.

D'autre part, les mauvaises conditions économiques et sociales des paysans, l'insuffisance de leur nourriture, leur travail excessif, l'insalubrité de leur logement, leur misère, en un mot, les prédisposent à la maladie et l'aggravent.

Dans les localités où la maladie sévit, elle s'attaque principalement aux paysans les plus pauvres, ce qui prouve que la misère a une influence importante sur le progrès du fléau.

Le problème de la lutte contre la pellagre ne sera donc pas résolu seulement par l'interdiction de l'usage du maïs avarié. Il est lié encore à d'autres problèmes plus graves et plus complexes.

Le législateur italien s'est surtout occupé d'enrayer les causes directes de la maladie, et ces mesures, jointes à l'effet des améliorations générales tant au point de vue économique qu'au point de vue hygiénique dans les moyens d'existence des paysans, ont contribué à amener une diminution sensible de ce fléau dont les causes sont surtout sociales et dont par conséquent l'État a le devoir d'enrayer les ravages.

§ 4. — LA LOI SUR LA PRÉVENTION
ET LA CURE DE LA PELLAGRE

Elle porte la date du 21 juillet 1902, et a été complétée par le règlement du 5 novembre 1903. Elle interdit (art. 1) de vendre, de conserver pour la vente, de distribuer sous n'importe quelle forme et à qui que ce soit :

a) Du maïs insuffisamment mûr, pas assez sec, moisi, ou avarié d'une façon quelconque, soit en grains, soit en farine.

b) Tous les produits à base de farine de maïs présentant les caractères que nous venons d'indiquer, ou même moisissés ou corrompus bien que faits avec une farine normale et saine.

Le législateur en défendant de délivrer du maïs avarié à qui que ce soit et de quelque façon que ce soit, a eu en vue les paiements en nature souvent stipulés dans les contrats de travail agricole. Il a voulu que les grains ou la farine donnés comme salaire ne fussent pas avariés. Il a voulu aussi que les aliments à base de farine de maïs distribués lorsque les ouvriers sont nourris par le patron, fussent de bonne qualité et sains. C'est une mesure de même nature que celle qui est contenue dans l'article 10 de la loi du 16 juin 1907 sur les rizières (1).

1. Voir plus haut page 71.

Le règlement complète la mesure prohibitive de la loi pour permettre d'exercer une surveillance sérieuse. Par son article 1^{er}, il oblige ceux qui détiennent du maïs à en aviser immédiatement le préfet ou le maire, même par déclaration verbale en indiquant : la quantité de maïs possédée, les noms de celui qui le possède et de celui de qui il l'a acquis, le lieu où il est conservé, l'usage qu'on entend en faire.

Afin que ceux qui détiennent du maïs de qualité inférieure ne puissent pas prétendre qu'ils ignoraient qu'il fut malsain, une circulaire ministérielle du 6 décembre 1904 donne des instructions précises permettant de reconnaître les grains avariés ou dont l'usage doit être interdit.

Celui qui vend, détient pour la vente, délivre du maïs avarié, qui ne fait pas la déclaration de possession de ce maïs, qui l'utilise sans autorisation est puni d'une amende de 50 à 200 francs.

Ainsi est considéré comme un délit le fait de posséder du maïs avarié sans en avoir fait la déclaration, et le fait d'utiliser ce maïs sans autorisation, même la déclaration une fois faite.

Cette mesure, qui paraît naturelle à l'égard des commerçants, semble difficile à imposer à des familles de pauvres gens, qui destinent à leur consommation, le maïs qu'elles possèdent et qui n'ont pas les moyens de le remplacer s'il est de qualité inférieure.

L'article 3 du règlement dispense ces familles de faire la déclaration, mais l'usage du maïs avarié reste interdit. Les communes ou les institutions officielles de charité devront changer gratuitement le maïs malsain contre des grains de bonne qualité, en limitant l'échange à la quantité nécessaire à la nourriture de la famille.

Il existe dans beaucoup de communes des séchoirs publics de maïs, le règlement défend d'y accepter du maïs avarié.

L'Italie ne produit pas assez de maïs pour sa consommation, il fallait éviter que le grain importé fut de mauvaise qualité. C'est dans ce but que l'article 2 de la loi, défend de laisser pénétrer dans le Royaume, pour un usage alimentaire, du maïs ou de ses dérivés, qui seraient avariés, qu'il ait été gâté avant le départ ou pendant le transport ou dans les entrepôts à l'arrivée.

Les articles 4 et suivants du règlement prescrivent donc une expertise pour tous les maïs venant de l'étranger, avant qu'ils puissent circuler en Italie. Si le maïs est reconnu inutilisable pour l'alimentation, le possesseur devra déclarer au préfet ou au sous-préfet l'usage qu'il veut en faire et le lieu de destination. L'autorité pourra, après avoir pris les informations qu'elle jugera nécessaires, permettre la circulation de la marchandise dans le pays. Mais s'il s'agit de grains ils ne pourront être dirigés que vers

une distillerie ou une fabrique de fécule alimentaire. Ils voyageront en wagons plombés, qui ne pourront être ouverts qu'en présence des représentants de la force publique.

S'il s'agit de farine, elle devra être dénaturée. Une autorisation du préfet, du sous-préfet ou du maire, sera nécessaire pour conserver du maïs avarié destiné à la nourriture des animaux (art. 20 du règlement). Une autorisation semblable est nécessaire pour la circulation du maïs, pour sa mouture, pour son utilisation, même s'il n'est pas destiné à l'alimentation.

D'autres dispositions de la loi ou du règlement tendent aussi à empêcher que le maïs avarié ne soit employé à la consommation par les habitants du Royaume. Ainsi l'article 3 du règlement oblige ceux qui vendent du pain, des pâtes alimentaires ou autres produits composés d'un mélange de farine de maïs avec de la farine de froment, de l'indiquer par des étiquettes placées d'une façon très apparente sur la marchandise. Des amendes pouvant atteindre 2.000 francs frappent ceux qui contreviennent aux mesures que nous venons d'indiquer.

La loi ne s'est pas bornée à des mesures purement préventives, elle s'occupe aussi de la cure de la pellagre.

Les communes particulièrement frappées, et qui

seront désignées par un décret du préfet, seront soumises à un régime spécial.

Dans ces communes le séchage, la conservation et la consommation du maïs et de ses dérivés seront soumis à la surveillance et aux prescriptions des autorités locales et gouvernementales (art. 9 de la loi). Le préfet pourra même, après avis de diverses autorités, ordonner l'acquisition ou la construction d'un ou de plusieurs séchoirs communaux (art. 10 de la loi). Au besoin même, il pourra obliger la commune à disposer un local hygiéniquement conditionné pour le dépôt et la bonne conservation du maïs ou de la farine de maïs appartenant aux habitants n'ayant pas de locaux suffisamment sains, dans la mesure de ce qui est nécessaire à l'alimentation de la famille.

L'article 27 du règlement établit que dans les communes frappées par la pellagre, ou par suite de l'altitude ou des conditions climatériques, le maïs ne peut atteindre à une parfaite maturité, la municipalité aidée au besoin même pécuniairement par l'État, la Province ou les sociétés contre la pellagre, fasse tous ses efforts pour substituer à la culture du maïs, celle d'autres céréales, le sarrasin par exemple.

La misère et la mauvaise nourriture étant aussi des causes qui empêchent la guérison de la pellagre, les articles 11 de la loi, 32 et 33 du règlement obligent les communes à fournir deux fois par an, pour des périodes de quarante jours au moins, une nourriture

saine aux malades pauvres, et pour que ces malades ne soient pas tentés de partager avec d'autres membres de leur famille les aliments ainsi distribués, ils devront les consommer dans les locaux où se fait la distribution. Il est fait exception pour les personnes qui, à cause de leur état de santé, ne peuvent se déplacer.

Si cette alimentation curative ne suffit pas pour guérir les malades pauvres, les communes devront les recueillir dans des hôpitaux ou des locaux spéciaux pour leur donner les soins nécessaires (art. 12 de la loi).

Toutes ces mesures peuvent entraîner des frais que la commune ne pourra pas toujours supporter ; divers articles de la loi et du règlement prévoient des subventions de l'État ou de la Province. Des communes et des provinces pourront se grouper pour lutter plus efficacement contre le fléau, des commissions spéciales pourront se former et être investies de toutes les fonctions que la loi et le règlement imposent à la commune où la pellagre se manifeste.

En dernier lieu, le législateur s'est préoccupé d'une autre cause de la pellagre, celle qui est due à l'usage de polenta insuffisamment salée. L'article 18 de la loi prescrit la distribution gratuite du sel nécessaire à l'usage des familles pauvres, dans les communes frappées de la pellagre. Pour éviter les abus, l'article 47 du règlement limite à 8 kilogrammes la quantité an-

nuelle à attribuer aux personnes âgées de plus de 15 ans et à 5 kilogrammes la quantité à attribuer à celles d'un âge inférieur.

Grâce à cette législation complexe, s'attaquant à toutes les causes de la maladie et cherchant à en atténuer les effets, on peut espérer qu'un jour cette plaie de la pellagre disparaîtra complètement de l'Italie comme est en train de disparaître la malaria.

CHAPITRE III

Lois et projets sur l'hygiène des habitations rurales. Les maisons ouvrières (1).

§ 1. — LES HABITATIONS RURALES EN ITALIE

Dans la plupart des pays contemporains, c'est uniquement au sujet des ouvriers des villes qu'existe la question de l'habitation.

Il n'en est pas de même en Italie, où le problème du logement des travailleurs ruraux se pose d'une façon inquiétante. Et cela s'explique aisément. On y rencontre, en effet, deux catégories de travailleurs de la terre : les travailleurs fixes, qui habitent le pays et les travailleurs de passage, venus spécialement au moment des gros travaux agricoles pour suppléer à une insuffisance momentanée de la main d'œuvre locale.

Pour les premiers, le logement devrait normalement être convenable, puisque ceux qui l'habitent y sont toute l'année. Il n'en est pas toujours ainsi. Dans

1. Voir plus haut page 62 l'étude de la question de l'habitation à propos des ouvriers des rizières.

les villages, surtout dans le midi, lorsque le paysan possède lui-même sa maison, il est en général trop pauvre pour y faire exécuter des réparations. Il y pourvoit lui-même aux moments de chômage. Mais outre qu'il n'a ni goût, ni habileté, ni connaissance suffisante des lois de l'hygiène pour le faire d'une façon convenable, son indolence, l'habitude de vivre en plein air lui font négliger ce soin.

Dans la partie Sud-Est de la province de Bari, les paysans propriétaires de leurs maisons habitent ce qu'on appelle des « trulli », bâtisses de forme ronde, en pierres sèches simplement récrépiées à l'intérieur ; ces trulli se composent d'une seule pièce où s'abrite toute la famille, pêle-mêle avec les animaux domestiques. Les plus aisés possèdent deux trulli communiquant ; l'un est dans ce cas réservé aux animaux.

Ce type d'habitation ne serait d'ailleurs pas mauvais ; chaude en hiver, fraîche en été, à cause de la grande épaisseur des murs, cette maison serait acceptable si elle était munie d'un parquet, d'une cheminée et d'une fenêtre (1).

Lorsqu'il s'agit d'obbligati logés par le propriétaire des terres, ce dernier ne se préoccupe guère si les mesures les plus élémentaires d'hygiène sont observées dans les immeubles qu'il destine au colon, se souciant bien davantage de la façon dont le bétail est

1. *Inchiesta*... p. 33.

abrité. Ce dernier fait partie de son capital, tandis que l'ouvrier est considéré comme une partie du matériel.

Une des raisons qui expliquent aussi l'infériorité du logement des ouvriers agricoles, c'est l'habitude qu'ils ont de vivre dans les villes. Le fait se produit surtout dans le Midi. On y chercherait en vain une ferme isolée ou même un hameau. Il n'y en a pas. Les communes peu nombreuses sont de gros villages de 25.000 ou de 30.000 habitants, sans aucune subdivision (1). Ce qui frappe le plus dans ces centres, c'est le mode de logement des travailleurs agricoles. Les rez-de-chaussée leur sont réservés et ils y habitent avec leur petit âne et autres animaux domestiques. Les plus aisés habitent les étages supérieurs. C'est signe qu'on peut avoir un logement séparé pour les animaux. Rares sont ceux qui ont une cheminée ; chez les autres, la fumée sort par la porte. D'ailleurs avec leurs faibles salaires, que des chômages fréquents rendent incertains, comment les ouvriers ruraux n'habiteraient-ils pas, dans les lieux où ils résident, les logements les plus défectueux parce que les moins chers. Leurs loyers varient en effet de 60 à 120 francs par an, mais si l'on considère que leurs revenus ne dépassent pas toujours 500 francs et parfois sont inférieurs à ce chiffre, on se demande avec

1. Joly, p. 266.

ce qui leur reste comment ces pauvres familles peuvent arriver à manger et à se vêtir.

Cependant, à ce point de vue, l'émigration a permis en partie de remédier à ces inconvénients. Dans certains villages les « américains » ont construit pour leur usage des groupes d'habitation d'aspect assez confortable, mais sans trop se soucier des mesures d'hygiène. A leur égard, c'est une question d'éducation qui se pose, l'insalubrité n'étant pas chez eux un résultat de la misère.

Les travailleurs de passage sont en général logés par celui qui les engage d'une façon plus que sommaire. Nous avons vu à propos des travailleurs des rizières, dans quelles conditions d'insalubrité et d'immoralité étaient logés les émigrants (1). Dans la campagne romaine c'est encore pis. On n'y trouve que des abris grossiers construits par les paysans eux-mêmes, en paille, en roseaux et en herbes sèches, habités pourtant chacun par une famille ; chaque famille est propriétaire de sa cabane, mais elle paie souvent un loyer pour le sol occupé par elle et le jardin attenant. Parfois sous une même grange vivent plusieurs familles séparées par des cloisons, mais comme il n'y a qu'une seule entrée, il existe forcément des servitudes de passage (2). En certains

1. Voir plus haut page 62.

2. R. Roux, *op. cit.*, p. 85.

endroits les émigrants s'installent dans les ruines ou dans les grottes creusées dans le tuf pour l'extraction de la pouzzolane. Partout c'est l'entassement et la promiscuité.

Dans le Midi, les travailleurs restent souvent plusieurs semaines sous des abris provisoires en plein champ pour ne pas revenir au village à cause de la distance des terres aux habitations.

L'État n'est pas resté indifférent en face de ce triste état des choses et au sujet des habitations des lois ont été votées, d'autres sont proposées. Leur étude fera l'objet des paragraphes qui vont suivre.

§ 2. — LA LÉGISLATION SANITAIRE

DES HABITATIONS RURALES

Le texte unique des lois sanitaires contient quelques prescriptions sur l'hygiène des maisons nouvellement construites. Ces prescriptions s'appliquent à tous les édifices qu'ils soient destinés ou non aux ouvriers ruraux. Elles manquent d'ailleurs de précision et se réfèrent pour les détails aux règlements d'hygiène que les communes devront édicter en application de la loi. Ces règlements n'existent que dans les villes un peu importantes ; mais comme les travailleurs des champs habitent souvent dans les villes où ils occupent les logements les plus défec-

tueux, toute mesure fixant des conditions d'hygiène pour les habitations lui sera profitable.

L'article 69 du texte unique des lois sanitaires (39 de la loi du 22 décembre 1888) prescrit d'éviter l'humidité, de faire en sorte que l'air et la lumière puissent pénétrer librement ; de veiller à ce que les eaux sales puissent être évacuées facilement, à ce que les cabinets et les éviers ne donnent pas de mauvaises odeurs, ni ne permettent des infiltrations, à ce que les eaux potables ne soient contaminées par rien, enfin à ce qu'il n'y ait aucune cause d'insalubrité, même en dehors de celles que nous venons de citer.

Aucune maison ne pourra être construite, si le plan n'est soumis au préalable aux autorités compétentes. Pour qu'un immeuble nouvellement construit puisse être habité, il faut l'autorisation du maire, même là où il n'existe pas de règlement local d'hygiène.

Le maire pourra d'après l'article 71 des lois sanitaires déclarer inhabitable une maison ou une partie de maison reconnue insalubre.

Les propriétaires fonciers qui possèdent des maisons destinées au logement des ouvriers qui travaillent leurs terres, doivent veiller à ce que ces maisons répondent à des conditions suffisantes d'hygiène (art. 71 des lois sanitaires). La formule est vague. Ce sont les autorités sanitaires qui jugeront si les maisons dont-il s'agit sont habitables. Dans le cas où elles ne le seraient

pas, le propriétaire peut être contraint à faire exécuter les réparations indispensables. S'il ne le fait pas, le conseil provincial de santé a le droit d'ordonner que les réparations soient faites d'office, sans cependant qu'elles puissent entraîner à la charge du propriétaire une dépense supérieure à celle de deux ans d'impôt foncier.

Tous les trois ans, l'officier sanitaire doit faire une inspection pour se rendre compte de l'état des habitations rurales et rédiger un rapport contenant ses propositions (art. 105 du règlement du 19 juillet 1906).

La loi s'occupe aussi des abris provisoires servant de demeure aux travailleurs ruraux qui ne peuvent regagner tous les soirs leur domicile. Ces abris devront être eux aussi spacieux, non humides, bien aérés, et s'ils sont en terrain malarique, protégés par des toiles métalliques (art. 74 des lois sanitaires). Nous nous sommes occupés de la question à propos des rizières.

D'ailleurs ces dispositions très vagues de la loi sont fort peu respectées. Une circulaire du ministre de l'Intérieur Giolitti, en date du 27 août 1907, attirait l'attention des préfets sur ce point, et les exhortait à provoquer sans retard la confection de règlements provinciaux contenant des règles précises auxquelles devront se conformer les habitations rurales et les abris situés en plein champ. La circu-

laire précisait même, à simple titre d'indication, les conditions minima d'hygiène auxquelles devrait répondre toute habitation. Elle conseillait de construire toujours les habitations rurales dans l'endroit le plus élevé du domaine de les préserver par un parquetage convenable de l'humidité du sol, de donner aux chambres à coucher des dimensions suffisantes pour qu'elles aient une cubature de 30 mètres cubes d'air, de faire en sorte que chaque logement ait au moins une fenêtre et une cheminée, de séparer dans la mesure du possible le logement des animaux domestiques de celui des hommes, etc. Pour les abris provisoires, la circulaire conseillait d'éviter d'employer à cet usage les locaux ouverts, tels que portiques et préaux, de renouveler souvent la paille sur laquelle couchent les ouvriers, de séparer toujours les dortoirs des hommes de ceux des femmes, d'assurer la possibilité de s'approvisionner d'eau potable, etc.

Ces préoccupations montrent suffisamment que la question de la salubrité des habitations rurales est loin d'être résolue. Jusqu'à présent le progrès n'a pas été considérable. Il est dû en général à l'initiative de quelques propriétaires soucieux de remplir leur devoir social, mais à part ces exceptions, tout reste à faire. Le paysan mal payé se loge comme il peut, les habitations confortables ou au moins salubres sont inabordables pour ses faibles moyens, il se

résigne donc à choisir les plus malsaines, l'État pourrait en partie chercher à combattre la cherté des loyers en favorisant la construction d'habitations ouvrières à bon marché, c'est ce qu'il a fait par diverses lois dont l'étude fera l'objet du paragraphe suivant.

§ 3. — LOIS SUR LES HABITATIONS POPULAIRES
ET ÉCONOMIQUES (1).

Trois lois ont été promulguées à ce sujet, le 31 mai 1903, le 14 juillet 1906 et le 2 janvier 1908. Elles ont été réunies en un texte unique le 27 février 1908 (2). Le règlement correspondant porte la date du 12 avril 1908.

Ce texte unique permet aux caisses d'épargne, aux coopératives de crédit, aux monts-de-piété, etc., de consentir des prêts aux sociétés qui se constitueraient pour la construction d'habitations à bon marché. Il contient aussi des dispositions de nature purement juridiques sur le mode d'acquisition, de vente, de succession de ces habitations.

Le loyer ne devra pas dépasser :

96 francs dans les communes ayant moins de
50.000 habitants ;

1. C'est l'expression usitée en Italie pour désigner les habitations à bon marché.

2. Le texte en a été publié dans le *Bulletin de l'office international du travail*, année 1909 p. 165.

120 francs dans les communes de 50.000 à 100.000 habitants;

168 francs dans les communes d'une population supérieure à 100.000 habitants (art. 4 du règl).

Diverses dispositions tendent à empêcher que des personnes aisées, pouvant payer des loyers élevés ne profitent de ces maisons, spécialement construites pour la classe populaire.

Les communes qui auront construit des maisons populaires ne pourront louer qu'à des personnes ou à des familles ayant moins de 1.500 francs de revenu ou de 300 francs par personne (art. 15 du règlement).

Les propriétaires ruraux qui font construire des maisons hygiéniques pour les vendre ou les louer à leurs paysans, bénéficient des mêmes avantages fiscaux que les sociétés constituées pour la construction d'habitations à bon marché. Est de même considérée comme habitation populaire la maison que le propriétaire travaillant lui-même ses terres fait bâtir ou qu'il transforme pour la rendre plus hygiénique (art. 15 de la loi, 16 et 19 du règlement).

Des prêts peuvent être consentis par les sociétés qui s'occupent de maisons populaires aux propriétaires de terres qui veulent améliorer leurs bâtiments ruraux (art. 7 de la loi).

Ces maisons populaires profitent de certaines faveurs fiscales. Les droits d'enregistrement et les frais des actes concernant ces immeubles sont réduits

des trois quarts, et surtout pendant dix ans, ces habitations sont dispensées de tout impôt aussi bien envers l'État qu'envers la province et la commune (art. 7 et 8 de la loi).

Toutes les habitations devront, d'après les premiers articles du règlement, répondre aux conditions d'hygiène imposées par les règlements locaux et à leur défaut à celles qu'impose l'article 69 du texte unique des lois sanitaires.

Le 28 avril 1910, a été déposé un projet de loi modifiant la législation actuelle des maisons populaires.

Il s'inspire d'une donnée qui est exacte. Il est bien certain que le meilleur moyen de faire baisser le prix des loyers, c'est d'augmenter l'offre en favorisant les constructions d'immeubles nouveaux.

Le projet de loi facilite encore l'obtention du crédit aux sociétés d'habitations populaire. Il porte à quinze ans la durée maximum d'exemption d'impôt. Il fait profiter de cette faveur les maisons ordinaires nouvellement construites, pour une durée qui varie avec l'importance des loyers, mais ne peut être inférieure à cinq ans.

Quelques communes ont fait construire des habitations, justement dans le but d'augmenter l'offre des logements. On peut citer Albisola, Udine, Vicence, Mantoue, Vérone (1).

1. Bachi, *op cit.*, p. 180.

Dans toute l'Italie de petites coopératives se sont formées pour la construction de logements. Elles manquent de compétences et de capitaux. Le mirage seul des exemptions fiscales et des facilités de crédit les ont poussées à se constituer.

Les paysans n'entrent guère dans ces sociétés, qui souvent vendent les immeubles à leurs membres avec facilité d'amortissement. Ce sont surtout les petits employés et les ouvriers de l'industrie qui profitent de ces habitations populaires.

La condition économique des ouvriers agricoles ne leur permet pas encore de fonder d'importantes institutions coopératives ; aussi ne profitent-ils qu'indirectement de tous ces efforts ; les habitations se multipliant, les loyers baissent ou cessent de monter. D'autre part, là où les communes ou bien des sociétés philanthropiques font construire des groupes de maisons populaires les ouvriers peuvent en profiter, les prix maximum étant assez peu élevés, comme nous l'avons vu plus haut.

TROISIÈME PARTIE

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

CHAPITRE PREMIER

L'émigration

Le malaise économique, le manque d'équilibre entre le capital et le travail, la crise agraire, spécialement en ce qui concerne le vin et les agrumi(1), l'arrêt du développement de l'industrie, le chômage et l'insuffisance de la production ont donné lieu en Italie à une émigration intense.

D'innombrables travailleurs, ne pouvant vivre dans leur pays, sont partis à l'étranger chercher des conditions meilleures d'existence.

Depuis plus de vingt ans, c'est l'Italie qui, de tous les peuples européens, fournit le plus fort contingent à l'émigration.

1. Mot italien qui désigne la production des oranges et citrons.

Cette émigration constitue un phénomène riche de conséquences économiques et sociales. Son étonnant accroissement n'a point de précédent dans l'histoire. Il a été un sujet d'études et de recherches de la part du gouvernement et des publicistes de tous genres, et la cause des discussions les plus vives et les plus discordantes pour l'appréciation de son utilité.

C'est surtout à la population agricole qu'appartiennent ceux qui partent, et dans une proportion beaucoup plus forte certainement que celle qu'indiquent les statistiques : car beaucoup d'émigrants qui ne connaissent pas très bien le sens des mots, se laissent classer comme ouvriers journaliers, comme terrassiers, ou bien mettent en avant quelque pauvre petit métier annexe, et ne sont, au bout du compte, que des travailleurs de la terre enlevés au sol natal.

Les salaires de ceux qui restent ont de ce fait beaucoup augmenté, ils ont plus que doublé en dix ans. Le chômage a aussi diminué, l'offre de main-d'œuvre étant devenue moins grande alors que la demande est restée sensiblement constante.

Ceux qui reviennent ont en général réussi à amasser quelques économies, leur situation s'est améliorée et rarement ils reprennent leur ancien métier de « *bracchianti* ». Leur concurrence n'est donc pas à craindre pour les travailleurs locaux.

Ceux qui sont au loin envoient à leurs familles restées au pays des sommes dont le total est évalué à

un demi-milliard, nouvelle source d'amélioration pour la condition des travailleurs des champs qui, grâce à l'émigration, ont déjà vu s'augmenter les salaires et diminuer les chômages.

Il n'entre pas dans le cadre de notre étude d'examiner en détail ce phénomène de l'émigration qui a donné lieu, en Italie surtout, à une très abondante littérature. C'est uniquement au point de vue de la protection des travailleurs agricoles que nous nous placerons.

Mais il est parfois difficile d'isoler les diverses conséquences des faits d'ordre économique qui généralement s'enchaînent les uns les autres. Nous examinerons donc brièvement le phénomène en lui-même, nous étudierons ses causes et ses conséquences en faisant ressortir tout ce qui touche aux ouvriers des campagnes, et comme le but que nous poursuivons est l'étude des moyens que le législateur a employés pour aider les classes de travailleurs à améliorer leur condition, nous ferons une part très large aux lois sur l'Émigration.

Nous diviserons donc en deux paragraphes l'examen de cette question.

§ 1. — *L'émigration. Ses causes et ses conséquences.*

§ 2. — *Les lois sur l'émigration.*

§ 1. — L'ÉMIGRATION ITALIENNE
SES CAUSES ET SES CONSÉQUENCES

C'est surtout depuis que l'Italie a conquis son unité, que l'émigration a pris dans ce pays une importance considérable.

Jusqu'en 1869, nous n'avons d'ailleurs que des documents fragmentaires pour nous renseigner sur la question.

A Montevideo en 1842 sur 33.000 émigrants 7.894 étaient Piémontais ou Sardes ; à Buenos-Aires sur 5.790 Européens arrivés en 1850 il y avait 2.788 Italiens, en 1859 leur nombre s'élevait à 1.500 et en 1860 à 41.957 (1).

Dès 1869, les préfets furent obligés de donner des informations concernant les mouvements de la population dans leurs provinces, ce qui permit de dresser des statistiques sur l'émigration, exactes autant que des statistiques de ce genre peuvent l'être. En 1872 on comptait hors du royaume environ 455.000 Italiens ; en 1894 leur nombre s'élevait à 1.983.000 et en 1901 les calculs atteignaient 3.530.000 dont plus de 2.500.000 hors d'Europe (2). De 1901 à 1903

1. Giocondo Barone Russo. *L'émigration et ses effets dans le Midi de l'Italie*, p. 39.

2. Joly, *op. cit.*, p. 145.

cette foule augmentait d'environ 500.000 personnes par an ; il y a une légère baisse en 1904 due a une crise en Amérique, les départs furent cette année-là de 471.000 ; un bond très brusque est fait en 1905 où le chiffre atteint 726.000 et en 1906 où il arrive à 787.000. Une nouvelle crise ayant lieu en Amérique, le nombre d'émigrants tombe à 704.000 en 1907 et à 486.000 en 1908 pour s'élever à 625.000 en 1909 (1). En 1910, 348.741 individus sont encore partis pour l'Amérique (2).

Depuis 1891 l'Italie tient la première place parmi les nations émigrantes d'Europe (3). Tous ne s'en vont pas dans les pays transocéaniques, près de la moitié des partants reste en Europe et se répartit entre la France, la Suisse, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, l'Angleterre et les pays des bords de la Méditerranée.

Les régions agricoles sont celles qui fournissent le plus d'émigrants : Italie du Sud, Vénétie, Piémont, Emilie.

L'émigration des provinces méridionales diffère à plusieurs égards de l'émigration des provinces du

1. Giacomo Barone Russo, *op. cit.*, p. 41.

2. Bachi, *L'Italia economica*, p. 116.

3. En 1885 l'émigration italienne qui atteint 157.000 départs dépasse celle de l'Allemagne qui n'est que de 116.000. En 1891, l'Angleterre avec 216.000 départs est aussi dépassée par l'Italie qui en compte 293.000. Depuis l'émigration italienne n'a plus été dépassée par celle d'aucun peuple européen, Russo, *op. cit.*, p. 42.

Nord : elle est plus forte et elle est plus souvent définitive. Il y a en effet un élément intéressant dans l'étude du phénomène, c'est celui des retours. En huit années, de 1901 à 1909 sur 2.366.391 émigrants pour les pays transocéaniques 1.382.863 rentrèrent, c'est-à-dire 58 %. (1). On distingue donc deux sortes d'émigrations : l'émigration permanente et l'émigration temporaire. Il faut entendre le mot permanent d'une façon relative, il désigne ici un temps indéterminé, car, quand l'émigrant est parvenu à épargner une certaine somme d'argent qu'on évalue de 5 à 10.000 francs, dans une période de deux à cinq ans, il retourne dans sa patrie. Quelques-uns de ces retours s'expliquent aussi par l'insuccès ou sont la conséquence de départs mal préparés. Les États-Unis repoussent chaque année plusieurs milliers d'Italiens frappés trop visiblement de tares diverses (2), auxquels se joignent plusieurs autres milliers (3) de leurs compatriotes trop pauvres, que les consuls font vite rapatrier avec des billets à prix réduit ; mais, somme toute, l'immense majorité de ces retours sont volontaires.

En second lieu, l'émigration des provinces du Nord est, en majeure partie, une émigration européenne

1. Giacomo Barone Russo, *op. cit.*, p. 45.

2. On en comptait 4.030 dans les sept premiers mois de 1909.

3. 4.313 dans la même période. Joly, *op. cit.*, p. 48.

ou méditerranéenne, et plus volontiers temporaire. Il est vrai que le pays de destination a cessé d'être un indice sûr du caractère plus ou moins permanent de l'expatriation. Presque tous ceux qui se rendent de Sicile en Tunisie se fixent dans ce dernier pays si voisin. Beaucoup d'émigrants, qui sont restés de longues années en Suisse et en France finiront par s'y établir en s'y mariant. En 1904 la statistique officielle du royaume comptait en Europe 654.053 Italiens ; sur ce nombre il y en avait en France 291.886, sans compter les naturalisés qu'on estimait être 300.000 (1).

D'autre part les facilités croissantes des communications font que des escouades de travailleurs vont en Amérique exécuter des travaux saisonniers. Il y a deux courants de ce genre ; l'un vers la Plata, l'autre vers les États-Unis.

L'émigration périodique pour la Plata quitte l'Italie aux mois d'octobre et novembre, les émigrants vont y faire la moisson et les semailles et reviennent en mars et en avril chez eux pour se livrer à des travaux analogues. Pour les États-Unis, les émigrants partent au printemps et reviennent en automne.

L'émigration temporaire proprement dite est celle qui s'accomplit pour la durée d'un grand travail public, par exemple : construction de chemins de fer, creusement d'un canal. Les travaux achevés, l'émi-

1. Joly, *op. cit.*, p. 149.

grant rentre dans son pays, à moins qu'il n'aille à la recherche d'autres chantiers.

Nous avons déjà remarqué que ce sont les régions agricoles qui comptent le plus d'émigrants, rien d'étonnant que les travailleurs des champs dominent parmi ceux qui quittent l'Italie. La proportion de ces derniers est estimée de façon fort diverse, on peut la fixer entre 80 et 90 % du total. Mais si, prenant les statistiques de 1901 (1), nous comptons comme ouvriers de la terre, les terrassiers, manœuvres, maçons, tailleurs de pierres, artisans, nous voyons que 93 % de l'émigration est agricole.

Il ne faut pas oublier que les métiers désignés ci-dessus sont en général exercés par des paysans qui en tirent un supplément de ressources et qui, généralement, vont s'occuper de travaux ruraux dans les pays où ils émigrent.

1. Professions exercées par les émigrants en 1901.

	Emigration permanente		temporaire	
Agriculteurs.	61,5		31	
Terrassiers-manœuvres . .	18,5		32	
Maçons-tailleurs de pierres.	6,3	93 %	23	91 %
Artisans	6,7		5,8	
Commerçants et industriels.	1,3		0,8	
Professions libérales. . .	0,8		1	
Domestiques.	0,9	3,3 %	1,2	3,5 %
Métiers ambulants. . . .	0,3		0,5	
Divers	3,7	3,7 %	4,7	4,7 %

R. Le Conte. *Etude sur l'émigration italienne*, p. 80.

D'ailleurs, les 2/3 des Italiens vivent de l'agriculture, et comme l'émigration est un peu importante dans les villes, c'est par conséquent la classe rurale qui contribue le plus à l'émigration.

Ces départs en masse indiquent éloquemment combien doit être pénible la situation des ouvriers agricoles de la péninsule, pour que des quantités si considérables d'individus quittent chaque année leur famille pour s'en aller dans des pays inconnus et souvent lointains, attirés par le mirage des hauts salaires, la possibilité d'amasser par quelques années de travail laborieux un petit pécule leur permettant de revenir un jour s'établir dans leur village et y vivre modestement. Les paysans italiens, avant l'émigration, étaient souvent obligés de se contenter de salaires dérisoires, variant de 0 fr. 60 à 1 fr. 25 par jour, sauf aux périodes de grand travail où ils montaient jusqu'à 2 fr. 50. Cette situation précaire est la principale, mais non la seule cause de l'émigration. Les causes accessoires sont nombreuses, elles dérivent en général l'une de l'autre et s'expliquent mutuellement.

La production de l'Italie tant au point de vue des produits agricoles qu'à celui du bétail est insuffisante. Elle doit acheter chaque année pour 200 millions de blé, sans compter 200.000 tonnes de maïs (1) et des

1. Bourgin. *La question agraire en Italie*, p. 152. Bachi, *op. cit.*, p. 8.

centaines de milliers d'animaux de boucherie (1).

Il existe d'autres causes de nature agricole qui varient avec les régions : Ici, c'est la pauvreté du sol, là le grand morcellement de la terre, ailleurs le phylloxera, la maladie des orangers ou celle des oliviers, ou le défaut d'irrigation, ou l'absence de routes forestières, ou le manque de moyens de transport ou d'habitations. Ailleurs c'est la malaria, la mauvaise qualité de la nourriture et des eaux potables.

Comme causes sociales on peut citer l'absentéisme des propriétaires, le paupérisme et aussi le besoin d'émigrants de l'Amérique. L'analphabétisme est la cause aussi de nombreux départs. Les classes cultivées trouvent plus aisément à se tirer d'affaire et à améliorer au besoin les conditions économiques de leur pays. La plupart de ceux qui partent sont des ouvriers sans spécialité et sans instruction.

Les effets d'une législation unifiée, la même pour le Nord et le Midi, pourtant si distincts, tant au point de vue des conditions physiques que des conditions ethnographiques sont aussi une cause de malaise. La mauvaise administration surtout dans le Midi, et les impôts très lourds rendent la vie encore plus pénible ; beaucoup, n'y pouvant tenir, quittent le pays.

Des causes accidentelles agissent aussi, comme les

1. En 1910, 27.244 bœufs, 5.468 taureaux, 28.424 vaches, 95.440 veaux. Bacchi, *op. cit.*, p. 35.

lettres des émigrants, les efforts des agents d'émigration, l'épargne et les envois d'argent de ceux qui sont partis.

Quelles sont maintenant les conséquences de ce phénomène ? En ce qui concerne l'Italie du Nord, tout le monde semble d'accord sur les avantages économiques de l'émigration. On y voit tout à la fois un canal de dérivation pour les misères que le travail national ne suffit pas à soulager et comme une source de capitaux à faire déverser sur la métropole. Dans l'Italie du Sud, les jugements sont plus partagés, les bras commençant à manquer pour la mise en valeur du sol.

En général il est un fait certain, c'est que l'émigration a diminué le chômage et fait hausser les salaires.

Nous avons déjà dit que les envois d'argent faits par les émigrants atteignent près de 500 millions par an. C'est là un ensemble de capitaux qui permettront de mettre un jour le pays en valeur, si l'on ajoute surtout à cette somme celles qu'apportent les émigrants de retour. Ces derniers emploient souvent une partie de leurs fonds à acheter quelques terres et à faire construire une maisonnette. Des sociétés se sont fondées pour faire des lotissements, elles vendent les parcelles à des prix exorbitants. La propriété se volatilise par les partages après décès, les marchands de biens rachètent à vil prix ces petits coins de terre et la grande propriété se reconstitue

d'elle-même. Le Gouvernement et des sociétés privées essayent de faciliter l'accès à la propriété, l'achat des terres et la constitution du bien de famille insaisissable.

La marine marchande et le commerce italien ont profité aussi de ces mouvements de va et vient, moins cependant que le patriotisme ne le désirerait ; cela tient au manque de culture et à la pauvreté de ceux qui s'expatrient.

A un autre point de vue on a craint que ces départs si nombreux n'empêchent la population de se développer. Or il n'en est rien. De 1871 à 1909 il y a eu 11.498.000 émigrants, et malgré cela la population a augmenté de 7.400.000 âmes (1).

Les effets politiques et moraux du mouvement ne sont pas moins notoires. Une revue américaine prétendait qu'au contact de la race anglo-saxonne l'émigrant italien prenait une valeur nouvelle, elle montrait le nouveau monde régénérant l'ancien, en lui renvoyant des organisations reforgées, retrempées, toutes prêtes pour des œuvres de plus grande envergure (2).

Il faut beaucoup en rabattre. Les résultats d'ordre moral sont loin d'être brillants. En premier lieu, l'é-

1. Giacomo Barone Russo, *op. cit.*, p. 98 : la population de l'Italie était de : 26.800.000 en 1871 ; 28.400.000 en 1882 ; 34.200.000 en 1909.

2. D'après Joly, *op. cit.*, p. 154.

migration désorganise la famille. Les femmes qui restent des cinq, six, huit, dix années dans leur solitude sans se laisser aller à l'infidélité envers l'absent ne sont pas rares, mais la quantité de celles qui ont moins de vertu n'est pas négligeable. Le nombre des enfants naturels augmente, comme aussi celui des infanticides et avortements. Des drames de famille suivent souvent le retour des émigrants. Ces derniers pardonnent quelquefois. Ils ont eux-mêmes, en général, pas mal à se faire pardonner. Il y en a qui vont jusqu'à avoir deux familles, l'une dans leur village natal et l'autre en Amérique.

La criminalité des paysans, si elle a légèrement baissé dans la haute et basse Italie s'est accrue dans l'Italie méridionale (1). Si les habitudes contractées à l'étranger rendent l'émigrant plus exigeant au point de vue de l'alimentation, elles ont souvent fait de lui un alcoolique. Aussi la pellagre résultant de la mauvaise nourriture diminue, mais de nouvelles maladies : syphilis, tuberculose, font de nombreuses victimes. Le recrutement de l'armée, surtout dans le Midi, se ressent beaucoup des départs trop nombreux, il ne reste dans le pays que les moins vigoureux et le nombre des réformés a beaucoup augmenté.

Il y a quelques résultats cependant dont il faut se féliciter : les émigrants ont souvent senti au contact

1. *Inchiesta parlamentare*, t. VII, p. 118.

des peuples nouveaux combien l'instruction leur faisait défaut et ils ne veulent pas que leurs fils soient soumis de ce fait à la même infériorité économique. Ils prennent en général plus d'intérêt à la vie politique et sociale, ce qui est un bien, et peut, dans le Midi notamment, contribuer à relever le niveau des administrations locales.

L'importance et les résultats de ce mouvement n'ont pas été sans attirer l'attention du législateur, l'étude des mesures prises à ce sujet fera l'objet du paragraphe suivant.

§ 2. — LES LOIS SUR L'ÉMIGRATION.

L'émigration est un phénomène normal et avantageux tant pour le pays en général que pour les travailleurs agricoles en particulier. Mais, on n'a pas su en utiliser tous les bienfaits et elle a été souvent une cause de malheur et de misère pour beaucoup d'émigrants, à cause de leur ignorance, et à cause aussi de l'exploitation que leur font subir toute une foule d'agents dans leur pays natal, les « padroni et les banchisti » dans les lieux d'émigration.

L'émigration ne doit être ni prohibée ni favorisée, mais laissée libre. Seulement puisque l'influence d'éléments artificiels pourrait lui être nuisible il faut la soumettre à une tutelle et à une protection.

Avant l'Unité les divers gouvernements de la péninsule s'occupèrent fort peu de l'émigration alors peu importante.

Le Piémont avait cependant une loi sur les passeports du 13 novembre 1857 faite surtout dans un but fiscal ; en outre, un règlement du 11 février 1859 sur l'aménagement des navires destinés aux émigrants mit fin momentanément à une exploitation éhontée de ces malheureux par les compagnies de navigation. La loi de 1857 et le règlement de 1859 furent étendus à toute l'Italie au fur et à mesure de la conquête.

Le 18 janvier 1873, fut édictée une nouvelle loi sur les passeports ; elle en élevait le prix et interdisait d'en délivrer aux Italiens n'ayant pas fait leur service militaire.

Une autre loi interdit l'exportation d'enfants pour les livrer à des métiers ambulants.

Jusque-là on avait voulu restreindre l'émigration. La loi du 30 décembre 1888, la première sur l'émigration, n'eut pas d'autre but. C'était l'époque où Crispi était au pouvoir ; il voulait développer la puissance militaire et agricole de l'Italie, et pour cela conquérir un empire colonial, et faire de grands travaux de colonisation intérieure. Il croyait que pour cette œuvre l'effort de tous les Italiens était nécessaire.

Le prix du passeport fut de 2 fr. 40 pour les indigents et de 12 fr. 40 pour les autres personnes. Il ne devait pas en être délivré aux prostituées, aux enfants

destinés à des métiers ambulants, aux personnes qui voulaient se rendre dans des pays où l'émigration était interdite. Les hommes de 18 à 32 ans avaient besoin pour émigrer de l'autorisation du ministre de la Guerre ou du ministre de la Marine. L'émigration fut interdite aux soutiens de famille et aux condamnés à des peines infamantes. Ces mesures restrictives n'eurent d'autre effet que d'augmenter l'émigration clandestine, car selon la parole de Mgr Bonomelli, évêque de Crémone, on ne peut empêcher quelqu'un qui meurt de faim dans son pays d'aller gagner sa vie ailleurs.

La loi de 1888 permit au gouvernement de restreindre l'action des agents d'émigration. Certains États de l'Amérique du Sud, le Brésil entre autres, de grandes compagnies de navigation, des sociétés de colonisation avaient en Italie des agents chargés de leur procurer des émigrés, des passagers, des colons ou des ouvriers, et payés au prorata de leurs opérations. En général ces agents étaient d'une moralité douteuse et poussaient par tous les moyens, les paysans à émigrer : fausses lettres d'émigrants, billets de passage gratuit, promesses abracadabrantes.

Plusieurs fois, le gouvernement avait essayé d'enrayer les efforts de ces agents, mais il était impuissant faute de lois à leur appliquer. En 1888, il obtint enfin ce qu'il désirait depuis longtemps. Désormais les agents devaient payer patente, satisfaire à certaines

conditions de moralité et d'instruction, et verser un cautionnement de 3.000 à 5.000 francs de rente sur l'État. Les sous-agents devaient remplir des conditions identiques, et de plus, être munis d'une procuration authentique d'un agent, visée par le préfet. Le gouvernement pouvait suspendre ou révoquer ces agents. A diverses reprises l'émigration gratuite fut interdite vers certains pays de l'Amérique du Sud.

Après la chute de Crispi, la politique de méfiance envers l'émigration continua, et pourtant la colonisation intérieure avait aussi peu réussi que les entreprises coloniales qui avaient abouti au désastre d'Adoua.

Cependant un règlement du 20 mai 1897 avait remplacé celui de 1859 tombé en désuétude. On imposa aux compagnies de navigation certaines conditions d'hygiène et de vitesse. Le navire devait emporter un minimum de provisions et subir une inspection sanitaire. C'était un premier essai de protection de l'émigrant hors de l'Italie.

Que l'émigration fut un bien ou un mal nécessaire, l'Italie devait s'en occuper, car, ainsi que le disait J.-B. Say (1) : « Lorsqu'on empêche une population surabondante de sortir par la porte des frontières elle sort par la porte des tombeaux. »

Le gouvernement doit exercer une surveillance sur

1. Cité par Russo, *op. cit.*, p. 144.

les émigrants soit au moment de leur départ, soit à celui de l'arrivée dans les pays d'émigration.

C'est sous l'influence de ces idées que fut promulguée la loi du 30 janvier 1901 qui, avec le règlement édicté pour son application, les lois et règlements nouveaux s'ajoutant aux précédents ou les modifiant, forme un véritable code de l'émigration.

La liberté de l'émigration fut proclamée, elle reste néanmoins interdite aux prostituées, aux condamnés pour certaines peines, aux soutiens de famille, etc. ; le passe-port fut gratuit et valable trois ans quel que fût le nombre de fois que l'on entrât ou sortît de l'Italie. Les hommes de 18 à 28 ans n'auront besoin pour émigrer que de l'autorisation du préfet pour l'armée de terre et du capitaine du port pour la marine (art. 1^{er}). Sous le régime de la loi de 1880, c'était le ministre qui devait accorder l'autorisation, qui était alors généralement refusée, tandis que c'est le contraire aujourd'hui ; et, cependant la limite d'âge est abaissée de quatre ans.

La création du commissariat de l'émigration composé de douze membres permet d'avoir une institution officielle, ayant un budget autonome s'occupant de tout ce qui concerne l'émigration (art. 7).

Dans chaque commune, devrait être instituée une commission de cinq membres chargée de renseigner les émigrants avant leur départ sur les formalités à accomplir pour se faire délivrer le passeport et sur

les pièces à fournir à l'arrivée. Ces comités doivent protéger l'émigrant contre les agissements des agents d'émigration qui ouvertement ou clandestinement selon qu'ils sont ou non autorisés continuent leur office.

La loi a décidé la création d'hôtels appartenant à l'État pour loger dans les ports d'embarquement ceux qui s'expatrient.

Les compagnies de navigation ou les armateurs qui veulent transporter les émigrants doivent payer patente. Tous les quatre mois un décret royal fixe le prix du voyage et du fret. Un médecin de la marine de guerre italienne doit être à bord pour veiller à l'exécution des règlements.

La loi contient des dispositions spéciales en faveur des mineurs. Ils ne pourront à l'étranger être employés à des travaux insalubres ou dangereux (art. 3). Des sanctions sont prises contre ceux qui abandonneraient à l'étranger des enfants de moins de 17 ans qu'on leur aurait confié (art. 4). L'article 7 du règlement prescrit aux consuls de se rendre compte si à l'étranger des enfants de 15 ans sont employés à des travaux insalubres, et le décret du 2 décembre 1906 créa auprès de certains consuls, des fonctionnaires chargés de l'assistance aux émigrés.

A côté de ces efforts officiels, des comités libres de patronage inspirés par un esprit d'humanité ont exercé une influence parfois plus grande encore.

Les comités d'émigration n'ont pas toujours pu se former et là où ils existent, le zèle de leurs membres, dont les fonctions sont gratuites, n'est pas très grand.

Au 31 mai 1905 il y avait 3.078 comités, tandis que 8.364 agents d'émigration exerçaient ouvertement leur office (1). Ceux qui veulent partir préfèrent s'adresser à ces derniers qui, moins désintéressés, les renseignent abondamment, font à leur place les démarches nécessaires et leur procurent au besoin des passages gratuits.

Les hôtels créés dans les ports sont insuffisants pour les besoins (2).

Pendant la traversée, les émigrants sont généralement bien traités. Beaucoup d'entre eux ont avoué n'avoir jamais mangé à leur faim que pendant cette période (3).

Dans les grandes villes américaines, il s'est formé des sociétés de bienfaisance en faveur des émigrants. Le commissariat les subventionne. En 1904 leurs dépenses ont été de 218.000 francs dont 102.000 fournis par le commissariat (4).

Pour faciliter les envois de fonds des émigrants, la caisse d'épargne postale d'Italie est depuis 1890 au-

1. Le Conte, *op. cit.*, p. 57.

2. Hôtels : Gènes, 33-720 pers. ; Naples, 87-2400 ; Palerme, 25-341 pers. ; Le Conte, p. 59.

3. Le Conte, p. 61.

4. Le Conte, p. 63.

torisée à créer des sucursales à l'étranger. L'institution fut accueillie avec peu de faveur. Les émigrants préfèrent s'adresser aux banques locales qui donnent de plus forts intérêts, mais qui souvent les volent.

La Banque de Naples par la loi du 1^{er} février 1901 a été chargée de s'occuper de ces envois d'argent. De 1902 à 1904, 61.181.000 francs ont été envoyés par son intermédiaire, tandis que de 1890 à 1903 la Caisse postale d'épargne avait remboursé en tout 61.085.673 francs (1).

L'Italie préoccupée de la protection de ses émigrants à l'étranger a conclu des conventions avec certains États, la France en particulier.

La loi du 17 juillet 1910 a modifié celle de 1901, elle délègue aux comités de patronage les fonctions d'abord confiées aux comités locaux, améliore le service de commissaires royaux sur les navires destinés au transport des émigrants, réforme le commissariat d'émigration. Elle s'occupe aussi des conditions à remplir par les navires qui ramènent les émigrants et crée de nouvelles taxes dont le produit sera versé au budget du commissariat.

D'autres mesures ont été proposées surtout pour favoriser le retour des expatriés, leur faciliter l'acquisition de la terre, leur éviter les inquiétudes pour certaines irrégularités relatives au service militaire ou

1. Le Conte, *op. cit.*, p. 75.

à la perte de la nationalité italienne par l'acquisition d'une autre nationalité.

Vu l'importance du mouvement migratoire, gouvernement, publicistes, œuvres privées se préoccupent de le faire servir à la prospérité de l'Italie.

Nous avons été amenés à étudier ce phénomène à cause de l'influence qu'il exerce sur les classes de travailleurs agricoles. Cette heureuse influence déjà considérable par elle-même, a été bien accrue par les efforts de l'État puissamment aidé par l'opinion publique.

CHAPITRE II

Projet de loi sur la création d'offices interrégionaux de placement

Les migrations intérieures très importantes, qui se manifestent actuellement en Italie, ont un caractère irrégulier et anarchique : elles provoquent souvent des conflits entre travailleurs immigrés et travailleurs indigènes et sont parfois une cause de surpopulation passagère et de chômage. L'intervention de l'État s'impose en cette matière, non seulement parce que l'économie nationale est en jeu, mais surtout parce que ni les particuliers, ni les associations ne disposent des moyens pratiques nécessaires pour résoudre le problème.

Pour l'émigration à l'étranger, nous avons vu que les moyens d'information ne manquaient pas ; pour l'émigration à l'intérieur, rien de semblable n'a été fait, de sorte qu'il est plus facile à un paysan des Abruzzes de trouver du travail en Argentine que dans une autre région de l'Italie.

Un projet de loi sur la création d'offices interrégio-

naux de placement pour les travaux agricoles et les travaux publics a été présenté, le 28 novembre 1907, à la Chambre des députés par M. Cocco-Ortu, ministre de l'Agriculture. Devenu caduc à la dissolution de la Chambre (8 février 1909), le projet a été représenté sans modification le 30 mars 1909, examiné en commission et rapporté le 30 mars 1912 par M. Luigi-Rossi.

Avant d'en faire l'analyse, nous dirons quelques mots sur les mouvements migratoires intérieurs et les conflits d'intérêts auxquels ils donnent lieu, ainsi que sur les bureaux de placement qui existent actuellement.

§ 1. — LES MIGRATIONS INTÉRIEURES EN ITALIE

De nombreuses régions de l'Italie sont trop pauvres pour nourrir tous leurs habitants. Dans les pays de montagne, le sol ne permet que rarement une culture prospère, et l'agriculture ne peut être pour les travailleurs une occupation continuelle. Elle laisse à ces derniers, en plus de la longue période hivernale, plusieurs autres intervalles de chômage d'une durée plus ou moins grande. Ils en profitent pour chercher ailleurs du travail de façon à compléter, grâce aux salaires ainsi gagnés, les ressources qui leur sont nécessaires pour vivre eux et leur famille. Il arrive en effet

que dans les mêmes périodes, dans d'autres régions de l'Italie, la main-d'œuvre locale n'est plus suffisante pour les travaux agricoles. C'est par exemple ce qui a lieu en septembre pour la vendange dans les pays de vignobles, en juin pour la mondature et en septembre pour la moisson du riz dans les pays de rizières.

Les courants périodiques de migration intérieure ont pour but de rétablir l'équilibre ainsi rompu dans les divers endroits, à certaines époques de l'année, entre l'offre et la demande de travail. Ces migrations sont facilitées en Italie par la configuration géographique du pays ; les plaines et les montagnes sont relativement rapprochées dans tout le territoire de la péninsule. Le voyage n'est pas très long des Alpes à la plaine lombarde, des Apennins aux étroites zones littorales. D'autre part, les opérations agricoles s'accomplissent en général tard dans les régions montagneuses et le paysan pourra sans dommage pour la culture se livrer une fois de retour chez lui, aux mêmes travaux que ceux qu'il vient d'accomplir dans la plaine.

D'après les résultats d'une enquête faite en 1905 par l'Office du travail, le nombre des travailleurs ayant ainsi émigré à l'intérieur, aurait été cette année-là de 858.000. Ces ouvriers auraient passé hors de chez eux 46 millions de journées, ce qui correspond, défalcation faite de la durée du voyage, des jours de pluie,

des jours de fête et de maladie à environ 32 millions de jours de travail (1).

De janvier à avril 1905, on a constaté un mouvement de 137.000 individus, provenant surtout des provinces de Bari (23.540), de Lecce (12.363), de Rome (5.524), de Novare (5.023), vers l'Agro romano, la plaine de Foggia et les centres de soierie; de mai à juillet, de 431.000, provenant des provinces de Bari (41.623), de Rome (24.739), d'Avellino (24.067), de Lecce (2.461), de Pavie (19.037), de Foggia (18.164), de Pérouse (14.416), de Milan (14.093), de Novare (13.981), d'Alexandrie (12.622), de Plaisance (12.323), de Coni (10.295), vers les provinces de Novare et de Pavie, pour la mondature du riz, le bas pays de Brescia, le le Crémonais, le Mantouan, le Véronais, l'Agro romano, la Capitanate; d'août à décembre, 291.000 individus, provenant des provinces de Rome (21.025), d'Aquillee (20.320), de Lecce (19.474), de Bari (17.420), de Messine (13.142), de Novare (11.389), employés à diverses opérations rurales ou aux industries agricoles (2).

Les chiffres que nous venons de citer suffisent à nous montrer l'importance du mouvement, et l'on pourrait se demander si le travailleur de la terre qui

1. Rapport sur le projet de loi, p. 4.

2. En août, battage; en août-septembre, récolte du chanvre, du maïs, du riz, de la betterave, fenaison; en septembre-octobre, vendange; en octobre-décembre, travail des huileries, récolte des agrumi (Bourgin, *op. cit.*, p. 136).

émigre, reçoit le salaire maximum compatible avec la situation du marché, et si la main-d'œuvre se distribue d'une façon uniforme et proportionnée aux exigences de la culture.

L'observation des faits prouve le contraire. Le paysan qui veut émigrer peut, soit se rendre pour son propre compte là où il sait que le travail ne manque pas, soit se fier à un intermédiaire.

Le premier moyen est hasardeux, l'ouvrier peut ne pas trouver du travail tout de suite, ou être obligé de s'employer à vil prix.

Reste le second moyen qui est le plus employé à cause de la certitude qu'il donne au paysan, qui ne peut et ne veut pas risquer de perdre un salaire indispensable pour lui et sa famille.

85 % des ouvriers qui émigrent vers les régions de Pavie et de Novare, les 2/3 de ceux qui se dirigent vers l'Agro romano, sont engagés par les intermédiaires. Et dans le reste du royaume la moyenne est à peu près identique. Nous avons étudié une catégorie de ces intermédiaires à propos du travail des rizières (1), et nous avons vu que son bénéfice moyen était d'environ 6 francs par ouvrier engagé. Les procédés employés par les caporaux de la campagne romaine sont du même ordre. Par tous les moyens : en trompant les ouvriers sur les salaires, sur la durée

1. Voir plus haut, p. 90.

du travail, sur la qualité de la nourriture distribuée, en leur faisant des avances qu'ils se font rembourser à un taux usuraire, ces intermédiaires essayent d'augmenter leurs profits.

Les bénéfices du caporal sont évalués à 12 francs par ouvrier pour les deux mois que durent les travaux.

Il résulte bien de ces constatations que l'institution d'une organisation permettant de se passer des intermédiaires s'impose. On ne peut parler de leur suppression pure et simple car ils représentent un progrès par rapport aux mouvements cahotiques d'émigration. Le but à atteindre c'est de les rendre inutiles en créant des modes de placement meilleurs et plus économiques.

Nul doute que de cette façon il ne disparaissent d'eux-mêmes rapidement.

§ 2. — LES CONFLITS D'INTÉRÊTS QUI SE POSENT A PROPOS DE CES MOUVEMENTS MIGRATOIRES

Cinq catégories de personnes peuvent être envisagées : les propriétaires des pays d'immigration et ceux des pays d'émigration, les ouvriers émigrants, les ouvriers du pays d'origine des émigrants et les ouvriers de leur pays de destination.

Les propriétaires des pays d'immigration ont intérêt à ce que le mouvement soit le plus intense pos-

sible, car la surabondance de main-d'œuvre fera baisser les salaires. Les ouvriers locaux ont à ce point de vue un intérêt absolument contraire à celui des propriétaires. Ces ouvriers qui dans le courant de l'année se trouvent plus ou moins soumis à des périodes de chômage pourraient par rapport aux travaux urgents bénéficier d'un monopole ; or ils perdent cet avantage à cause de la main-d'œuvre étrangère, il est donc tout naturel qu'ils ne soient pas satisfaits. Il arrive même que les émigrants travaillent à des salaires plus bas que les travailleurs locaux, si bien qu'une partie des ouvriers du lieu reste sans travail. Il s'élève parfois à ce sujet de graves conflits. D'un autre côté, les propriétaires et les ouvriers des pays d'émigration, ont des intérêts absolument contraires les uns aux autres.

Les premiers voudraient voir partir le moins de monde possible pour que la main-d'œuvre ne soit pas trop raréfiée, les seconds au contraire profitent doublement du départ des émigrants par l'élévation des salaires due à la diminution de l'offre de main-d'œuvre, et par les économies qu'envoient ceux qui partent.

Restent enfin les émigrants eux-mêmes. Leur intérêt propre est de se rendre là où le travail abonde, mais en nombre assez restreint pour que les salaires ne baissent pas.

Dans ces conditions il ne peut s'élever de conflit

entre ouvriers locaux et émigrants, car l'offre et la demande s'équilibrent parfaitement.

Ce serait là l'idéal à atteindre ; les intermédiaires rendent à ce point de vue des services, mais on a vu à quel prix !

Des conflits se sont déjà élevés entre ouvriers et propriétaires au sujet de l'emploi des émigrants, en particulier, en 1905 et 1906, dans la région des rizières.

Nous citerons par exemple la grève générale des ouvriers employés à la moisson de riz survenue à Verceil en août 1906. Les travailleurs ont obtenu que les émigrants ne soient engagés qu'après les ouvriers locaux, et que leur salaire ne soit pas inférieur à celui de ces derniers.

En février 1905, une grève éclata de même dans le territoire de Brindisi dans le but d'égaliser les salaires des travailleurs locaux et de passage.

Il se produit parfois de graves agitations, quand les émigrants se portent en trop grand nombre dans une localité où alors les deux catégories de travailleurs se trouvant en concurrence aiguë cherchent à s'exclure mutuellement ; des conflits de ce genre sont fréquents dans la Capitanate.

Un tel état de choses, joint à l'exploitation subie par les émigrants de la part des intermédiaires montre combien l'institution d'offices de placement s'impose.

§ 3. — LES OFFICES DE PLACEMENT EN ITALIE

C'est la Société « Umanitaria » de Milan qui a créé le premier office destiné à régulariser les migrations intérieures et à permettre de se passer des intermédiaires.

Cet office commença à fonctionner en décembre 1904. Son action se limitait au travail de la mouture dans la région de Novare. Sa fonction principale était de recueillir les offres et les demandes d'emploi, mais il avait en outre mission de garder copie des contrats conclus par son intermédiaire, de veiller à leur observation, de solutionner les conflits pouvant s'élever au sujet de l'exécution de ces contrats, et de tenir à jour la statistique du travail dans les rizières.

L'office pouvait en outre recevoir des contractants un cautionnement en garantie de l'exécution du contrat, avancer les frais de voyage aux travailleurs et avoir soin qu'ils fussent convenablement traités. Malheureusement son effort se heurta à la méfiance des travailleurs qui l'accusaient de favoriser les kroumirage (1), et à la timidité des patrons qui, à cause de l'hostilité des organisations ouvrières n'osèrent s'y adresser.

1. Substantif dérivé de kroumir, nom donné en Italie aux ouvriers qui travaillent au-dessous des tarifs ou pendant les grèves et qui correspond aux mots français de « Jaune » ou « Sarrazin ».

Il reçut en 1905, 644 offres et plusieurs milliers de demandes d'emploi, il ne put placer cependant que 209 ouvriers.

Découragée par l'insuccès la direction de l'Umanitaria ferma son office et fonda au début de 1906 le secrétariat des migrations intérieures, qui a mieux réussi et a amené la création dans diverses localités de l'Italie du Nord d'offices semblables en relations avec lui.

Des offices de placement ont été fondés à Castane, à Potenza, à Ravenne et dans diverses villes de l'Italie.

Leur institution répond d'ailleurs aux vœux des intéressés. En octobre 1903, le congrès rizicole de Mortara réclamait l'intervention de l'État dans la question du placement des travailleurs industriels ou ruraux. Un ordre du jour du congrès des agriculteurs italiens, tenu à Rome en février 1905, reconnaissait la nécessité de régulariser le marché de la main-d'œuvre dans la riziculture.

La question a été aussi posée dans de nombreux congrès des travailleurs de la terre, qui voudraient eux aussi que cette importante question de placement interrégional des ouvriers fut enfin résolue d'une façon satisfaisante pour tous.

§ 4. — LE PROJET DE LOI

Il prévoit la formation d'offices interrégionaux de placement dans toutes les provinces où le mouvement migratoire permanent ou périodique est notable et dans celles où la main-d'œuvre fait défaut.

Ces offices seront institués sur la proposition des autorités locales (art. 1^{er}), qui sont bien placées pour savoir si le besoin d'une institution de ce genre se fait sentir.

Les offices s'occuperont de l'émigration intérieure permanente et du placement des colonies agricoles vacantes pour les travaux de « bonification » et de colonisation (art. 1^{er}). Ils seront chargés en outre de dresser des statistiques sur les migrations et de recueillir des renseignements sur le marché de travail agricole (art. 3).

Le décret de création de chaque office déterminera le montant de la contribution de l'État au fonds spécial constitué par les contributions annuelles offertes par la province, par les communes, par d'autres corps locaux et par des particuliers (art. 1^{er}). L'article 14 prévoit l'ouverture d'un crédit de 100.000 francs au budget du ministère de l'Agriculture pour le fonctionnement des offices.

L'intervention des offices de placement devra être gratuit (art. 2). Les employés qui accepteront des

particuliers une rétribution quelconque à l'occasion du placement des travailleurs seront destitués et frappés de peines sévères (art. 11).

L'office n'assume aucune responsabilité en ce qui concerne, soit l'exacte observation des contrats de travail stipulés par son intermédiaire, soit les informations qu'il donne (art. 4).

Il suspendra son entremise en cas de conflits collectifs relatifs à la conclusion de contrats de travail, jusqu'à ce que le différend soit résolu (art. 5). Les offices bénéficieront de la franchise, pour leur correspondance, et une fois par jour, pour un télégramme par exprès postal (art. 6). Le bénéfice du transport par chemin de fer à tarif réduit est accordé aux ouvriers placés par les offices et à leurs familles voyageant par groupes de cinq personnes au moins (art. 7).

Chaque office sera placé sous la direction d'une commission qui restera en fonction pendant trois ans et qui sera composée d'un président et de quatre membres choisis en nombre égal parmi les propriétaires exploitants de biens-fonds et parmi les ouvriers. Les commissaires seront élus par les collèges de prud'hommes agricoles de la circonscription de l'office, conformément aux dispositions qui seront établies par le règlement. Jusqu'à l'institution de collèges de prud'hommes agricoles, tous les membres de la commission seront nommés par le président du tribunal dans la circonscription duquel l'office aura

son siège. Le président de la commission devra être choisi en dehors de la classe des propriétaires ou exploitants des biens-fonds et de celle des travailleurs (art. 9).

L'article 10 fixe les attributions de la commission visée plus haut, qui comportent entre autres l'initiative en matière de conciliation des intéressés dans tous les cas de grèves ou de conflits entre les personnes qui offrent du travail et celles qui en demandent, et auxquelles l'office prête son entremise ; et la protection des émigrants dans les pays où ils se rendent en provoquant de la part des autorités compétentes l'application des lois et des règlements locaux de protection sociale.

Le vote de ce projet permettrait d'arriver, avec l'appui de l'opinion publique et le concours d'initiatives privées, à régulariser les mouvements migratoires intérieurs et à rendre inutiles les intermédiaires. Mais vu la lenteur des travaux législatifs, il est à craindre que ce vote ne se fasse attendre encore assez longtemps, au grand détriment des ouvriers agricoles italiens.

CHAPITRE III

La colonisation intérieure

La colonisation intérieure peut être définie : le peuplement et la mise en valeur de terres incultes, et le passage de la culture extensive à la culture intensive des autres terres (1).

Elle constitue un des moyens les plus préconisés pour diminuer l'intensité des chômages dont souffrent les travailleurs agricoles italiens. Elle a en outre l'avantage de contribuer à l'accroissement de la richesse nationale. Or, il y a en Italie des milliers d'hectares de terrains incultes ou soumis à une culture extensive. Des grands travaux sont nécessaires pour les mettre en valeur, travaux auxquels on pourrait occuper les ouvriers que l'on emploierait ensuite à l'exploitation des terres bonifiées. Les propriétaires reculent devant l'importance des capitaux à engager. L'intervention de l'État s'impose donc, soit pour encourager et subventionner les initiatives privées, soit

1. Bouchetal de la Roche. *La colonisation interne en Italie*, p. 24.

pour donner l'exemple en commençant pour améliorer les terres qu'il possède.

Nous allons examiner séparément la question des bonifications et celle de la colonisation.

§ 1. — LES LOIS SUR LES BONIFICATIONS

Les terres à bonifier ne manquent pas en Italie, mais les conditions varient suivant les régions ; aussi des mesures particulières s'imposent pour chacune d'elles.

En ce qui concerne le Nord-Est de la Péninsule, dès mai 1878, un projet très large de bonifications, s'appliquant aux provinces de Ferrare, Mantoue, Modène et Bologne fut présenté au ministre des Travaux publics. Les travaux ont beaucoup avancé dans ces dernières années : en 1902 on comptait 4.600.000 hectares improductifs et, en 1907 sur ce nombre 502.000 étaient déjà bonifiés. Actuellement, le gouvernement italien est autorisé à faire pour 250 millions de bonifications, mais la part annuelle, cependant en augmentation se monte à 6.800.000 francs seulement. Déjà dans le Ferrarais, 110.000 hectares dont 75.000 conquis sur les marais ont été appropriés à la culture, et la bonification a diminué le chômage et augmenté le *standard of life* de la population accrue (1).

Dans les Maremmes de Toscane ces bonifications

1. Bourgin, *op. cit.*, p. 313.

furent surtout poursuivies dans un but d'hygiène : on ne tint pas toujours compte du point de vue économique et agricole, de sorte que de vastes espaces bonifiés hydrauliquement sont restés incultes. Une commission ministérielle a été nommée en 1910 pour étudier les moyens propres à tirer parti de ces régions : elle a proposé pour 40 millions de travaux, pour l'exécution desquels l'importation d'une main-d'œuvre extérieure serait nécessaire.

Depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, malgré de nombreuses tentatives on n'avait pu réussir à intensifier la culture dans la campagne romaine. La malaria fut toujours un obstacle insurmontable. Actuellement, cette maladie étant efficacement combattue, une ère nouvelle va s'ouvrir pour cette région si longtemps stérile. Dès 1870, le gouvernement italien s'est préoccupé de la transformation de l'« Agro romano », et une loi du 8 juillet 1886 prévoyait une procédure d'expropriation à l'égard des propriétaires qui n'exécuteraient pas certains travaux d'amélioration.

La loi du 13 décembre 1903 accorde des subventions, des exemptions d'impôt et des prêts à taux très bas ($2\frac{1}{2}\%$) avec amortissement en quarante-cinq ans, en vue de favoriser la création de chemins, la construction de maisons et abris pour les hommes, d'étables et abris pour les animaux, comme aussi en vue d'encourager les plantations d'arbres et les essais de culture intensive.

Elle rend obligatoires les travaux sur un territoire d'environ 45.000 hectares. Le gouvernement peut exproprier les propriétaires qui ne les feraient pas exécuter. Aucune expropriation n'a d'ailleurs été prononcée. On peut donc affirmer que les résultats de la loi de 1903 sont satisfaisants, aussi une nouvelle loi du 17 juillet 1910 amplifiait l'œuvre de la précédente, augmentait de 7.000 hectares l'aire des bonifications et essayait de faciliter la création de bourgades rurales.

Au 31 décembre 1911 sur 194 propriétés pour lesquelles d'après la loi de 1903 la bonification était obligatoire, il y en avait :

44 d'une superficie de 11.255 hectares où les travaux étaient très avancés.

37 d'une superficie de 17.181 hectares où les travaux étaient à peine commencés ;

31 d'une superficie de 7.152 hectares où rien n'avait encore été fait. Dans 90 propriétés on avait édifié ou réaffecté 230 habitations avec 1.800 pièces (1).

Un décret ministériel du 24 octobre 1912, dans le but de favoriser l'immigration dans la campagne romaine, attribue pour une durée de cinq années des primes variant de 50 à 100 francs par an aux familles qui viennent s'y établir.

Dans le Midi de grands travaux sont aussi néces-

1. A. Celli. La lutte contre la malaria. *Bulletin des inst.*, etc., juillet 1912.

saires, surtout pour l'irrigation et le reboisement. Un gigantesque aqueduc de 219 kilomètres de canalisation principale est en construction dans les Pouilles. D'autres travaux sont projetés dans la Basilicate, la Calabre, les Abruzzes.

La Sicile et la Sardaigne ont aussi des terres de colonisation pour l'amélioration desquelles des plans ont été faits.

Sauf dans l' « Agro Romano » et le Nord-Est, l'œuvre accomplie jusqu'ici est peu importante, de nombreux millions sont encore nécessaires pour rendre utilisables les terres incultes de l'Italie, et pendant longtemps encore l'émigration sera la seule ressource des habitants des régions surpeuplées ou trop peu fertiles.

§ 2. — COLONISATION DES TERRES BONIFIÉES

Un projet de 8 mars 1906 (1) prévoit la constitution d'un fonds national de dix millions pour la colonisation intérieure. Ces fonds seront administrés par un institut placé sous la surveillance du ministre de l'Agriculture.

La fonction de cet institut serait de faire des opé-

1. Le texte de ce projet présenté par le ministre de l'Agriculture d'alors (M. Pantano) se trouve dans le *Bollettino dell'Ufficio del lavoro* de mars 1906.

rations de crédit avec les associations agricoles, les coopératives, les concessionnaires voulant mettre en valeur des terres de bonification. Ses opérations consisteraient : 1° A avancer pour une période de cinq ans au plus, les sommes nécessaires à la location des propriétés. Ces sommes devraient être remboursées en dix ans au plus.

2° A faire des prêts amortissables pour permettre des constructions ou des transformations agricoles.

3° A consentir des avances ou des prêts pour payer l'assurance et l'achat de matières premières, de bétail et d'instruments de travail.

Les actes constatant les opérations ci-dessus bénéficieraient de réductions de taxes fiscales.

Le fonds initial serait augmenté par des émissions d'obligations dont le ministre fixerait le taux.

Toutes les opérations de l'institut jouiraient de privilèges spéciaux pour assurer leur exécution.

Les terres incultes, propriétés de l'État, déclarées susceptibles de colonisation pourront, d'après cette loi, être concédées temporairement, sans perdre leur caractère d'inaliénabilité :

a) Aux associations agricoles composées de travailleurs de la terre, avec l'obligation de cultiver coopérativement les fonds qui leur seront assignés.

b) Aux familles de paysans pauvres.

Ces terrains ainsi concédés seront exempts d'impôts pendant dix ans.

Les fonds ruraux des provinces, des communes et des personnes morales pourront être soumis au même régime.

Les Coopératives de travailleurs qui auront contribué à la bonification des terres de l'État, des communes, des provinces ou des personnes morales publiques auront la préférence dans la location des terres bonifiées.

Le but du projet était d'empêcher que les terres publiques bonifiées ne fussent accaparées par de gros capitalistes ou par des sociétés dans un but uniquement financier.

Bien que le rapport n'ait pas abouti, il y a eu des réalisations qui ont permis d'utiliser, dans les conditions les meilleures de production et de paix les terres bonifiées, et grâce auxquelles les régions à culture extensive pourront s'orienter progressivement vers la culture intensive, pour le plus grand avantage de la main-d'œuvre nationale.

Mais l'État n'est pour rien dans leur initiative. C'est des fermages collectifs « affittanze collettive » qu'il s'agit.

L'idée qui a servi de point de départ à cette intéressante innovation est simplement celle-ci : supprimer entre le propriétaire d'un grand domaine (que ce soit l'État ou un particulier) et les cultivateurs, l'intermédiaire onéreux du fermier, et faire refluer la majeure partie de ses bénéfices sur les travailleurs.

Les fermages collectifs sont constitués sur deux types. Les uns, d'inspiration catholique, comportent la location d'un vaste domaine et la distribution du terrain par lots aux familles associées. On les trouve disséminés en Sicile et dans la plaine du Pô particulièrement dans le Milanais et le Bergamasque.

Les autres, d'inspiration socialiste, sont répartis dans les mêmes régions auxquelles il faut encore ajouter l'Émilie et la Romagne. Ils présentent des formes différentes selon que le nombre des membres est limité aux besoins de l'exploitation ou illimité. Dans le second cas le travail est organisé par équipes de façon à supprimer ou à limiter le chômage. Le nombre des fermages collectifs était en avril 1906 de 108, dont 53 en Sicile (1).

Les avantages économiques et sociaux du système ont été mis en lumière dans l'ordre du jour suivant, adopté par le premier congrès des coopératives siciennes tenu les 29-31 mai 1910 (2).

« Considérant que, dans la phase actuelle de l'économie sociale et agricole, le moyen le plus indiqué pour résoudre le problème de la production maximum et de la plus équitable distribution du revenu, ainsi que le problème du latifundium, est de confier la

1. Bourgin, *op. cit.*, p. 321.

2. *Bulletin des inst. économiques et sociales*, sept. 1910, p. 345-346.
Cité dans Bourgin, *op. cit.*, p. 319.

gestion directe des exploitations agricoles à des coopératives de travailleurs et de producteurs qui, en associant leurs énergies, peuvent intensifier la culture et en répartir plus équitablement les produits entre ceux qui, par leur travail, créent la richesse ; considérant que coopératives ou entreprises collectives de fermages ont besoin de gros capitaux que l'État a le devoir de fournir à un taux peu élevé, afin d'encourager les énergies intellectuelles et économiques latentes dans le pays et qui n'attendent qu'une impulsion ; considérant que les entreprises de fermages collectifs, pour mieux répondre à leur but de relèvement économique et moral, doivent être secondées par les formes similaires de coopération rurale, comme les coopératives de crédit (caisses rurales, banques populaires, etc...), les coopératives commerciales et les coopératives de consommation (magasins coopératifs, caves, greniers, laiteries coopératives, etc...), de sorte que ces formes diverses et multiples de la coopération agricole s'unissent et se fondent pour constituer ce que l'on appelle la coopération agricole ; considérant que la forme de la coopération la plus complète tend à attribuer directement aux sociétés de travailleurs à la fois la gestion et la propriété de la terre et qu'il convient en conséquence de faciliter et d'encourager par tous les moyens les achats collectifs de terrains, exprime le vœu que tous ceux qui, en Sicile, s'intéressent au bien-être écono-

mique et moral des travailleurs de l'île entière, soutiennent et encouragent les fermages collectifs, complétés par les formes semblables de coopération agricole. »

Les travaux de bonification se poursuivant de plus en plus on peut espérer que l'action de l'État ne tardera pas à se manifester pour favoriser les fermages collectifs, et que, grâce aux efforts des groupements ouvriers secondés par la loi, les ouvriers agricoles sur qui aujourd'hui pèse le chômage, trouveront un travail régulier et des salaires suffisants, en contribuant à rendre plus productives les terres nouvelles conquises à la culture, ou les terres anciennes à culture trop extensive.

QUATRIÈME PARTIE

LA RÉGLEMENTATION DU CONTRAT DE TRAVAIL EN AGRICULTURE

CHAPITRE PREMIER

Projets de lois sur le contrat de travail

Les formes que revêt le contrat de travail dans l'agriculture italienne sont des plus variées. Ces contrats peuvent être individuels, familiaux ou collectifs ; ils peuvent stipuler des salaires annuels ou journaliers, payables en espèces ou en nature ; souvent ils contiennent des stipulations de coparticipation aux produits.

Rarement ils sont écrits ; presque toujours ils sont basés sur des usages qui varient suivant les localités. L'observation de ces contrats a donné lieu à de nombreux conflits. Les grèves se sont multipliées en Italie depuis une quinzaine d'années. Le but des travailleurs est d'obtenir une élévation de salaires et

une diminution des heures de travail. Le prolétariat organisé y parvient au moyen de contrats collectifs qui embrassent de grandes quantités de travailleurs, sont conclus pour plusieurs années et sont révisés après accord avec les propriétaires. Si ces derniers refusent de réviser les contrats ou d'y introduire les modifications réclamées par les ouvriers, la grève est déclarée. La grève est un moyen de combat, qui peut forcer une des parties à capituler à un moment donné, mais aucune institution n'existe qui fasse respecter les contrats une fois conclus, et qui permette aux parties d'intenter une action avant de recourir à la cessation du travail.

Pour un intérêt parfois relativement minime on laisse perdre des millions, on oublie que l'anéantissement de l'adversaire n'est pas le seul moyen de vaincre et que les plus beaux succès sont ceux que l'on obtient par les armes de la justice et de l'équité (1).

Trois projets de loi tendent à faire que le plus souvent possible, les conflits collectifs entre patrons et ouvriers se résolvent pacifiquement. Nous allons successivement les examiner.

1. Francesco Ciccoti. *Psicologia dello sciopero agrario*. Nuova antologia, 1^{er} juin 1908.

§ 1. — PROJET ALESSIO (2).

Il contient deux séries de mesures concernant :

1° La création d'organismes de conciliation ou de jugement ;

2° Les moyens de faire respecter les concordats et sentences.

Il vise tout d'abord à donner une capacité juridique aux institutions représentant officiellement le capital et le travail dans leurs rapports collectifs. Les associations de travailleurs et leurs fédérations pourront acquérir la personnalité juridique en se faisant inscrire sur les registres de l'office central du travail. L'accomplissement de cette formalité leur donnerait qualité pour contracter, ester en justice et avoir un patrimoine propre. Elles pourraient introduire des actions pour défendre les intérêts de leurs membres individuellement, ou de certaines catégories d'entre eux.

Ces associations pourraient participer avec leurs représentants à l'œuvre des bureaux de placement, là où ils seront institués, pour s'assurer qu'aucun ouvrier ne bénéficie de mesures de faveur aux dépens des autres et que les conditions des contrats stipulés sont bien remplies.

2. L'arbitrato nei conflitti agrari. Giulio Alessio. Nuova antologia, 1^{er} juin 1908.

Une disposition spéciale a trait aux contrats collectifs. Là où ils auront été conclus, ils s'imposeront aux propriétaires et aux travailleurs qui les auront acceptés tacitement ou expressément.

D'autres mesures fixent la responsabilité des associations du fait de la violation du contrat soit collectivement soit individuellement. Le tiers seulement du patrimoine des associations servirait de garantie pour l'exacte application des contrats.

Le contrat collectif, une fois conclu, ne pourra être modifié avant son échéance que de l'avis unanime des parties.

Pour éviter le dommage résultant pour l'agriculture d'une suspension brusque du travail à certaines époques, il est nécessaire de fixer un délai de préavis avant de rompre les contrats.

Cette mesure semble bien difficile à appliquer. C'est de la soudaineté de l'action des grévistes que dépend souvent leur succès ; et si l'on peut espérer une amélioration due aux moyens proposés par le projet, elle viendrait des rapports habituels qui se créeraient entre organisations ouvrières et patronales, toujours en contact, pour conclure, modifier ou faire exécuter les contrats collectifs de travail, les concordats de salaire, comme on dit en Italie, concordats dont les stipulations devraient être reproduites dans les contrats individuels de travail.

§ 2. — PROJET BISSOLATI

Ce projet d'inspiration nettement socialiste tend à rendre légale l'interdiction du travail aux kroumirs ou jaunes pendant les grèves lorsque les patrons auront refusé l'arbitrage proposé par les ouvriers, et que ces derniers auront, avant de déclarer la grève, suivi une certaine procédure

Le problème le plus délicat, en effet, n'est pas de créer des institutions de conciliation, mais bien de trouver le moyen de disposer les gens à recourir à l'arbitrage plutôt qu'à la grève.

D'autres problèmes annexes se posent au sujet des contrats collectifs de travail et des juridictions de prud'hommes chargées d'en assurer l'exécution. Ces dernières juridictions ne suffiront plus quand il s'agira de modifier les contrats ou de les renouveler. Des commissions arbitrales seraient alors nécessaires, et il est à présumer que si un ensemble d'institutions existait ayant pour but d'aider à résoudre pacifiquement les conflits d'ordre économique, souvent les parties s'y soumettraient pour éviter les désastres résultant d'une cessation du travail.

L'exclusion des kroumirs pendant les grèves mettrait les ouvriers et les patrons dans une condition d'égalité qui n'existerait pas sans cela. Mais pour qu'une mesure si grave puisse être prise, il faut plu-

sieurs conditions : d'abord que la grève ait été votée à une certaine majorité, puis qu'avant la cessation du travail les réclamations des ouvriers aient été présentées au patrons, en leur laissant le temps nécessaire pour les examiner et prendre une décision, enfin que périodiquement des réunions aient lieu pour décider la continuation de la grève.

On a fait remarquer qu'avec ce projet, si c'étaient les propriétaires qui refusaient l'arbitrage, une sanction intervenait qui était l'interdiction de continuer le travail jusqu'à la fin de la grève, tandis que si c'étaient les ouvriers il n'y avait contre eux aucune sanction. A ces critiques Bissolati répondait qu'au contraire cette mesure était conforme à la plus parfaite équité. Dans tous les cas les patrons peuvent suspendre les travaux, s'ils préfèrent renoncer à leurs profits dans l'entreprise, et aucune loi, sauf une loi d'expropriation ne peut les en empêcher, tandis que l'effort des travailleurs pourra toujours être brisé par l'emploi d'ouvriers venus du dehors et payés au besoin très cher ; la loi, pour rétablir l'égalité entre les parties en cas de conflit, doit donc interdire la continuation du travail, et ainsi les chances seront ou auront l'air d'être égales.

Les propriétaires seront dans l'alternative de céder ou de cesser l'exploitation, c'est-à-dire de renoncer aux profits qu'ils en retirent. Les ouvriers devront renoncer à leurs salaires ou reprendre le travail.

En fait l'égalité n'existe pas, parce que les patrons ont en général des réserves que les ouvriers n'ont pas, et que, si les travaux étaient complètement abandonnés, ces derniers ne pourraient plus vivre et devraient s'expatrier, ce qu'ils font en très grand nombre d'ailleurs en Italie.

En tout cas chacune des parties a, avec ces sanctions, intérêt à recourir à l'arbitrage, soit pour éviter les dommages résultant de l'état de lutte, soit pour ne pas s'aliéner l'opinion publique.

§ 3. — PROJET NICCOLINI

Il repose sur cette idée que pour rendre l'action des classes moins violente et moins égoïste, il est nécessaire de provoquer la constitution de représentations agricoles permanentes et de leur confier la nomination d'arbitres chargés de solutionner les conflits qui pourront s'élever entre travailleurs et propriétaires.

Dans chaque district serait constitué un office du travail agricole, dont la mission consisterait à solutionner les contestations pouvant s'élever à l'occasion de l'exécution de pactes coloniques ou de contrats de travail, à tenter la conciliation des conflits d'ordre économique et à faire prononcer une sentence arbitrale sur ces conflits.

Chaque classe aurait une représentation distincte et élective, et l'ensemble de ces représentations constituerait l'office du travail agricole qui comporterait autant de sections qu'il pourrait y avoir de groupes dont les intérêts diffèrent.

Parfois trois catégories de personnes sont en conflits. Ainsi dans la Romagne les intérêts des métayers, des journaliers et des propriétaires sont divergents. De même dans les pays d'immigration temporaire des difficultés s'élèvent souvent entre ouvriers de passage, ouvriers locaux et propriétaires.

Le projet, et c'est là ce qui fait surtout son originalité, contient quelques dispositions concernant le contrat de travail lui-même.

Jusqu'ici le droit commun et les usages régissent ces contrats en l'absence de conventions expresses entre les parties.

D'après le texte que nous examinons, seuls les contrats individuels pourraient être oraux.

Les contrats collectifs ou de famille, d'une durée supérieure à trois mois, devraient être écrits. Les patrons devraient assurer aux ouvriers des conditions hygiéniques de travail et des repos suffisants. Le salaire devrait être payé au moins tous les quinze jours. Dans le salaire pourraient être compris : le logement, la jouissance d'une partie du terrain, des avances de matières premières et d'instruments de travail, des provisions calculées au prix courant.

Aucune retenue ne pourrait être effectuée sur le salaire si ce n'est pour faire des versements à des caisses de prévoyance, pour rembourser des avances en espèces, pour payer des indemnités dues en cas de violation du contrat, ou encore pour assurer l'exécution des pactes conclus. Les retenues dans ce dernier cas seraient de 20 % du salaire au maximum. Le montant serait déposé dans un établissement de crédit. Les patrons seraient obligés de verser eux-mêmes une somme égale aux retenues faites aux ouvriers.

Le projet fixe aussi des règles pour la rupture des contrats, indiquant des délais de préavis et réglant les cas de force majeure.

Il dispose aussi que, pour avoir une capacité juridique, les ligues devront compter au moins trente membres payant leurs cotisations, et se faire inscrire à l'office du travail agricole du district.

Lorsque des conflits éclatent, l'office pourra intervenir sur la demande : soit d'une des parties, soit du maire, du préfet ou du sous-préfet.

Il nommera une commission de conciliation comprenant des représentants des divers groupes en désaccord. Il fera en sorte que les intérêts contraires soient également représentés.

La sentence arbitrale aura valeur d'acte public et s'imposera aux parties.

Le but du projet est surtout d'éviter les grèves en

aisant inter venir l'arbitrage le plus rapidement possible, et en réglementant les contrats de travail agricole de façon à permettre aux arbitres de trouver des bases légales à leurs sentences.

Des trois projets que nous venons d'examiner, c'est celui de M. Niccolini qui nous semble le plus apte à atteindre le but qu'il se propose.

Mais encore faudra-t-il, pour qu'il puisse être appliqué, une opinion publique fortement éduquée et une conscience collective de plus en plus éclairée.

CHAPITRE II

Les prud'hommes agricoles (1)

L'Italie possède, depuis le 15 juin 1893, une loi sur les Conseils de prud'hommes, qui ne s'applique qu'à l'industrie.

Elle fut promulguée dans un désir de pacification sociale, son office judiciaire était accessoire et ne devait s'étendre qu'aux petites contestations. Son but était de concourir à dissiper l'antagonisme des différentes classes et à leur donner le sentiment de leur solidarité.

Cela supposait une opinion publique préparée : or il est loin d'en être ainsi.

En 1903 (dix ans après l'institution de la loi) sur

1. En étudiant les commissions de conciliation établies par la loi sur les rizières nous avons fait remarquer que l'institution n'était que provisoire, et qu'elle devait disparaître après le vote d'une loi sur les prud'hommes agricoles. Nous pouvons remarquer que ces commissions sont un premier essai de l'extension à l'agriculture de la loi sur les prud'hommes. Nous avons vu que leur succès n'avait pas été grand et qu'une réforme avait été nécessaire en 1910 (voir pages 96 et suiv.).

47 collèges constitués, 47 à peine fonctionnaient. Ces chiffres se sont légèrement accrus depuis (1).

En outre deux faits sont à noter: d'abord la désertion des urnes, et ensuite l'obstruction des élus empêchant le fonctionnement (2).

Ce sont surtout les industriels qui ne participent pas au vote. Il arrive souvent que tous les représentants d'une classe démissionnent ou que certains prud'hommes refusent de signer les sentences. Enfin au point de vue des conflits collectifs l'effet de la loi a été presque nul (2). Or les collèges de prud'hommes devaient, dans ceux de ces conflits dont le caractère serait juridique, agir comme arbitres sur la demande des partis.

La loi présente en effet certains défauts dont nous allons indiquer les principaux.

1.	1904.	182 collèges constitués.
	1905.	188 —
	1906.	199 —
	1907.	217 —
	1908.	235 et 74 fonctionnant.

Rapport parlementaire présenté à la Chambre le 27 novembre 1909 page 1.

En juillet 1912 il y avait 239 conseils institués.

Bolletino de l'Ufficio del lavoro, décembre 1912.

2. De 1896 à 1904 sur 166 élections concernant les industriels 49 furent désertées ce qui fait 29,5 % ; sur 149 élections de la part des ouvriers 3 seulement furent désertées c'est-à-dire 2 %.

3. En Italie on dit « Collèges de Prud'hommes » au lieu de Conseils.

La procédure d'institution des collèges est trop longue ; souvent le fonctionnement en est gêné par le défaut de local et de fonds ; la gratuité de l'office de secrétaire est loin de stimuler son zèle ; les élus des ouvriers hésitent de perdre des journées de travail pour assister aux séances, aucune indemnité ne leur étant attribuée ; les circonscriptions sont souvent trop vastes ; la limite de compétence fixée à 200 francs rend l'intervention des prud'hommes difficile dans les conflits collectifs.

Ces inconvénients et quelques autres encore que la pratique a fait voir et qu'il est facile de faire disparaître au moins partiellement en modifiant la loi en vigueur n'ont pas empêché celle-ci d'être rendue d'utiles services. Les « collèges » ont permis de créer une juridiction rapide, simple et économique. Ils ont créé toute une jurisprudence technique sur le contrat de travail, sans faire abstraction de la dignité et des progrès de la classe ouvrière.

Les agriculteurs exclus de cette juridiction d'exception ont par la voix de leurs organisations demandé à ce qu'il en fut créé une semblable en leur faveur.

Les contrats de travail agricole se réfèrent souvent à des usages locaux et à des questions techniques que des gens de la partie seront mieux que tous autres susceptibles de juger.

L'ouvrier des champs souvent effrayé par les for-

mes complexes de la procédure et par la solennité des tribunaux ordinaires préfère souvent subir les conditions des employeurs plutôt que de s'adresser à la justice.

Les frais de procès sont aussi de nature à le faire hésiter. Avec l'institution des collèges de prud'hommes agricoles, ces inconvénients pourraient être évités.

D'ailleurs le développement qu'ont pris les ligues de travailleurs agricoles depuis 1893, les nombreux contrats collectifs conclus depuis, rendent l'institution nécessaire. Plusieurs projets de loi ont été présentés à ce sujet au parlement et de nombreux vœux ont été émis. Nous examinerons successivement :

- 1° Divers projets de loi jusqu'en 1903 ;
- 2° Des vœux d'organisations agricoles ;
- 3° Le projet de 1909 ;

§ 1. — DIVERS PROJETS DE LOI

Dès 1886, le ministre de l'Agriculture Grimaldi prit l'initiative d'un projet de loi sur les prud'hommes agricoles qui d'ailleurs ne fut pas discuté par l'Assemblée législative. Il mérite cependant d'être signalé, car il répondait à de nombreux vœux déjà émis à cette époque, en particulier celui de l'association italienne des régisseurs de propriétés (condut-

tori di fondi), qui en 1884 approuvait un rapport de M. Cagnola, sur les prud'hommes agricoles.

Le projet Grimaldi fut discuté dans la session juin-juillet 1886 du Conseil supérieur de l'agriculture. Il contenait 40 articles et préconisait l'institution d'un « collège » par arrondissement. Chaque collège aurait compris 18 membres, 6 élus par les propriétaires, 6 par les conducteurs, 6 par les travailleurs, et en plus 1 président et 3 vices-présidents étrangers à l'agriculture et nommés par le ministère de la Justice. Il y aurait eu deux sections : la première pour juger les différends entre propriétaires et conducteurs, la seconde pour juger les différends entre travailleurs et propriétaires ou conducteurs. Chaque section aurait compris un office de conciliation et un tribunal arbitral. Ce dernier aurait jugé toutes les controverses soumises d'abord à l'Office de conciliation, en dernier ressort jusqu'à une valeur de 1.500 francs. Les frais devaient être à la charge des communes, une indemnité était fixée pour les membres ouvriers du collège, et la dispense de frais de timbre et d'enregistrement prévue pour les actes.

Ce projet très intéressant rencontra une vive opposition à cause de l'obligation qu'il imposait de s'adresser aux prud'hommes et de l'impossibilité de faire appel pour les sentences jusqu'à une certaine somme.

Le Conseil supérieur de l'agriculture se contenta d'émettre un vœu invitant le gouvernement à pré-

senter un projet permettant de solutionner d'une façon rapide, simple et peu coûteuse les différends auxquels donnait lieu le travail des champs.

En 1892 le même conseil s'occupant des contrats agraires émit de nouveau un vœu identique: en 1893 il vota un ordre du jour demandant au gouvernement d'étendre à l'agriculture l'institution des prud'hommes qui venait d'être établie en faveur de l'industrie. Successivement trois projets furent soumis au Parlement. Le premier par les ministres Lacava et Armo le 23 novembre 1893, le deuxième par le député Pozzato le 25 mai 1901; le troisième par les ministres Baccelli et Cocco-Ortu.

Plus récemment le 27 novembre 1909 les ministres Cocco-Ortu et Orlando ont déposé un projet réformant toute la législation prud'hommale et l'étendant à l'agriculture et au commerce.

Nous ferons de ce dernier projet qui semble plus conforme aux nécessités actuelles une étude péciale, mais auparavant nous examinerons les caractères distinctifs des trois projets cités plus haut.

Ces derniers prennent tous pour base la loi du 15 juin 1893 sur les prud'hommes industriels.

Les principales différences sont les suivantes :

1° Les projets Lacava et Baccelli laissent au gouvernement la faculté d'instituer des collèges partout où il le jugera nécessaire, tandis que le projet Pozzato en prévoit un par commune.

2° Les deux projets ministériels permettant de s'adresser aux prud'hommes pour conciliation au sujet de tous différends agricoles entre personnes liées par des rapports de la compétence du collège, même au delà des sommes désignées par ces projets. La proposition Pozzato dit que la conciliation peut être demandée pour toute controverse sans tenir compte de la nature objective du conflit ou de la qualité des personnes.

3° Le projet Lacava étend la compétence juridique du collège à deux sortes de conflits, au sujet du contrat de travail d'une part, et au sujet des contrats de location de fonds ruraux d'autre part. Dans le premier cas, il a compétence absolue jusqu'à 500 francs ; dans le second cas, il ne peut se prononcer que sur des questions de fait ou de détermination de coutumes locales également jusqu'à 500 francs.

Le projet Pozzato porte la compétence du collège à 1.000 francs, mais exclut les conflits au sujet des contrats de location.

La proposition de Baccelli, Cocco-Ortu ne distingue pas l'office de conciliation du tribunal arbitral. Le collège est divisé en deux sections, l'une s'occupant des conflits entre propriétaires ou locataires et travailleurs, ou des travailleurs entre eux ; l'autre s'occupant des conflits ne dépassant pas 500 francs sur les contrats agraires.

4^e Au sujet des listes électorales, les trois projets diffèrent sensiblement.

Le projet Lacava prévoit deux listes : l'une comprenant les propriétaires, locataires ou possesseurs à quelque titre que ce soit qui ne cultivent pas eux-mêmes ; l'autre comprenant les ouvriers, et aussi les colons, métayers ou autres locataires ne figurant pas sur la première. D'après le projet Pozzato deux listes devaient également être établies. Dans la première, auraient été inscrits les propriétaires, les locataires, fermiers, colons et métayers engageant un capital d'au moins 300 francs ; dans la deuxième auraient figuré les travailleurs fixes ou de passage, à la journée ou à l'année, même avec coparticipation, si le capital engagé par eux n'atteint pas la somme indiquée plus haut.

Conformément au projet ministériel de 1902 trois listes auraient dû être formées : la première des propriétaires ou de leurs représentants pourvu que la superficie de leurs terres dépassât trois hectares ; la deuxième des conducteurs en comptant parmi ces derniers les colons et les métayers ne dépendant point pour leur entretien jusqu'à la récolte, des avances du propriétaire et engageant un capital d'au moins 1.500 francs ; la troisième des ouvriers, petits propriétaires, petits locataires ou coparticipants ne figurant pas dans les listes précédentes.

Le projet Pozzato seul donne aux femmes le droit

de vote, ce qui est pourtant logique, celles-ci étant très employées dans l'agriculture.

5° Pour la validité des élections la participation de la moitié des électeurs est nécessaire d'après le projet Lacava.

Les propositions Pozzato et Baccelli se contentent du tiers.

6° Le projet Pozzato déclare exempts de toute taxe de timbre et d'enregistrement les actes émanant de la juridiction prud'hommale, tandis que les deux autres en fixent le montant proportionnellement à l'importance des affaires.

Aucun de ces trois projets qui pourtant présentent un grand intérêt ne fut discuté à la Chambre. Mais le mouvement en faveur de l'institution des prud'hommes agricoles devenant de plus en plus intense dans le pays, le comité permanent du travail fit faire des études à ce sujet ; le Conseil supérieur du travail après un rapport de Cappellani sur le projet Cocco-Ortu, émit le vœu que ce projet fut pris en considération par le Parlement, après diverses modifications qu'il proposait ; nous citerons les principales. Le Conseil émettait le vœu :

1° Que l'initiative pour l'institution des collèges fut étendue aux communes, comices agricoles, ligues de travailleurs, toujours après avis du Comité permanent du Conseil supérieur du travail ;

2° Que la compétence du collège par rapport aux

lieux fut déterminée par la situation du fonds dans lequel le contrat sujet à discussion doit être exécuté ;

3° Que la compétence du collège pour les conflits entre ouvriers et propriétaires, locataires ou régisseurs fut illimitée, tant pour la fonction juridique que pour la fonction conciliatrice ;

4° Que toutes les sentences n'excédant pas 500 fr., fussent rendues en dernier ressort ;

5° Que pour l'élection du président et du vice-président, la présence des $\frac{3}{4}$ des votants et la majorité absolue des membres du collège fut nécessaire ;

6° Que pour l'inscription sur les listes, s'il y a moins de six mois de résidence, on tint compte du domicile et que l'on supprimât les motifs d'inéligibilité ou d'exclusion des listes de nature exclusivement politique ;

7° Que les représentants des propriétaires fussent compris dans les listes de ces derniers ;

8° Qu'en cas de requête unilatérale pour conciliation, le collège invitât l'autre partie à se présenter ;

9° Que les procès-verbaux de conciliation fussent exempts de tout droit ;

10° Que la procédure dans les conflits collectifs fut mieux indiquée (surtout en ce qui concerne le mandat, la représentation en justice, la validité des assemblées, la liberté et sincérité du vote, la notification et l'efficacité des concordats ou sentences arbitrales ;

11° Que, seuls les prud'hommes ouvriers fussent indemnisés et que le montant de l'indemnité ne dépassât pas le montant de la rétribution des heures de travail perdues ;

12° Que la défense de présenter des mémoires écrits fut maintenue sauf pour les conflits collectifs et que les séances en conciliation ne fussent pas publiques ;

13° Que les dépenses de premier établissement des collèges (mobilier et installation des locaux) fussent à la charge des communes : mais qu'au contraire les dépenses de fonctionnement fussent supportées par l'État ;

14° Que tous les collègues fussent obligés de remettre une copie des sentences prononcées à l'office du travail.

Nous verrons que le projet ministériel actuel a tenu en grande partie compte de ces vœux inspirés par l'expérience de la loi de 1893 qui, à cause de certains défauts, n'a pas donné tous les résultats que l'on avait espérés.

§ 2. — VŒUX D'ORGANISATIONS AGRICOLES

Les diverses manifestations pour l'extension de la prud'homie à l'agriculture sont très nombreuses.

Nous citerons d'abord les vœux formulés par le congrès des métayers de Bologne en novembre 1904, par

le congrès des Fédérations des travailleurs de la terre tenu aussi à Bologne le 5 avril 1905, par le congrès des paysans de la Sabine tenu à Rome le 10 décembre 1905, par le 2^e congrès ouvrier piémontais à Turin le 6 septembre 1905, par le 2^e congrès du parti radical à Rome, enfin par la Commission exécutive de la fédération nationale des travailleurs de la terre le 26 août 1906.

Certains vœux indiquent certaines conditions auxquelles une loi devrait répondre.

En avril 1904, l'Union des Chambres de commerce demande que des collèges ne soient créés que là où le besoin s'en fait sentir et les intéressés font la demande, que cette juridiction soit exempte de frais et de complications de procédure, que leur compétence territoriale ne dépasse pas la commune où ils sont établis et au besoin les communes les plus voisines, que les prud'hommes soient élus au suffrage universel des classes intéressées.

Le congrès de l'Association des régisseurs de propriétés de Crémone tenu dans cette ville le 8 juillet 1905 demanda que les contestations dérivant des contrats de louage fussent l'objet d'une loi spéciale.

Le congrès national des travailleurs de la terre à Bologne en mars 1907 demande que dans tous les cas l'institution des prud'hommes agricoles précède les fixations de tarifs de salaires par concordat.

Une réunion de catholiques s'occupant de la ques-

tion agraire, tenue à Milan le 24 avril 1908 émit le vœu que les collègues pussent se prononcer sur les conflits collectifs, même nés à cause de contrats individuels quand la conciliation n'a pas réussi, et que la décision des arbitres prise, les parties dûment appelées, fut rendue obligatoire.

L'Assemblée de Bologne d'avril 1909 émit le vœu qu'on organisât les Conseils de prud'hommes selon les conclusions du Conseil supérieur de Travail, et qu'on leur attribuât la connaissance des conflits collectifs de caractère juridique. Cette institution doit être établie préalablement au vote de toute loi sur le contrat de travail.

Nous allons passer à l'examen du projet de 1909, nous arrêtant surtout aux articles s'occupant spécialement des ouvriers agricoles.

§ 3. — PROJET COCCO-ORTU-ORLANDO

Comme nous l'avons indiqué, ce projet unifie la législation sur les prud'hommes en remaniant la loi de 1893 et en l'étendant aux ouvriers de l'agriculture et du commerce.

On n'a pas cru devoir faire un projet spécial pour l'agriculture, car si dans cette branche de l'activité les contrats de travail sont beaucoup plus complexes que dans l'industrie en général, les questions qui se

posent identiques sont si nombreuses que les différences de détail paraissent insignifiantes.

Le Code civil italien (art. 1, 6, 27, 1103 et suiv. 1124) s'occupe des contrats de travail en général, sans tenir compte de la branche d'activité qu'ils intéressent.

Pour l'interprétation de ces contrats, les juges doivent s'inspirer des usages locaux et de l'équité. Le progrès économique et social tend à assurer l'égalité juridique entre ceux qui ne possèdent que leurs bras et vivent de leur travail, et ceux qui les emploient. Jugeant d'après les usages et l'équité, il est évident qu'il sera tenu compte, dans tous les cas, du progrès économique et social.

On aurait pu faire des objections à l'extension des prud'hommes à l'agriculture, si dans le projet que nous étudions, on avait confondu le contrat de travail proprement dit avec certains contrats agricoles typiques, dont s'occupe le Code civil.

Mais ce n'est pas le cas. L'article 1 attribue, il est vrai, à la compétence des prud'hommes les contestations entre propriétaires et régisseurs, d'une part, et petits locataires ou colons d'autre part, mais seulement à condition que ces derniers n'emploient d'autre main-d'œuvre que celle de leur famille, ou qu'en tout cas la main-d'œuvre étrangère, employée par eux, ne dépasse pas celle qu'ils fournissent eux-mêmes. Dans ces conditions le contrat de louage ou de colo-

nie se rapproche de très près du contrat de travail, pour qu'il soit utile de le faire bénéficier d'une juridiction de faveur.

Le projet comporte aussi l'obligation de créer des collèges partout où ils seront jugés nécessaires ; et divers articles indiquent les conditions requises pour qu'un collège soit institué, fixant des circonscriptions plus ou moins larges suivant les cas (art. 3 et 4).

L'article 3 dit que des collèges pourront être institués dans chaque commune pour l'agriculture, ce qui s'explique vu le nombre d'ouvriers agricoles en Italie. Cependant il peut arriver que dans une commune déterminée leur nombre soit peu important, dans ce cas la compétence d'un collège pourra s'étendre à quelques communes voisines. La limite maximum d'étendue d'une circonscription sera l'arrondissement (art. 5).

Le projet (art. 33) soustrait à la compétence des juges ordinaires toutes les contestations de la compétence des collèges de prud'hommes là où il en existe un, ce qui oblige par conséquent les parties à s'y adresser, et en outre rend leur compétence illimitée quant à la valeur et prononce l'irrévocabilité de leurs sentences qui ne seront pas susceptibles d'appel.

Pour justifier la suppression de toute limite de compétence quant à la valeur il faut se rendre compte que les collèges sont institués, pour soumettre les contestations à propos du contrat de travail à des

personnes qui connaissent la partie, et que par conséquent la valeur du différend importe peu pour le principe.

Au point de vue des contrats collectifs surtout il était difficile de fixer une limite de valeur.

Pour ce qui est de la suppression de l'appel, elle se justifie par les formes particulières de la juridiction prud'hommale qui se réfère bien plus aux usages, aux conditions de fait et à l'équité qu'à des questions de droit pur.

Les magistrats ordinaires seraient obligés pour reviser les sentences de recommencer à fond le procès, et une partie des avantages de la nouvelle institution seraient perdus toutes les fois que le plaideur condamné voudrait faire appel.

On avait bien proposé la création de collèges d'appel, mais leur composition ne différerait guère des autres comme compétence et valeur des membres, et le projet ne s'est pas occupé de ce cas.

Il faut évidemment distinguer l'appel du recours pour incompétence ou excès de pouvoir qui reste toujours possible.

Le caractère fondamental du projet est d'avoir fait entrer d'une façon très explicite dans le cercle de la juridiction des prud'hommes les conflits collectifs relatifs au contrat de travail et aux accords pour les tarifs.

L'article 12 de la loi du 15 juin 1893 ne faisait pas

la distinction entre conflits économiques et conflits d'ordre juridique. Le projet que nous étudions est plus explicite. L'article 1^{er} attribue aux prud'hommes la compétence pour les contestations au sujet de l'interprétation, l'exécution ou la résolution d'un contrat de travail ou d'un concordat. Ces contestations impliquent l'existence préalable de contrats. Ainsi un conflit purement économique qui entraînerait une grève pour l'obtention de conditions meilleures ne serait du ressort des prud'hommes que pour les effets déjà produits aux termes de l'ancien contrat, mais non pour les demandes nouvelles des ouvriers.

Un prud'homme ouvrier sera très capable de juger si par exemple, une grève peut être considérée comme légitime, de telle sorte qu'un patron doive la supporter sans avoir à demander les dommages-intérêts, ni à l'invoquer comme motif pour licencier ses ouvriers. Mais ce même prud'homme sera peu qualifié pour mesurer jusqu'à quel point une industrie peut supporter un supplément de salaires, et peser les éléments si divers qui influent sur le marché du travail.

Les articles 30, 38, 44 et 54 contiennent diverses prescriptions de détail à ce sujet. Citons pourtant l'article 38 qui n'étend les effets d'une sentence prononcée au sujet d'un conflit collectif qu'à ceux qui sont intervenus au procès. Les jugements n'ont eu effet qu'entre les parties, ce qui est logique. D'ailleurs l'article 44 qui donne le pouvoir aux collèges

de mettre en cause tous les intéressés permet d'arriver indirectement à un résultat semblable à celui que défend l'article 38.

Il a fallu aussi faire en sorte que le collège puisse se constituer, et l'article 26 charge le président du tribunal civil de nommer les membres du collège en cas de désertion des urnes.

Pour assurer le fonctionnement de l'institution l'article 12 prescrit des amendes contre les élus qui refuseraient sans motif de siéger, une indemnité est prévue dans le cas où des déplacements seraient nécessaires (art. 14), des peines pécuniaires sont établies contre les employeurs qui refuseraient à leurs ouvriers le temps nécessaire pour aller siéger (art. 5).

Le président et le vice-président seront élus par les membres du collège, de façon à avoir la confiance de ces derniers (art. 8).

Le projet ne divise pas les collèges en deux sections : de conciliation et de jugement comme le fait la loi actuelle, et cela dans un but de simplification. D'ailleurs les avantages de l'ancienne organisation seront conservés. Le temps qui s'écoule entre l'essai de conciliation et le jugement permet souvent aux parties de réfléchir et de s'arranger à l'amiable, aussi l'article 42 exige-t-il le renvoi de l'affaire à une autre audience en cas d'insuccès des préliminaires de conciliation. La simplicité et la facilité des accommodements qu'assure la non-publicité des séances est

maintenue (art. 34) pour la conciliation devant le collège unifié (1).

Pour que le juge ne soit pas influencé par le refus d'une des parties à accepter les offres de conciliation une première tentative d'arrangement aura toujours lieu devant le président (art. 41).

Des taxes légères seront prélevées qui, avec le produit des amendes, permettront d'alléger la charge des autorités devant supporter les frais d'établissement et de fonctionnement des collèges. Elles ne seront pas un obstacle pour les parties, et elles éviteront que les autorités ne créent des empêchements à la formation des collèges pour éviter les dépenses qui en résulteraient.

Les dépenses pour « les collèges agricoles » seront à la charge des communes.

Les articles 11, 18 et 22 s'occupent des conflits qui pourraient s'élever dans les communes où il se produit des courants migratoires entre travailleurs locaux et travailleurs de passage, ou entre ces derniers et les propriétaires.

La loi du 16 juin 1907 sur les rizières, surtout après la modification de 1910, prévoit déjà le cas, et le projet actuel tend tout simplement à étendre à toutes les régions les règles édictées par le législateur

1. 365 conciliations en 1906, 386 en 1907, 518 en 1908. *Rapport parlementaire sur le projet de loi*, p. 27.

en faveur des émigrants pour les divers travaux de la culture du riz (voir page 101).

Les émigrants éliront eux aussi des délégués et le président les appellera à siéger toutes les fois que le collège aura à s'occuper de conflit entre ouvriers de passage et propriétaires ou ouvriers locaux.

Nous venons ainsi de voir les principes généraux dont s'inspire ce projet — sera-t-il le dernier — ou bien des modifications seront-elles nécessaires ?

La lenteur des travaux parlementaires explique seule que cette réforme réclamée par les intéressés et, en suspens devant le Parlement depuis plus de vingt ans, soit encore à l'état de projet.

Et pourtant depuis les premières propositions les contrats écrits individuels et surtout collectifs sont devenus d'un usage bien plus répandu.

Il est donc plus que jamais nécessaire qu'une juridiction simple, peu compliquée et peu coûteuse, soit établie pour juger les différends auxquels ces contrats ne peuvent manquer de donner lieu.

CHAPITRE III

Les accidents du travail dans l'agriculture

§ 1. — LA LOI ACTUELLE. SON APPLICATION PARTIELLE A L'AGRICULTURE

L'Italie possède, ainsi que la plupart des pays civilisés, une loi sur les accidents du travail. Elle fut promulguée le 17 mars 1898 après de nombreux travaux législatifs dont l'origine remonte à 1879. Elle ne protégeait pas tous les travailleurs, mais ceux-là seulement qui étaient employés aux industries les plus périlleuses que le texte de la loi désignait.

Or, il est bien évident que la théorie du risque professionnel dont s'était inspiré le législateur ne comporte pas de distinction entre les travailleurs. Chaque industrie doit supporter la charge des accidents dont elle est la cause, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper si la faute incombe au patron ou à l'ouvrier.

La loi de 1898 dans ces conditions ne pouvait être qu'« un premier pas » (1) non une solution. Un pro-

1. C'est ce qu'affirmait M. Guicciardini à la Chambre des députés

grès fut accompli avec la loi du 9 juin 1903 qui étendit la protection à de nouvelles industries dont quelques-unes étaient agricoles ou dérivées de l'agriculture.

Les deux lois précédentes ont été fondues en un texte unique portant la date du 31 janvier 1904. Nous examinerons les dispositions en faveur des travailleurs agricoles qu'il renferme. Les travaux ruraux considérés sont ceux qui impliquent les plus graves dangers soit par leur nature seule, soit par leur nature jointe au fait que plus de cinq ouvriers sont employés à les accomplir, soit parce qu'ils sont effectués au moyen de machines.

L'obligation de l'assurance s'applique aux ouvriers agricoles lorsqu'ils sont employés :

1° En nombre supérieur à cinq, à des travaux de bonification hydraulique, à des travaux de défense contre les éboulements et d'aménagement des bassins montagneux, à des entreprises concernant l'abatage ou les tailles des arbres dans les forêts et leur transport jusqu'aux lieux ordinaires de dépôt sur les rives des fleuves et des torrents, ou dans le voisinage des routes carrossables et leur décharge des lieux de dépôt dans les fleuves et les torrents (art. 1^{er}, n° 2).

en 1906 : *Atti del Consiglio superiore del lavoro*, février 1910. Rapport de M. Agnelli, p. 258.

2° En nombre supérieur à cinq dans des ateliers industriels : moulins à huile, caves, établissements vinicoles et autres similaires dans lesquels on emploie des machines qui ne sont pas mues directement par l'ouvrier qui en fait usage (art. 1^{er} n° 3).

3° A prêter service, sans tenir compte de leur nombre, auprès de machines mises en mouvement par des agents inanimés ou auprès de leurs moteurs, lorsque les machines sont destinées à des travaux agricoles (art. 1^{er}, n° 4).

4° A prêter service auprès des canons et autres appareils paragrêle (art. 1^{er}, n° 5).

Il est facile de se rendre compte que le plus grand nombre des ouvriers agricoles se trouve en dehors de la tutelle de la loi.

En effet, d'une part, l'usage des machines est assez restreint en agriculture, d'autre part, dans les travaux à ciel ouvert comme le sont en général les travaux agricoles, l'usage des machines d'après le droit en vigueur n'entraîne pas l'obligation de l'assurance si ce n'est lorsqu'elles sont mues par des forces inanimées et toujours limitativement aux ouvriers qui les emploient.

La jurisprudence tend d'ailleurs à donner une interprétation très large au texte. Le tribunal de Rome (28 mars 1906) comprend dans l'expression « ouvriers employés auprès de machines ou de leurs moteurs » tous les ouvriers s'occupant de la machine :

ouvriers techniques, manœuvres, chauffeurs, conducteurs, etc. (1).

Des lois postérieures ont étendu le domaine d'application de la loi sur les accidents à des cas particuliers : on peut citer la loi du 2 novembre 1901 sur la malaria. Elle dispose qu'en cas de mort pour cause de fièvres paludéennes dues au manque de distribution de quinine, il y aura lieu à une indemnité dans la mesure établie par la loi sur les accidents du 31 janvier 1904.

De même l'article 24 de la loi du 16 juin 1907 sur (1) les rizières alloue aux héritiers de l'ouvrier en cas de mort de celui-ci, quelle qu'en soit la cause, une indemnité dont le montant s'élève à quinze jours de travail.

On pourrait soutenir que le nombre d'ouvriers protégés est destiné à s'accroître de plus en plus, l'usage des machines agricoles tendant à se généraliser (2).

Remarquons toutefois que cette extension est limitée, le travail manuel aura toujours la prééminence dans l'agriculture et d'autre part pour que les ou-

1. Agnelli. Rapport, p. 259. La Cour d'appel de Bologne (15 mai 1906) donne une interprétation semblable.

1. Voir le chapitre sur la malaria.

2. Selon le député Carcano, on a acheté en Italie pour 3.000.000 de francs de machines en 1898, 8.900.000 francs en 1903, 13.000.000 en 1905, 16.300.000 francs en 1907. Agnelli, 260.

vriers bénéficient de la protection il faut que les machines soient mues par des moteurs inanimés.

N'oublions pas aussi que l'inspection du travail ne s'étend pas à l'agriculture, ce qui rend difficile le contrôle de la loi.

Ainsi, d'après la législation actuelle, seule une minorité de travailleurs agricoles est protégée, or, cette anomalie ne s'explique par aucune raison de principe. Le risque professionnel existe pour toutes les classes de travailleurs. Des accidents peuvent toujours se produire dans des cas fortuits que toutes les mesures de prudence ou de prévoyance ne peuvent conjurer. Il importe de secourir les victimes de ces événements imprévus. Or, un très grand nombre de ces victimes éventuelles ne sont pas protégées. La loi ne s'applique qu'à une minorité; d'après le recensement de 1901 en effet il y a en Italie 9.611.003 personnes qui vivent de l'agriculture, 3.860.495 qui vivent de l'industrie et 1.196.744 qui s'adonnent aux professions libérales et au commerce (1).

Les ouvriers agricoles travaillent généralement isolés, et rarement par groupes supérieurs à cinq, ce qui restreint encore le domaine d'application de la loi.

Il existe en Italie un mouvement en faveur de l'ex-

1. Agnelli, Rapport, p. 263. Bourgin, *op. cit.*, p. 49. Cette population agricole tend à s'accroître.

tension de la loi à l'agriculture. Nous allons étudier ce mouvement ainsi que les projets de loi auxquels il a abouti. Mais donnons auparavant les motifs qui militent en faveur de l'extension.

§ 2. -- RAISONS EN FAVEUR DE L'EXTENSION
A L'AGRICULTURE DE LA LOI
SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les mêmes raisons qui ont justifié la sanction par le législateur de la théorie du risque professionnel en faveur des ouvriers de l'industrie sont valables, lorsqu'il s'agit des ouvriers agricoles. Entre les deux catégories de travailleurs, il n'existe pas de différence intrinsèque, sinon qu'en général le sort des travailleurs de la terre est plus misérable que celui des ouvriers de l'industrie. Aussi la migration des paysans vers la ville devenue un danger dans la plupart des pays européens tend à s'étendre en Italie. Tant que le travailleur des champs restera dans une situation inférieure à celle de l'ouvrier des villes, tant qu'il demeurera exposé sans défense à des risques contre lesquels ce dernier est protégé, il ira chercher dans l'industrie ou le commerce, la sécurité qu'il ne trouve pas à la campagne. Toutes les mesures de prévoyance, qui peuvent améliorer sa situation et le retenir aux champs profiteront non seu-

lement à l'agriculture, mais au pays tout entier.

Les raisons que donnent les adversaires de l'intervention de l'État au sujet des accidents agricoles n'ont pas d'ailleurs beaucoup de valeur. Ils affirment que les accidents sont peu nombreux en agriculture, au moins là où l'usage des machines est peu répandu. Or, les statistiques prouvent la contraire. Les accidents agricoles dus aux machines sont très rares et tendent même à diminuer (1). Même dans l'industrie la plupart des accidents proviennent, non de l'outillage mécanique, mais de causes générales ou extra-industrielles, comme la manutention de charges à la main ou par brouettes, les chutes du haut d'endroits élevés ou dans des excavations, l'emploi d'outils, etc. (2).

1. En Allemagne les accidents provoqués par l'élevage ou l'emploi des animaux représentent dans toutes les régions une proportion considérable de l'ensemble des accidents indemnisés. La moyenne est de 56,48 %. Viennent ensuite les chutes, les charrois, les ruptures, éboulements, chutes ou renversement d'objet, les accidents dus aux machines sont encore plus nombreux. Voici, du reste, la proportion résultant des statistiques : machines : 1891, 13,58, 1901 ; 9,85 ; 1904, 7,7 ; autres cas : 1891, 86,42 ; 1901, 90,45 ; 1904, 92,3. D'après Eduard Fuster. *Les accidents du travail agricole et l'expérience allemande*, cité par Capitant. *Les accidents du travail dans l'agriculture*, p. 15.

2. Consulter la statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes par M. Ed. Fuster. *Recueil de documents sur les accidents du travail, réunis par le ministère du Travail*. D'après cet auteur, en Autriche, les accidents de caractère général, c'est-à-dire qui

L'agriculture présente des risques très spéciaux à cause de l'élevage du bétail et des risques d'insolation.

Si, d'ailleurs, le risque était si limité, la charge incombant à l'agriculture serait insignifiante, ce qui justifierait pleinement la protection des victimes.

On a pu dire aussi que le contrat de travail agricole est plus varié, plus compliqué, plus difficile à régler que le contrat de salaire urbain. Souvent il n'y a pas un simple rapport de salaire, il s'y ajoute des formes de coparticipation. Les travaux ne sont pas continus. Tel qui travaille aujourd'hui pour son propre compte s'emploiera demain chez un tiers. Les salaires varient avec la saison. Il y a des travailleurs à l'année, d'autres à la journée, des ouvriers locaux et des ouvriers de passage, il y a même des « volontaires » s'aidant mutuellement aux époques de presse. Il faut tenir compte aussi des petits fermiers ayant un léger capital et quelques animaux de ferme.

Ce n'est pas là un obstacle insurmontable. La loi en vigueur prévoit les salaires à la tâche et les rémunérations en nature (art. 13 règlement 31 mars 1904). En tout cas on peut établir des règles spéciales pour les différents cas.

ne s'expliquent pas par les chaudières, les moteurs, les transmissions ou les machines outils, ont été au nombre de 50.218. Les chaudières, moteurs, etc., ont occasionné 19.878 accidents. (Voir Capitant, *op. cit.*, p. 4.)

C'est ce que la loi de 1904 (art. 24 et 25) fait pour les gens de mer qui peuvent être victimes d'accidents dans des régions lointaines et qui, au moins pour la pêche, participent au produit.

Nous pourrions citer d'autres cas de ce genre que prévoit la loi de 1904.

L'objection n'aurait de valeur que contre un projet qui aurait pour but d'étendre purement et simplement la loi du 31 janvier 1904 aux travailleurs agricoles, ce qui n'est pas le cas, les différentes propositions tiennent compte des conditions spéciales de l'agriculture.

La difficulté de faire la preuve des accidents a semblé un obstacle au projet, l'ouvrier agricole travaille en général isolé et il ne sera pas toujours commode de préciser les circonstances d'un accident. L'objection est sérieuse, mais la loi proposée peut étudier les précautions à prendre pour empêcher les dissimulations.

La principale raison des adversaires du projet, celle que tous n'avouent pas, mais qui les fait tous agir, c'est le coût de l'assurance qui, pensent-ils, sera ruineux pour l'agriculture. Cette objection est en contradiction avec la première que nous avons examinée. Si le risque est peu important, la dépense ne peut être élevée. D'autre part, n'est-il pas juste que toute industrie supporte les conséquences des accidents dont elle est la cause, et n'en laisse pas la charge à

l'assistance publique ou privée ? Puis, la condition des ouvriers agricoles s'améliorant, la terre trouvera plus facilement les bras qu'en certaines régions de l'Italie l'émigration lui enlève.

Enfin l'argument est réfuté d'une façon éclatante par les expériences qui ont été tentées et ont donné d'excellents résultats comme nous le verrons au paragraphe suivant.

D'ailleurs plusieurs pays étrangers ont des lois en faveur des travailleurs agricoles victimes d'accidents. C'est le cas de l'Allemagne, de l'Angleterre, du Danemark, de la Belgique, du Queensland, de la Nouvelle-Zélande (1). Dans d'autres pays (France-Luxembourg-Hollande) des projets sont à l'étude.

Or, dans aucun de ces pays, l'agriculture n'a une importance aussi grande qu'en Italie. Une loi s'impose donc, divers efforts ont abouti au projet Luzzati du 5 décembre 1910, que nous examinerons en détail après avoir rapidement examiné les précédents législatifs et sociaux.

§ 3. — QUELQUES PRÉCÉDENTS LÉGISLATIFS ET SOCIAUX

La question de l'assurance obligatoire s'est posée plus d'une fois devant le Parlement italien. Tou-

1. V. Capitani. *Les accidents du travail dans l'agriculture* (p. 20 à 33) qui fait une brève étude de ces lois.

jours jusqu'ici ce dernier s'est borné à s'occuper des travailleurs de l'industrie, comme si la vie, la santé des paysans n'étaient pas aussi sacrées que celles de l'ouvrier des villes.

Déjà au moment de la discussion des modifications de la loi du 17 mars 1896 sur les accidents du travail qui eut lieu à la Chambre des députés en avril 1902, le député Ferraris faisait observer que le rapporteur M. Gianolio ne s'occupait que des ouvriers de l'industrie oubliant les agriculteurs, M. Ferraris demandait que le bénéfice de la loi fut étendu aux travailleurs locaux, à l'exclusion des émigrants de passage, demande qui d'ailleurs fut repoussée (1).

L'extension pure et simple de la loi sur les accidents aux travailleurs agricoles ne peut d'ailleurs guère trouver de défenseurs. Les conditions de l'agriculture sont trop différentes de celles de l'industrie pour que des dispositions communes puissent être adoptées dans tous les cas.

C'est ce que comprit le Sénateur Conti qui a fait de l'assurance obligatoire contre les accidents du travail agricole l'objet spécial de ses études, et a, le premier en Italie, envisagé le problème d'une façon pratique dans sa proposition de loi du 31 janvier 1907 qui, d'ailleurs, si elle fut âprement discutée, ne fut pas votée.

1. *Atti del consiglio superiore del lavoro* février 1910, p. 352.

Mais la question ainsi posée devant le Parlement l'était aussi devant l'opinion. Le projet Conti fut vivement commenté par la presse et au sein d'associations agricoles. En juillet 1907, la Société des agriculteurs italiens invita les principales associations agricoles du royaume à manifester leur opinion sur le sujet. Les réponses permirent de constater qu'en principe l'utilité de la loi était reconnue. Puis le directeur du Consortium agricole de Gênes, M. Ugo Mazza, chargé de faire un rapport au Comité permanent du travail sur le thème de l'assurance obligatoire contre les accidents agricoles, interrogea tous les comices agricoles du royaume qui sont considérés comme les représentants officiels de l'agriculture. La plupart furent favorables à l'assurance obligatoire et quelques-uns commencèrent dans ce but une utile propagande (1).

Des modifications furent apportées ; le sénateur Conti qui avait eu surtout en vue de faire triompher le principe de la loi s'inspira de ces modifications pour présenter de nouveau son projet légèrement remanié dans la séance du 30 mars 1909 (2).

Certains patrons et fermiers avaient prévenu l'œuvre du législateur en organisant l'assurance en faveur de leurs ouvriers.

1. Rapport Mazza, p. 354.

2. Rapport de Mazza (Atti, etc., février 1910, p. 35).

En 1901 fut constituée l'Association des agriculteurs de Verceil, qui créa en 1902 une caisse mutuelle d'Assurances dans le but de donner une indemnité aux victimes d'accidents survenus au cours du travail agricole, quelle qu'en soit la forme. Les primes sont payées proportionnellement à l'étendue des terres sans tenir compte du nombre d'ouvriers. En 1907, les associés assurant leurs paysans étaient au nombre de 467 pour une superficie de 64.833 hectares. La prime annuelle s'élevait à 6.525 par hectare.

En décembre 1908 fut organisée sur le même modèle la « caisse mutuelle des fonds ruraux en Toscane pour l'assurance des exploitations agricoles contre les accidents du travail » dont le siège est à Florence. Suivant l'exemple des deux précédentes, des caisses d'assurance ont été fondées à Milan, à Turin et à Bologne (1).

Le Comité permanent du travail s'occupa de la question dans ses séances des 5, 6, 7 décembre 1908. Et après un premier examen, il affirmait, d'après un rapport spécial de M. le Conseiller Mazza, que l'on devait arriver à l'assurance obligatoire des accidents agricoles au moyen de règles contenues dans une loi spéciale. Il chargeait en outre l'Office National du travail de présenter, dans le plus bref délai, au Comité lui-

1. *Bulletin du bureau des institutions économiques et sociales de l'Institut international d'agriculture de Rome*, février 1911, p. 159.

même, les éléments pour élaborer des propositions à ce sujet. L'Office confiait alors à M. Agnelli le soin de les recueillir et de les exposer dans un rapport spécial, qui fut publié dans les actes du Conseil Supérieur du travail, du 24 février 1910.

Enfin le 5 décembre 1910, M. Luzzatti, président du Conseil des ministres, tenant compte des conclusions de l'Office National du travail et des initiatives du Sénateur Conti, présenta au Sénat un nouveau projet de loi dont nous allons résumer les principaux points et faire ressortir les principes essentiels (1).

§ 4. — ÉTUDE DU PROJET DE LOI LUZZATTI

1° *Limites d'application de la loi*

Les dispositions de la loi en vigueur continueront à être appliquées aux ouvriers agricoles qui en bénéficient déjà. Il ne serait pas juste, en effet, d'enlever à une classe d'ouvriers des bénéfices qui leur ont été concédés par une loi existant déjà depuis longtemps, pour les faire passer sous le régime d'une loi moins avantageuse pour eux.

Il s'agit maintenant de déterminer les travailleurs

1. Le texte du projet a été publié dans le *Bulletin des institutions éc. et soc. de l'Inst. intern. d'agr. de Rome*, de mars 1911.

que protégera la nouvelle loi. Or tous les travaux agricoles, même ceux qui paraissent le plus inoffensifs donnent lieu à des accidents. Il n'y a donc lieu de faire aucune distinction. Aussi le projet de loi s'applique en général à tous les ouvriers employés, en nombre quelconque, dans l'agriculture et la sylviculture, entendues dans le sens le plus large de l'expression, c'est-à-dire, comprenant non seulement la culture de la terre et des forêts, mais toutes les opérations de préparation, de conservation, de transformation et de transport des produits agricoles, soit toutes les industries connexes ou qui se trouvent sous la dépendance économique de l'exercice d'une exploitation agricole ou forestière, telles que le battage du grain, la fabrication du vin, la manipulation des fruits, la fabrication des produits du lait, l'apiculture, la sériciculture et autres similaires (art. 1^{er}).

Le propriétaire, qui cultive ordinairement lui-même son propre fonds, seul ou avec les membres de sa famille, n'est pas tenu de s'assurer (art. 3).

Cela s'explique par plusieurs raisons : difficultés d'application, charge trop lourde pour cette catégorie d'agriculteurs, assimilation à la loi de 1904 sur les accidents du travail qui ne s'applique pas aux petits patrons (1).

1. En obligeant les petits propriétaires à s'assurer, la loi aurait édicté en leur faveur une mesure de prévoyance obligatoire. Dans

Est considéré comme ouvrier : quiconque d'une façon permanente ou temporaire, avec un salaire fixe ou à forfait, avec participation aux bénéfices ou au produit, ou même sans rémunération (2), est employé à des travaux agricoles ou forestiers ; quiconque, dans les mêmes conditions, même sans participer matériellement au travail, surveille les travaux des autres, pourvu que son salaire fixe ne soit pas supérieur à 7 livres par jour.

La future loi ne sera pas appliquée à ceux qui auront moins de 9 ans ou plus de 70 ans accomplis. On a trouvé que les risques d'accidents, pour les ouvriers trop jeunes ou trop vieux, dépendent bien davantage de leurs conditions physiques naturelles que du travail qu'ils exécutent.

2^o *Accidents indemnissables*

La loi en vigueur sur les accidents des ouvriers dans les industries admet le droit à l'indemnité dans

les pays où le régime de la responsabilité existe et non celui de l'assurance la question ne se pose pas.

Les statuts de la Mutuelle de Vercueil (art. 8) prévoient le cas, plus d'une société d'assurances-accidents admet l'assurance du propriétaire lui-même. Nous pouvons citer : la Caisse nationale, l'Anonyme, l'Assurance Italienne, la Mutuelle-Accidents. Rapport Agnelli, p. 286.

2. Souvent aux moments de presse les divers propriétaires s'aident mutuellement en échangeant des journées de travail

les cas de mort, d'incapacité permanente absolue et partielle, d'incapacité temporaire absolue et partielle d'une durée supérieure à cinq jours.

La même protection semblerait devoir être due aux travailleurs des champs. On a reculé devant la dépense qu'entraînerait une si large extension de l'assurance et l'incapacité temporaire a été exclue de la loi future. Des études d'ailleurs sont faites pour organiser l'assurance en cas de maladie, on y comprendrait alors les accidents entraînant des incapacités temporaires dont la loi ne s'occupe pas. La constatation et la preuve des petits accidents, sont d'ailleurs très difficiles quand il s'agit de l'agriculture. Les simulations sont faciles et les soins du médecin généralement éloignés entraînent des frais élevés. C'est pour une raison semblable que les accidents même créant une diminution de l'intégrité anatomique ou fonctionnelle, ne donneraient droit à aucune indemnité s'il ne s'ensuivait aucun dommage économique effectif. D'après l'article 95 du règlement exécutif de la loi sur les ouvriers industriels, l'indemnité en cas d'incapacité permanente n'est pas due si les blessures n'ont pas entraîné une diminution de capacité du travail de plus de 20 %.

L'article 7 du projet, s'inspirant des principes que nous venons d'exposer, est ainsi conçu : « L'assurance doit être faite pour tous les cas de blessures provenant d'accident produit par une cause violente à l'oc-

casion du travail et qui aient pour conséquence la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle, cette dernière d'un degré supérieur à 20 % ». »

3° *Mesure des indemnités*

La mesure des indemnités pour les accidents industriels est déterminée sur la base du salaire quotidien perçu au moment de l'accident (art. 9). Ce système permet une équitable réparation du dommage ; malheureusement il semble difficile de l'appliquer à l'agriculture. La variété des formes de contrat entre propriétaires et paysans ne permet pas d'établir même approximativement le montant du salaire journalier ; d'ailleurs en agriculture, le salaire varie avec les saisons, et est payé souvent, partiellement au moins en nature, avec participation au produit.

S'il fallait indemniser la victime de l'accident, en se basant sur le salaire au moment de l'événement, toute une comptabilité serait nécessaire pour l'établissement des primes à verser à l'institut assureur. Cette comptabilité, à laquelle les industriels sont tenus, serait difficile à établir dans les conditions variables où s'accomplit le travail agricole.

C'est pourquoi le projet Luzzati, de même que celui de M. Conti, a admis le principe des indemnités fixes variant seulement avec l'âge et le sexe.

Les indemnités proposées sont les suivantes (art. 11).

A) En cas de mort :

Si la victime de l'accident est un ouvrier adulte, un capital de 2.000 francs ; 1.000 francs si c'est une ouvrière adulte et 500 francs si c'est un enfant.

Sont considérés comme adultes les ouvriers de l'un et l'autre sexe au-dessus de 15 ans ; les autres, âgés de 9 à 15 ans accomplis sont considérés comme des enfants.

B) En cas d'incapacité permanente absolue : un capital de 2.500 francs si la victime est un ouvrier adulte, 1.200 si c'est une ouvrière adulte ou un enfant de l'un et l'autre sexe.

C) En cas d'incapacité permanente partielle, l'indemnité sera celle établie pour l'incapacité permanente absolue réduite dans la même proportion que la capacité de travail.

Si la victime est une femme veuve à la tête de la famille, l'indemnité sera payée dans la même mesure que s'il s'agissait d'un ouvrier adulte.

4° Charge de l'assurance

La loi doit nécessairement désigner, ne serait-ce que pour assurer l'accomplissement de ses prescriptions, les personnes sur qui retomberont les dépenses nécessaires. Cette désignation a plutôt une importance juridique qu'économique ; par incidence la

charge sera supportée par ceux sur qui normalement elle devrait peser.

Le projet (art. 9) met les frais de l'assurance entièrement à la charge du propriétaire ou de l'emphytéote qui exploite le fonds directement pour son propre compte ; entièrement à la charge du locataire, lorsque la location a pour objet des terrains relativement étendus et qu'elle est effectuée par une personne qui se consacre, à l'aide de capitaux lui appartenant ou dont elle dispose, à la culture de ces terrains avec des ouvriers engagés et payés par elle, et avec l'intention de tirer du fonds un bénéfice en rapport avec le capital qu'elle y a employé, lorsque le locataire présente « les caractéristiques juridiques et économiques de l'entrepreneur ». Au contraire, pour les fonds en métayage, en colonie partiaire ou similaires, la charge doit être supportée pour $\frac{3}{5}$ par celui qui les a concédés en métayage ou en colonie partiaire, et pour $\frac{2}{5}$ par le métayer ou le colon ; ces mêmes proportions s'appliquent également au cas de fonds donnés en location, lorsque le locataire cultive lui-même le fonds loué, ordinairement seul ou avec l'aide de sa famille, et occasionnellement seulement avec d'autres personnes.

La charge approximative de l'assurance pour neuf millions d'assurés, s'élèvera d'après des calculs assez

compliqués des professeurs Tullio Bagni et Ezio Beggi (1) à 12.600.000 francs.

D'après les recherches du bureau de statistique agricole, le sacrifice demandé aux propriétaires italiens serait bien inférieur à 1 % de leur revenu net, peut-être 0,50 % (2).

5° Organisation de l'assurance

Les personnes tenues de s'assurer auront le choix de l'institut assureur, et pourront même former des sociétés ou caisses d'assurance mutuelle comme celles que nous avons citées plus haut (p. 14). On a pris des mesures pour que les nouvelles institutions qui seront créées offrent des garanties de vitalité et de solvabilité. On a proposé de prendre comme critérium de leur importance, l'étendue du terrain possédé par les sociétaires et compris dans l'assurance. Ces caisses pourront prendre à leur charge l'assurance des ouvriers agricoles bénéficiant de la loi sur les accidents, fixer des indemnités plus élevées que le minimum indiqué par la loi, donner des secours en cas d'incapacité temporaire. Sur ce dernier point, la loi exige beaucoup de prudence ; elle considère cette assurance comme une expérience qu'elle veut

1. *Atti del Consiglio superiore del lavoro*, p. 346.

2. *Bulletin des institutions économiques et sociales*, p. 167.

encourager en accordant des subsides à ceux qui la tenteront (art. 38).

Les institutions d'assurance seront libres de déterminer la prime selon les règles qui répondront le mieux aux conditions des exploitations agricoles.

La prime devra en règle générale être basée sur l'étendue du terrain et non sur le nombre d'ouvriers employés à un moment donné. Cela s'explique par raison de simplification, une comptabilité compliquée n'étant guère pratique en agriculture. Les indemnités étant à sommes fixes, c'est la quantité de risques qu'une exploitation peut occasionner, et non la qualité et la quantité de la main-d'œuvre qu'il faut considérer.

C'est d'ailleurs le système pratiqué par la caisse mutuelle de Verceil et les autres institutions similaires.

Ce projet a rencontré en Italie auprès des agriculteurs l'accueil le plus favorable. Évidemment le problème n'est pas absolument solutionné. Même en Italie on ne vit pas de ses rentes avec un capital de 2.500 francs, mais les lois sociales ne peuvent pas toujours supprimer en une seule fois les causes de malaise économique ; du moins chaque effort dans ce sens est autant de gagné pour l'humanité, c'est une étape de plus dans la voie du progrès, un encouragement à rechercher mieux.

CONCLUSION

Ainsi que nous l'avons constaté plus d'une fois dans les pages qui précèdent, la condition matérielle du paysan italien, s'est sensiblement améliorée depuis une dizaine d'années.

Mais il faut bien le reconnaître, l'action de l'État est pour une part bien faible dans ce progrès.

Si la triste situation des classes rurales lui était depuis longtemps connue, il n'avait rien fait pour y porter remède.

Il s'était contenté d'organiser l'assistance publique et sanitaire, d'une façon d'ailleurs très remarquable, mais c'était là un moyen de soulager la misère, non d'en faire disparaître les causes principales.

Il est vrai que le gouvernement avait d'autres ambitions. Son désir d'élever l'Italie au niveau des autres grandes puissances européennes, les dépenses militaires qu'il s'était imposées par son entrée dans la Triplice, l'aventure coloniale qui se termina d'une façon si désastreuse à Adoua, lui avaient fait négliger les réformes sociales.

Les premiers mouvements ouvriers furent noyés

dans le sang. Cependant, malgré la dureté de la répression, le prolétariat agricole continua à s'organiser en particulier dans l'Italie du Nord.

De nombreuses lignes de travailleurs se formèrent, et par leur action, que des ministres libéraux alors au pouvoir ne cherchèrent plus à entraver, aboutirent à des augmentations importantes des salaires, qui ont plus que doublé en dix ans.

Dans aucun pays on a constaté des grèves agricoles plus nombreuses qu'en Italie, et la plupart ont abouti. On n'en compte que 24,84 % qui aient été défavorables aux ouvriers.

L'État n'a donc contribué en rien à l'augmentation des salaires, à moins qu'on ne considère sa neutralité comme une marque de bienveillance, et qu'on ne veuille lui savoir gré de ne pas avoir empêché ce résultat d'être atteint, en réprimant par la force tout mouvement ouvrier.

L'augmentation des salaires n'est pas le seul but à atteindre, la limitation des heures de travail, les conditions d'hygiène dans lesquelles il s'accomplit intéressent au plus haut point la classe ouvrière.

Au point de vue de l'hygiène sociale, nous avons constaté les résultats remarquables obtenus par les lois sur la malaria, les efforts louables faits par le législateur pour combattre la pellagre, pour assurer l'hygiène des habitations, et surtout pour protéger les travailleurs employés à la riziculture.

En ce qui concerne la limitation des heures de travail et le repos hebdomadaire il n'existe ni lois, ni projets de lois, sauf cependant pour les ouvriers des rizières, en faveur de qui la loi du 16 juin 1907 contient de nombreuses dispositions, étudiées longuement dans la première partie de ce travail.

Des résultats importants ont cependant été atteints. Les contrats collectifs de travail obtenus par les organisations ouvrières et auxquels doivent se conformer dans bien des contrées les contrats individuels, fixent souvent des limitations de la durée des journées de travail, tant dans le but de ménager les forces du travailleur que dans celui de diminuer les chômages.

Pour remédier à la crise du chômage due à la surabondance de la main-d'œuvre les mesures les plus variées ont été proposées. Mais beaucoup d'Italiens ne pouvant en attendre les effets ont dû s'expatrier. Le législateur s'est montré impuissant à les retenir. Il s'est contenté de chercher à tirer de l'émigration le plus de profits possibles pour le pays.

Des efforts sérieux ont été faits pour augmenter l'aire agricole de l'Italie et intensifier les cultures ; à ce point de vue, l'action de l'État, aura comme résultat, au moins indirect, de rendre possible l'emploi d'un plus grand nombre de travailleurs sur le sol national.

Les projets sur les offices de placement tendent à

assurer une meilleure distribution de la main-d'œuvre. Mais en attendant qu'ils soient votés, l'initiative privée a réussi à fonder quelques offices qui commencent à rendre des services.

La discipline des contrats de travail fait l'objet de nombreux projets, qui ne pourront malgré tout, même votés, avoir quelque efficacité qu'après bien des progrès dans l'éducation des classes en conflit.

D'ailleurs, pour être efficaces les lois doivent être préparées par l'opinion publique. Le législateur ne peut réformer les mœurs du pays, il ne peut que consolider les résultats acquis. C'est ce qu'a fait le gouvernement italien en matière de législation rurale. Il a suivi le progrès, — et combien timidement ! — il ne l'a pas provoqué.

En matière d'assurances sociales il reste beaucoup à faire.

La plus grande partie des travailleurs de la terre n'est pas garantie contre les risques d'accidents.

L'État se contente d'encourager par des versements supplémentaires la prévoyance de ceux qui veulent se constituer une retraite pour leurs vieux jours. Mais peu d'ouvriers profitent de cette faveur. Les retraites doivent être obligatoires ; en dehors de cela toute mesure législative sera inefficace.

La mutualité permettrait dans bien des cas de garantir certains risques, mais elle n'a pas en Italie l'importance qu'elle a pris en France.

La coopération italienne s'est au contraire merveilleusement développée. Mais elle a profité surtout aux petits propriétaires et aux petits tenanciers. Les coopératives de crédit, d'achat et de vente en commun sont très nombreuses et permettent aux petits producteurs de supporter sans trop de peine la concurrence des grands domaines.

Le mouvement ouvrier italien a beaucoup de confiance dans l'effort coopératif. Les fermages collectifs dont nous avons parlé à propos de la colonisation intérieure sont inspirés de principes coopératifs.

Peut-être l'effort individuel et collectif qui jusqu'à présent a, bien plus que les interventions de l'État, contribué à l'amélioration du sort des travailleurs ruraux, permettra de faire un pas de plus. Les petits tenanciers, les ouvriers à l'année et dans bien des cas les *bracchianti* ont l'ambition d'acquérir une maisonnette et un lopin de terre leur permettant de vivre. Souvent, ne pouvant réussir à faire les économies nécessaires en restant dans leur patrie, ils émigrent pour se procurer les ressources qui leur manquent. L'État doit encourager ce mouvement. Il le fait d'ailleurs en favorisant l'acquisition par les ouvriers des terres bonifiées, et un projet de loi sur le bien de famille insaisissable (1) présenté par M. Luzzatti, le

1. Pour la formation et la conservation de la petite propriété rurale et pour le bien de famille. *Bulletin des inst. économiques*, etc., 28 février 1911.

28 avril 1910 à la Chambre des députés, tend à empêcher la pulvérisation de la petite propriété et à en assurer la conservation.

C'est peut-être de là que viendra la solution de la question agraire vieille en Italie de plus de vingt-cinq siècles.

En tout cas, on ne peut que souhaiter de voir se former dans un avenir prochain une classe nombreuse de petits propriétaires, et de voir finir enfin le séculaire esclavage des travailleurs ruraux de cette terre italienne, berceau de nos civilisations modernes.

Vu : le Président de la Thèse,

SOUCHON

Vu : Le Doyen

CAUWES

*Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Généralités

- AUCLAIR (François). — Les lois ouvrières et l'agriculture. Thèse Paris, 1909.
- BACHI (Ricardo). — L'Italia economica nel 1910. Turin, 1910.
- BOURGIN (Georges). — La question agraire en Italie. *Revue d'économie politique*, 1912, n^{os} 2 et 3.
- FAINA (Eugenio). — Inchiesta parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali nella Sicilia. Relazione finale. Rome, 1911.
- GHIO (Paul). — Notes sur l'Italie contemporaine, Paris, 1902.
- JACINI (Stephano). — Atti della giunta per la inchiesta agraria. Relazione finale. Rome, 1885.
- JOLY (Henri). — L'Italie contemporaine. Enquêtes sociales. Paris, 1911.
- MABILLEAU (Léopold), RAYNERI et de ROCQUIGNY. — La prévoyance sociale en Italie. Paris, 1898.
- NOSEDA (Enea). — Le leggi protettive dei lavoratori. Milan, 1911.
- PERELLI (Arturo). — Manuale pratico nelle leggi Sociali. Florence, 1911.
- PERNOD (M.). — Le socialisme agraire et le métayage en Italie. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier 1911.
- PIC (Paul). — Traité élémentaire de législation industrielle, les lois ouvrières. Paris, 1912.

- PIOT (Stéphane). — Deux années d'agitation agraire en Italie. *Annales des sciences politiques*, 15 mai 1903.
- ROCQUIGNY (Comte de). — Le prolétariat rural en Italie. Liges et grèves de paysans. Paris, 1904.
- ROUX (Paul). — La question agraire en Italie. Le latifundium romain. Paris, 1910.
- SAINT-CYR (Charles de). — La Haute-Italie politique et sociale. Paris, 1908.
- ANNUARIO STATISTICO ITALIANO. — Rome, 1904 à 1911.
- BUREAU DES INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES de l'Institut international d'agriculture de Rome. Bulletin, Rome.
- UFFICIO DEL LAVORO. — Bolletino, Rome.

Travailleurs des rizières

- LORENZONI (Dottor Giovanni). — I lavoratori delle risaie. Inchiesta sulle condizioni del lavoro nelle risaie della Lomellina, del Vercellese e del Novarese. Milan, 1904.
- CONSIGLIO SUPERIORE DEL LAVORO (Atti). — Disegno di legge sul lavoro nelle risaie (relatore Cerruti), mars 1904.
- Regolamento per la legge sulla risicoltura (rapports et discussions), novembre 1907.
 - Regolamenti provinciali per l'applicazione della legge sulla risicoltura. Relazione generale. (Règlements de Pavie, Novare, Ferrare, Vérone. Rapports et discussions), juin 1909.
 - Regolamenti per l'applicazione della legge sulla risicoltura nelle provincie di Alessandria. Bologna, Brescia, Mantova, Padova, Venezia e Vicenza, février 1910.

- Per la riforma della legge sulla risicoltura e del regolamento sulle commissioni di conciliazione, février 1910.
- OFFICE INTERNATIONAL DU TRAVAIL (Bulletin). — Loi du 16 juin 1907 sur la culture du riz en Italie, 1908, p. 197.
- Loi du 17 juillet 1910 portant modification des articles 98, 99 et 108 du texte unique de la loi du 1^{er} août 1907 sur l'hygiène (art. 27, 28 et 29 de la loi du 16 juin 1907 sur la riziculture), 1912, p. 100.
- UFFICIO DEL LAVORO. — Le condizioni di lavoro nelle risaie.

Lutte contre la malaria

- ERCOLANI (Dottor G.). — La malaria e le risaie in Italia. Milan (Hœpli).
- CELLI (A.). — La lutte contre la malaria. Bulletin des institutions économiques et sociales de l'institut international d'agriculture de Rome, juillet 1912.
- TESTO UNICO delle leggi sanitarie, con note. Milan, Ditta-éditrice-libreria di Giacomo Pirola 1912.

Lutte contre la pellagre

- La lutte contre la pellagre en Autriche. Bulletin du bureau des institutions économiques et sociales de l'institut international d'agriculture de Rome, août 1912.
- La legge sulla prevenzione e cura della pellagra. Enea Noseda. Le leggi protettive dei lavoratori, p. 74 et suiv.

Hygiène des habitations

UFFICIO DEL LAVORO. — Bolletino. — Testo unico delle leggi sulle case popolari economiche, approvato con Regio decreto, 27 febbraio 1908, avril 1908.

— Regolamento per l'applicazione della legge, 27 febbraio 1908, sulle case popolari e economiche, septembre 1908.

OFFICE INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — Bulletin. Texte unique de la loi sur les habitations ouvrières et à bon marché en Italie, 1909, p. 165.

Émigration

GHIO (Paul). — L'émigration italienne. Journal des économistes, mars 1906.

LE CONTE (René). — Étude sur l'émigration italienne, thèse Paris, 1908.

Leggi sull'emigrazione e regolamento. Milan. Ditta editrice libreria di Giacomo Pirola.

MARCHETTI (Livio). — L'émigration dans ses rapports avec l'occupation des travailleurs en Italie. Bulletin trimestriel de l'association internationale pour la lutte contre le chômage, juillet-septembre 1912.

RUSO (Giacomo Barone). — L'émigration et ses effets dans le Midi de l'Italie. Paris, 1912.

UFFICIO DEL LAVORO. — Bolletino. — Convenzione fra l'Italia e la Francia per regolare la protezione degli operai, juin 1904.

Offices interrégionaux de placement

ALTI PARLAMENTARI. — Istituzione di uffici interregionali di collocamento nei lavori agricoli e nei lavori pubblici. Disegno di legge. camera dei deputati. Seduta del, 28 novembre 1907.

UFFICIO DEL LAVORO. — Le correnti periodiche di migrazione interna in Italia durante il 1905.

ASSOCIATION INTERNATIONALE pour la lutte contre le chômage. — Bulletin trimestriel, juillet-septembre 1912.

Un projet de loi sur la création d'offices interrégionaux de placement pour les travaux agricoles et les travaux publics.

Colonisation intérieure

ROUCHETAL DE LA ROCHE (Robert). — La colonisation interne en Italie, thèse, Lyon 1904.

ATTI PARLAMENTARI. — Provvedimenti per la colonizzazione interna. Disegno di legge. Camera dei deputati. Seduta dell' 8 marzo 1906.

Le contrat de travail dans l'agriculture

CICCOTTI (Francesco). — La psicologia dello sciopero agrario.

ALESSIO (Giulio). — L'arbitrato nei conflitti agrari.

BISSOLATI (Leonida). — Leghe e arbitrati.

CAVALIERI (Enea). — Verso la pace sociale. Ces quatre ar-

tibles ont été publiés dans la Nuova Antologia du 1^{er} juin 1908.

UFFICIO DEL LAVORO. — Bolletino. Progetti di legge Niccolini, Bissolati e Alessio sui conflitti del lavoro e sul contratto del lavoro agricolo.

Prud'hommes agricoles

ATTI PARLAMENTARI. — Istituzione di collegi di probiviri per l'agricoltura, l'industria e il commercio. Disegno di legge. Camera dei deputati. Seduta del 27 novembre 1909.

RACCA (V.). — L'arbitrage et la conciliation en Italie. Annales du Musée social, septembre 1903.

TURATI. — Per la riforma della legge sui probiviri industriali. Atti del consiglio superiore del lavoro, mars 1904.

Accidents du travail dans l'agriculture

AGNELLI (Arnaldo). — Le assicurazioni sociali. Milan, 1911.

CAPITANT (Henri). — Les accidents du travail dans l'agriculture. Paris, 1909.

CONSIGLIO SUPERIORE DEL LAVORO (atti). — février 1910.

AGNELLI (Arnaldo). — Per l'assicurazione obbligatoria degli infortuni sul lavoro nell'agricoltura.

BAGNI (Tullio) BEGGI (Ezio). — Il costo dell'assicurazione

MAZZA. — Rapports au Conseil supérieur du travail.

INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE. — Bulletin du bureau des institutions économiques et sociales. L'assurance contre les accidents du travail agricole et le projet du ministère Luzzatti (février 1911). Texte du projet (mars 1911).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	5
INTRODUCTION.	11

PREMIÈRE PARTIE

La protection des travailleurs employés à la culture du riz

CHAPITRE PREMIER. — Le travail dans les rizières. . .	31
CHAPITRE II. — Efforts législatifs.	39
CHAPITRE III. — Dispositions d'hygiène générale . .	47
CHAPITRE IV. — Prescriptions relatives à l'hygiène des travailleurs	56
CHAPITRE V. — Conditions du travail	73
CHAPITRE VI. — Dispositions juridiques du contrat de travail.	86
CHAPITRE VII. — Commissions de conciliation . . .	96
CHAPITRE VIII. — Sanctions et dispositions transi- toires	108
CONCLUSION	111

DEUXIÈME PARTIE

Les lois d'hygiène sociale

CHAPITRE PREMIER. — La lutte contre la malaria . . .	113
CHAPITRE II. — La lutte contre la pellagre.	129

CHAPITRE III. — Lois et projets sur l'hygiène des habitations rurales. Les maisons ouvrières . . .	141
--	-----

TROISIÈME PARTIE

La lutte contre le chômage

CHAPITRE PREMIER. — L'émigration	153
CHAPITRE II. — Projet de loi sur la création d'offices interrégionaux de placement	175
CHAPITRE III. — La colonisation intérieure	188

QUATRIÈME PARTIE

La réglementation du contrat de travail dans l'agriculture

CHAPITRE PREMIER. — Projets de lois sur le contrat de travail	199
CHAPITRE II. — Les prud'hommes agricoles	209
CHAPITRE III. — Les accidents du travail dans l'agriculture.	229
CONCLUSION	251
BIBLIOGRAPHIE	257

